

préface

BESSAOUD Mohamed Arab
LE F. F. S. : ESPOIR ET TRAHISON

Je dédie ce livre

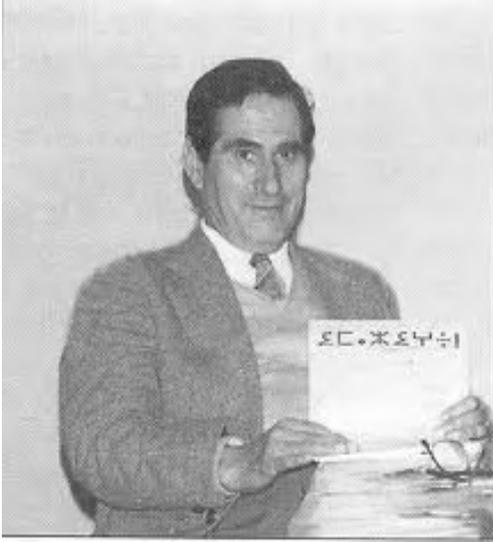
A toutes les femmes Kabyles violées par les soldats de Boumediene, à tous mes anciens Compagnons, qui ont refusé de se rallier.

Bessaoud Mohamed Arab.

Massinissa : «L'Afrique aux Africains.»

Le Prophète Mahomet : « J'aime mieux un Ethiopien musulman qu'un Arabe athée.»

Mohand-Aârav Bessaoud



Ex-officier de l'ALN, militant de longue date du Mouvement national algérien et membre fondateur de l'Académie berbère, Agraw Imazighen, Bessaoud Mohand Aârav s'est éteint le premier janvier 2001, en début d'après-midi, dans un hôpital londonien, des suites d'une longue maladie. Agé de 78 ans, il est né en 1924 à Tagemmunt n Lejdid, dans la commune de At-Douala. Bessaoud Mohand Aârav a eu un parcours militant et politique aussi atypique qu'iconoclaste.

Des qualités (ou des défauts pour ses contradicteurs) qui font l'"épaisseur" psychologique de l'homme : entier dans ses prises de position qui ne sacrifient rien à la demi-mesure, ni au compromis, affichant tout haut par l'action et le verbe ce qu'il pense et ses convictions. Des convictions qu'il affichera du reste durant son action militante au sein du Mouvement national et dans les rangs de l'ALN où il obtient le grade d'officier et aussi dans

une foisonnante littérature, alliant l'essai critique, les mémoires, le roman et la poésie. Imprégné de l'idéologie nationaliste et indépendante de l'Etoile Nord-Africaine (ENA), fondée en 1926 à Paris par un groupe de militants et syndicalistes kabyles (Imach Amar, Si Djillali, Aït Toudert, Bounoune, etc.) et admirateur d'Ali Laïmèche, nationaliste et auteur du célèbre poème Ekker a mmi-s Umazigh, attribué à tort à Ait Amrane Mohand Ou-Yidir, Bessaoud Mohand Aârav délaisse son métier d'instituteur et rejoindra les rangs de l'ALN, dès le déclenchement de la Guerre de Libération en 1954.

En janvier 1955, Krim Belkacem le nomme responsable des liaisons pour la Kabylie et il accède rapidement au grade d'officier. Il activera en Wilaya III (Kabylie) puis dans l'Algérois avant de partir au Maroc. Exilé en France, il crée en 1966, avec un groupe d'intellectuels dont le professeur Mohamed Arkoun, Taos Amrouche et de militants berbéristes, l'Académie berbère, association qui cristallisera les énergies militantes en faveur de la cause identitaire et contribuera à l'éclosion d'une conscience et à l'éveil revendicatif pour la reconnaissance de l'identité et la culture amazighes.

En 1978, les autorités françaises, pressées par Boumediene, contraignirent Bessaoud Mohand Aârav à quitter le territoire français. Il s'installera en Angleterre jusqu'à son retour au pays en 1997, après moult tentatives pour se faire délivrer un passeport. Refusé dans un premier temps, le statut d'ancien combattant lui sera finalement concédé, suite à la constitution d'un comité de soutien (Le CMAB ou Comité Mohand-Aârav Bessaoud. Atteint d'une maladie handicapante (le syndrome de Parkinson) Bessaoud Mohand Aârav fera des séjours répétés et prolongés à l'hôpital.

C'est à Londres, qu'il a rejoint dans le courant de l'été 2001, alors que la Kabylie brûle et des dizaines de jeunes Kabyles étaient déjà tombés, et que des centaines d'autres étaient handicapés, pour la plupart à vie, sous les balles d'une institution de la République Algérienne Démocratique et Populaire, la gendarmerie (voir Le printemps noir de Kabylie), pour des soins, qu'il s'est éteint en début d'après-midi du 1er janvier 2002. Il est enterré, à Aqawej, le 11 janvier, à la veille de Yennayer. Lors de son enterrement, et depuis la veille, des milliers de personnes de tous âges, ont tenu à lui rendre hommage.

AVANT-PROPOS

Mon petit livre, Heureux les martyrs qui n'ont rien vu, m'a valu beaucoup de sympathie et, cela va sans dire, la sollicitude (vous devinez laquelle) de nos gouvernants. Il était en effet très risqué de sortir des tiroirs de l'oubli les dossiers de la mort d'Amirouche et d'Ahane Ramdane. Il va donc de soi que je devais m'attendre à être visé par les puissantes personnes mises en cause et cela bien avant le 29 septembre 1963. Et je le fus. C'est dire que pour moi, l'insurrection de Mohand Oul Hadj, ce Mokrani en peau de lapin, fut la bienvenue. N'étant donc pas l'un des créateurs du F.F.S., ni l'une de ses créatures, je ne me sens que plus à l'aise pour en relater toutes les péripéties et dévoiler les desseins des uns et des autres pour en situer les responsabilités dans la trahison finale. Ce faisant, je n'ignore pas la levée de boucliers à laquelle je dois faire face. Mais ni les menaces ouvertes de Sadok, ni les sollicitations des uns, ni les pressions des autres ne me feront détourner de ce que je crois être mon devoir.

Par ailleurs, mes propos en ces pages ne manqueront pas encore de me valoir un grand nombre de critiques. « Mais enfin, me dira-t-on, jusqu'où veut aller votre berbérisme ? Tout de même, il n'y a pas que le sang des Kabyles qui coula inutilement hélas ! dans l'affaire F.F.S. ? Et le capitaine « Moustache » donc, mort en Willaya IV ? Et le colonel Chaabani ? Il eût mieux valu, par conséquent, donner au F.F.S. ses véritables dimensions plutôt que de l'enfermer dans les limites étroites de la Kabylie. Mais t'eût été vous priver derechef du plaisir de chanter les louanges des Kabyles. En vérité, la majorité des Algériens n'était-elle pas contre la dictature de Ben Bella, comme elle avait été contre les Lacoste et les Soustelle ?

Il est singulièrement étonnant de constater jusqu'à quel point les Arabes sont sensibilisés par le mot «berbère». Ils le sont tellement qu'ils voudraient, sans retard, nous dissoudre dans le marais putride de l'arabisme. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les opérations que l'A.N.P. (Armée Nationale Populaire) mena en Kabylie et les affirmations souventes fois répétées de Boumediene et de Ben Bella quant au caractère arabe de l'Algérie. Pourtant, il ne leur échappe pas que «l'Algérie est presque exclusivement peuplée de Berbères». (Aujourd'hui, on ignore généralement que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont peuplés de Berbères que l'on qualifie AUDACIEUSEMENT d'Arabes - C.-A, Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord.*) La chose est si vraie que les vieux militants du nationalisme algérien parlaient de « Arabo-Berbère ». Mon berbérisme puise donc sa substance dans une réalité historique et ethnique indéniable et n'a rien d'outrancier comme on pourrait le croire. Il n'est qu'une constatation judicieuse et une réplique à un arabisme agressif qui nie jusqu'à notre existence même. Et dans ce sens, ce dernier n'agit pas autrement que les autres impérialismes.

D'autre part, je n'ignore pas que la totalité des Algériens est contre la dictature. Mais je sais aussi que seuls les Kabyles se sont dressés contre elle avec une réelle détermination. Certes, il ne me serait pas venu à l'idée de contester à « Moustache » et à Chaabani, ainsi qu'à certains autres la part qu'ils ont prise à ce nouveau combat. Mais il me faut dire que je ne crois pas un seul instant qu'ils l'aient fait pour les mêmes raisons que nous ou que seulement ils aient pu le faire si les Kabyles ne leur avaient ouvert la voie, Ce ne sont pas deux Arabophones, mais des milliers qui tombèrent pour la libération du pays. Faut-il en conclure que notre guerre de libération n'a pas été au départ une guerre berbère ?

Qu'on n'oublie pas que c'est dans les Aurès, la Kabylie et les Beni-Snassen (région de Nédroma) qu'elle prit naissance en 1954. Le prix de la libération est si lourd pour les deux premières régions citées qu'il se traduit par 185.000 orphelins de guerre (86.000 pour le département de Tizi-Ouzou et 46.000 pour celui de Batna). Je doute fort que les autres régions d'Algérie puissent compter ensemble un même nombre d'orphelins. La Grande Kabylie, à elle seule, en a donc perdu : 88.000 + 32.000 = 120.000, soit 12,5 % de sa population totale.

Départements	Chouhadas ¹	Victimes civiles	Veuves de guerre
TIZI-OUZOU.	88.000	32.000	30.000
TLEMCEN	18.000	7.000	1.000
ORAN	29.000	13.000	7.000

Quant aux autres victimes de la guerre, le tableau ci-dessous démontre, s'il en est besoin, combien est lourd, par rapport aux autres départements algériens, le tribut que la Grande Kabylie paya pour la

liberté de Ben Bella et de Boumediene, qui le lui ont bien payé de retour.

Les pertes russes, en vies humaines, durant la dernière guerre mondiale, qui s'élevaient à 20.000.000, se traduisent, en pourcentage, par 7,6 % seulement, tandis que les .500.000 Français morts en 1914 -1918 ne représentaient que 3,75 % de l'ensemble de la population française. L'on constate donc que si la Grande Kabylie était aussi peuplée que la Russie ou que la France, elle aurait perdu 32.500.000 morts au lieu de 20 millions et 5 millions au lieu de 1.500.000.

Reprenons les chiffres précédents.

Nous constatons que le nombre des victimes, civiles et militaires, pour les Départements d'Oran et de Tlemcen, soit 67.000, dépasse à peine la MOITIE de celles que pleure la Grande Kabylie. Il ne serait donc pas exagéré de penser — faute de documents — que l'ensemble des pertes en vies humaines des Départements de Tlemcen et d'Oran, de Mostaganem et de Saïda, soit l'ancien Département d'Oran, soit, à très peu de chose près, identique à celui que connut le seul Département de Tizi-Ouzou. Il est donc incontestable que les deux Kabylies réunies comptent plus de morts que l'ensemble de l'Ouest algérien.

Il va sans dire que je ne salue pas moins, avec vénération, la mémoire de toutes celles et de tous ceux qui sont tombés pour la libération du pays, comme celle de tous ceux et de toutes celles qui sont, par la suite, morts pour la liberté. Je ne peux cependant m'empêcher de constater que ni le colonel Chaabani, dont on connaissait les attaches, ni le commandant Moussa Hassani n'ont reconnu l'autorité d'Aït Ahmed et, partant, leur appartenance au F.F.S., qu'ils se sont, au contraire, opposés au maintien de ce sigle et qu'ils ont préféré se soulever et combattre sous la bannière du C.N.D.R. si chère à Monsieur Boudiaf. Cela est d'autant plus vrai que les tracts diffusés par Hassani ramenaient le début de l'insurrection dans le Constantinois, l'Oranie (sic) et la Kabylie (resic) au 6 juillet 1964, omettant ainsi volontairement le 29 septembre 1963. L'escamotage de cette dernière date, que l'histoire a pourtant enregistrée, pouvait-il avoir d'autres buts que de diminuer le rôle des Kabyles dans la lutte contre la dictature ? Ainsi, il se vérifie amplement que, pour nos Arabophones, l'histoire de notre pays commence toujours avec eux. Leur manière de glorifier Abdelkader et d'oublier Youghourta, d'ignorer la résistance de Koceïla et de la Kahina n'en est-elle pas une preuve frappante ? Nous sommes réduits, et dans notre propre pays, à répéter à nous-mêmes et aux autres, pour prouver notre originalité : « Nous sommes des Berbères, nous sommes des Berbères ».

Et s'il est vrai que nous pourrions utiliser des moyens plus efficaces pour attester notre existence, si tant est que cela se justifie, pour ma part, la seule arme dont je dispose est celle que j'emploie pour le moment. Ce faisant, je ne pense pas me limiter à la défense de l'ethnie à laquelle j'appartiens. Au contraire, j'ai le sentiment très net de participer, et de la meilleure manière, à la sauvegarde de la personnalité du peuple algérien tout entier.

En effet, quand un homme se présente comme Chaoui, Mzabi, Targui, Mnasri ou comme Kabyle, on sait tout de suite qu'en plus de sa qualité de Berbère, il est Algérien. Mais quand un autre homme s'affirme « Arabe », on n'est pas aussi fixé. C'est pourquoi on se voit obligé de lui poser cette question : « Arabe ? Oui, mais de quel pays ? ».

L'Algérie ne se caractérise donc en tant que telle que parce qu'elle est berbère. Par conséquent, il n'est pas exagéré de dire que les régions berbérophones d'Algérie sont les noyaux centraux de la nation du même nom.

Quand donc monsieur Boudiaf déclare que « la Kabylie sera toujours un danger à l'unité nationale », je veux croire qu'il souligne par là le refus obstiné des Kabyles de se dissoudre dans la mare grenouillante de l'arabisme. Mais quand d'autres individus prétendent que, pour briser le particularisme Kabyle, il faut vider la Kabylie de tous ses habitants qu'on disséminerait ailleurs pour faciliter leur arabisation, je ne peux m'empêcher de crier à leur adresse : « Prenez vos flûtes et regagnez l'Arabie, berceau de vos ancêtres ».

Je dois dire que ces positions ne me surprennent ni ne me dérangent quand, bien entendu, ceux qui les adoptent sont des Arabes avérés. Ces derniers ne font alors que perpétuer un esprit de domination qui remonte très haut dans le temps. Ce qui, en revanche, suscite mon ire, c'est quand un Berbérophone vitupère contre les siens. Un de ces naturalisés me disait un jour :

Que vous le vouliez ou non, la Kabylie est arabe par sa culture et sa civilisation.

Qu'entendez-vous par culture ? N'est-ce pas un ensemble de connaissances acquises et exprimées dans une langue donnée ?

Oui.

Dans ce cas, permettez-moi de vous dire que les Kabyles ont leur culture et une civilisation propres. Certes,

nous ne nous connaissons pas de savants en science, mais nos aèdes, nos conteurs, rivalisent avec leurs homologues arabes. Plus près de nous, les chanteurs kabyles, tel Slimane Azem, s'élèvent au-dessus des chansonniers sans relief de la langue arabe. S'il est vrai que la musique fait partie de la culture, vous admettez, monsieur, que les musiques arabe et berbère sont à l'opposé l'une de l'autre. Malheureusement, notre culture berbère a le désavantage d'être orale et non écrite. Et cela vous a suffi pour la nier, rejoignant en cela nos gouvernants actuels qui proscrivent le Berbère chez lui, alors qu'on l'enseigne à Londres et à Paris, à Philadelphie et à Berlin. Vous reconnaîtrez cependant, si vous êtes de bonne foi, que les alphabets sont oeuvre humaine et non un don de la nature. Les Berbères, tout comme les Arabes, pourraient en établir un, à supposer qu'ils n'en aient jamais eu. *Il suffirait, pour cela, que soit créée une commission groupant des représentants de toutes les familles linguistiques berbères pour que nous soit donné cet outil qui nous manque.* Les Turcs ne nous ont-ils pas d'ailleurs fourni la preuve de ce que l'on peut faire dans ce domaine ? Quant à la civilisation musulmane, elle n'est plus qu'un sujet d'études pour les orientalistes, une borne sur la route de l'histoire universelle. Elle est morte, Monsieur, comme toutes celles qui ont existé avant elle. Même l'enseignement qu'on en donne dans les Facultés du Caire ou de Bagdad s'inscrit dans le contexte des nouvelles connaissances. Les pensées d'Avicenne ou d'Averroès ne règnent plus sur l'esprit du savoir humain. Encore faut-il préciser qu'Avicenne n'est pas plus Arabe que le Shah d'Iran ou que les Berbères Tarik et Ibn Khaldoun.

Que vous le vouliez ou non, mon cher Monsieur, les Arabes comme les Berbères, les Chinois comme les Egyptiens, vivent à l'heure d'une nouvelle civilisation. A moins que, pour vous, la pérennité d'une langue soit un signe suffisant pour caractériser une civilisation et pour classer, dans la même ethnie, tous ceux qui la parlent ? Dans ce cas Mouloud Mammeri et Mohammed Dib, Mouloud Feraoun et Mustapha Lacheraf sont des Français. Je termine, Monsieur, en vous rappelant que l'art rupestre du Hoggar n'a pas été importé de cette Arabie où, à l'orée de l'histoire, on se complaisait plus dans les razzias que dans les oeuvres artistiques.

N'oubliez pas, me dit alors mon interlocuteur, que les Kabyles sont une minorité en Algérie...

Comme le sont les Indiens en Amérique. Pensez-vous donc employer contre nous les méthodes qui ont fait leurs preuves contre les Cheyennes ? Songez pourtant que la quasi-totalité des Arabophones d'Afrique du Nord sont d'ascendance berbère. Mais, puisque pour vous, les notions de majorité et de minorité linguistiques déterminent l'identité d'une nation, que pensez-vous donc du Maroc où les Berbérophones sont majoritaires ? Ne croyez-vous pas qu'il est grand temps pour ces derniers de berbériser le reste de leurs compatriotes, ou plutôt de les reberbérer ? En tout cas, pour nous, Berbères, le « Maghreb Arabe » ressemble étrangement à « l'Afrique Française du Nord » que nous étions presque les seuls à combattre. Car des Aurès au Rif, en passant par le Djurdjura, la France a trouvé en nous de rudes adversaires. C'est à Arris et à Foum Toub, à Aknoul et à Boured, à Sidi Mi Bou-Nab, à Akfadou et dans la vallée de la Soummam que s'est joué le destin de la France en Berbérie. Mais alors que nous avons cru pouvoir être libres après cela, force nous est de constater que nous avons seulement réussi à sortir de sa bouteille opaque le démon de l'impérialisme arabe qui veut encore aujourd'hui nous accommoder à sa sauce.

Tout ça, c'est un faux problème ! Ce qui importe avant tout, c'est de sortir l'Algérie de son sous-développement, en d'autres termes, de l'amener à se suffire à elle-même.

Je n'ignore pas que, pour donner à notre peuple la possibilité de mieux vivre, il faille opter pour un système politico-économique défini. Mais croyez-vous vraiment que, dès l'instant où les Algériens auront du pain en abondance, ils cesseront d'être des Arabes ou des Berbères ? Mao Tsé-Toung est communiste, mais il est d'abord Chinois. Avant donc de nous apparenter à l'un des clans qui agitent le monde, il importe de donner à notre pays sa carte d'identité internationale. Il serait absurde de croire que nos martyrs se sont sacrifiés pour que notre pays soit socialiste ou capitaliste. Ce serait injurier la mémoire d'Ali Boumendjel, du jeune Docteur Issad, du Cheikh Larbi Tebessi et celle de tant de milliers d'autres. Par ailleurs, si grande que soit votre vision de l'avenir, l'Algérie ne peut avoir de meilleures assises économiques que celles contenues dans le plan de Constantine. Mais nous nous sommes refusé à entrer dans la famille française qui nous offrait d'indéniables avantages matériels. Devrions-nous accepter que notre pays soit arabe avec tous les inconvénients et toutes les tares que cela entraîne ?

Sans tomber dans votre berbérisme outrancier, il est possible de concevoir une Algérie algérienne.

A la bonne heure ! Mais puis-je savoir quelle sera la langue nationale de « votre Algérie algérienne » et quel sort y réservez-vous à la langue berbère ? Car je suppose que vous n'êtes pas de ceux qui

considèrent le berbère comme un patois, un dialecte ?

« La langue berbère est une vraie langue, elle reflète une civilisation, un passé, une histoire, On a dit qu'il y a quatre dialectes berbères, c'est faux. C'est la même langue, il y a juste une différence de prononciation, selon les régions. En Conseil des Ministres, dernièrement, j'ai demandé l'enseignement de la langue berbère. Les Berbères sont ici chez eux. Vous n'avez qu'à aller à 15 km de Rabat, dans la tribu des Zemmours, si vous demandez à un berger votre chemin en arabe, il ne peut vous répondre.

« L'idéal serait que le Berbère soit mis à la portée des Marocains, ne serait-ce que sur le plan de la gestion, de la justice, de l'administration. Il est inconcevable qu'un Caïd ne sache pas le berbère et soit obligé d'engager un interprète pour se faire comprendre. Il est inconcevable qu'un Cadi rende la justice en se fondant sur la traduction d'un chaouch. Je ne veux pas que le berbère disparaisse. C'est un élément de base qu'il faut comprendre...

... Le Maroc a une richesse nationale qui est d'essence berbère, son ossature est berbère, sa personnalité, sa culture sont berbères : il faut en garder l'essentiel. Vous aimez le festival de folklore de Marrakech ? Eh bien, enlevez. Lui la langue berbère et il n'y a plus de festival. Le monde maintenant perd sa personnalité, tous les pays se ressemblent. Est-ce à cela que l'on veut aboutir ? Pour ma part, je ne trouve pas que ce soit souhaitable. Il ne faut pas que les Berbères soient éliminés, ils constituent la majorité de la population... » (Mahdjoubi Ahardane - Interview à *Jeune Afrique*.)

En vérité, tout ça, je vous le redis, c'est un faux problème.

Etre ou ne pas être, c'est là, dit-on, toute la question. Et pour vous ce n'est qu'un faux problème. Souffririez-vous que je vous fasse cette confidence ? « A partir de ce jour, j'ai décidé que la lune n'existe plus, parce que c'est « une fausse lune » !

Il y a aussi des gens, comme cet ignare de Mohammed Saïd, qui confondent « Islamisme » avec « Arabisme ». Les Kabyles refusent-ils d'être des Arabes ? Alors ils ne sont pas des Musulmans ! Et en avant pour la guerre sainte !

C'est sans doute pour achever l'oeuvre civilisatrice des Béni Hillal que la Kabylie a été mise à feu et à sang par les combattants du Colonel Boumediene. Que d'encerclements ! Que de ratissages ! Des milliers de personnes, sans distinction de sexe ni d'âge, ont été arrêtées et torturées et, chose plus grave encore, humiliées. Même le portrait du Colonel Amirouche, auquel les Kabyles vouent un culte particulier, n'échappa pas au vandalisme destructeur des soldats de l'A.N.P., montrant par là que, même après l'avoir fait tuer, Boumediene reste hostile à la mémoire du prestigieux chef Kabyle.

Les faits établissent donc qu'à travers la lutte contre les maquis F.F.S., c'était l'annihilation systématique de la personnalité kabyle qui était recherchée, et qui le sera toujours si les Kabyles ne prennent conscience du danger qui les menace. Les fouilles et les encerclements auxquels l'armée arabe procéda ne découlèrent-ils pas de cet esprit ? Sinon comment pourrait-on expliquer les bris de portes, les insultes grossières et les viols des femmes de martyrs ? Dans mon propre village, soixante-dix portes ont été brisées en une nuit et vingt-cinq femmes violées, dont une fillette de treize ans. Durant dix-huit mois, les vols, les viols, les fusillades, les assassinats, les tortures furent, pour les Kabyles, le lot de chaque jour. C'est sans doute pour « islamiser » Madame A... que les soldats de l'A.N.P. lui enlevèrent la paire de draps sur laquelle elle était couchée. Ce qui motiva cette réflexion de l'une de mes tantes : « Aux temps où nous subissions les assauts ignominieux des soldats de Lacoste, nous réclamions dans nos cris, l'aide des musulmans, nos frères en Dieu. Mais maintenant que ce sont ces derniers qui nous assaillent, devons-nous implorer le secours des « Iroumiènes » ?

Les tenants du pouvoir en Algérie ont-ils jamais pensé qu'ils doivent aux Kabyles, et à eux seuls, d'être libres aujourd'hui ? Imaginent-ils ce qu'ils seraient encore actuellement si les dirigeants Kabyles avaient accepté, en 1958, l'offre de de Gaulle de négocier l'indépendance de la Kabylie ? Nul doute que la France serait encore présente en Algérie et que l'Etat-Major de Ghardimaou serait resté ce qu'il n'aurait jamais cessé d'être : une association de malfaiteurs.

La pratique de ces méthodes que le monde entier réprouva en d'autres temps et qui laissa muettes, en celui-ci, toutes les voix les plus fortes d'Algérie, n'était donc pas motivée par le souci d'islamiser les habitants de la Kabylie (ils sont déjà musulmans) mais par celui de leur apprendre le nouveau credo politique de Gainai Abdel Nasser : « L'unité Arabe ». C'est sans doute pour nous inculquer une telle vérité que le royaume de Koukou fut soumis à toutes les tortures et à tous les crimes. Ce fut

ainsi qu'à LARBÂA des Ouacifs, l'A.N.P. tira sur la foule un jour de foire, pour venger un gendarme victime d'un attentat. Bilan : 8 morts et 28 blessés. Quant à la torture, si elle n'était plus l'objet d'un raffinement, elle était devenue l'expression d'une sauvagerie. Quelques exemples suffiront à convaincre les incrédules.

Un de mes jeunes contribués, dont je tais le nom, se trouva en possession de mon petit livre Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu. Sur dénonciation, on l'arrêta, on le tortura et on le relâcha 55 jours plus tard. Durant ce temps, il avait maigri de 34 kg, soit, en moyenne, de 600 g par jour. Il fut encore plus heureux que cet autre qui maigrit de 17 kg en 17 jours, battant le record détenu par les anciens déportés des camps hitlériens.

Un autre de mes contribués, Monsieur Yadel Chabane, labourait paisiblement son champ quand survint une patrouille de l'A.N.P.

Avez-vous vu des fellagas, lui demanda-t-on ?

Les « fellagas » ? J'ai déjà entendu ce mot quelque part. Il me semble néanmoins qu'il n'avait pas été prononcé par des hommes qui parlaient votre langue ou qui avaient votre teint.

A cette réplique « subversive », Monsieur Yadel joignait l'immense tort de porter des pataugas, un crime de lèse-armée en quelque sorte. Il fut donc arabisé, c'est le cas de le dire, sur le champ. Les testicules broyés entre deux cailloux (les Arabes de l'A.N.P. désignent cette torture sous le nom de « pois-chiches ») le vieil homme — il avait 62 ans mourut une semaine plus tard, non sans avoir souffert le martyre, laissant une veuve et trois fillettes absolument sans ressources.

Au village d'Aït Ouabane, des gosses s'adonnaient à leurs jeux habituels quand survint un détachement de l'A.N.P.

N'as-tu pas vu les Moudjahidines (en l'occurrence des combattants du F.F.S.) ? demanda-t-on au plus grand de ces enfants.

Bien sûr que si, répondit ce dernier. Je sais même où ils reposent.

Mors, lui dit-on, indique-nous le lieu de leur repos.

D'un pas tranquille l'enfant conduisit le détachement vers l'ossuaire où reposent les restes de quelque 78 combattants de tous d'Aït Ouabane, tombés au champ d'honneur.

Tenez, les voilà ! dit-il malicieusement.

Sale petit Kabyle ! Il ne s'agit pas de ces harkis, mais des autres, ceux du F.F.S.

On aurait tort d'attribuer les larmes du gosse aux coups qu'il reçut. Il pleura parce qu'au milieu de ces « harkis » tombés pour la patrie, figurent les restes de son père.

Je ne saurais épuiser ces quelques exemples sans dire un mot du boa du centre pénitencier de Notre-Dame d'Afrique. Ce reptile est, sans conteste, une bête dressée. Diable ! Il lui faut gagner son lapin ! Enfermé dans une caisse, on ne l'en libérait qu'aux moments opportuns. Alors il faisait montre d'une science, j'oserais même dire d'un sadisme raffiné. En effet, avec toute la nonchalance dont il est capable, il s'approchait du suspect qu'on avait précédemment ligoté à un piquet au milieu d'une cellule et s'y enroulait pour finalement serrer, serré. Ceux qui ont échappé à la folie après cette torture restent durant de longs mois l'objet d'une hantise qui leur fait pousser d'effroyables hurlements.

Et n'allez pas croire que ces pratiques étaient ignorées en haut lieu. Elles étaient même recommandées, parce qu'il paraît que la R.A.D.I.P. (République Algérienne, Démocratique, Islamique et Populaire) en ayant pris l'habitude, il ne faudrait pas l'en priver d'un seul coup de peur d'attenter à sa santé morale. Boumaza lui-même aurait assisté à « l'interrogatoire » d'un haut fonctionnaire du ministère des finances, tandis que l'inoffensif Ben Bella ordonnait de torturer les gens qui en « savaient long » comme Rachid Ali Yahia. Le brave Ali Zamoun lui-même assista à la torture de Gadi Méziane au temps où la première cité était encore préfet de Tizi-Ouzou.

Quand donc, cher « Canard Enchaîné » la Gangrène » atteint les sommets du corps de l'Etat, on ne peut pas poser de « Questions ».

Messieurs Boumendjel et Mohammedi, vous étiez certainement au courant de ces méthodes prohibées par l'Islam et qui violaient « votre » constitution unique au monde puisqu'elle proscrivait la torture ? Pourquoi donc ne vous êtes-vous pas élevés contre la barbarie dont fut victime la Kabylie ? Auriez-vous oublié, Monsieur Mohammedi, que les femmes violées, torturées par les soldats de Boumediène étaient celles-là mêmes qui vous ravitaillaient pendant votre présence au maquis ? Ignorez-vous donc que pendant que vous égreniez votre chapelet et appeliez la bénédiction divine sur Ben Bella, des bébés de quelques mois vivaient dans des cellules humides avec leurs mères ? Pour vous, Messieurs, l'arabisme avait du bon et les questions

de dignité et de liberté si chères aux Kabyles ne vous dérangent guère dans vos méditations et vos prières. Mais puisque vous êtes plus arabes que le prophète Mohammed (que le salut soit sur lui) qui a pourtant refusé d'établir une différence raciale entre les Musulmans, je vous conseille, conformément à la politique Nassérienne, de lever des volontaires contre le Pakistan, l'Iran et la Turquie, pour ne citer que ceux-là, afin de les obliger à embrasser l'arabisme, cette nouvelle religion du pharaon du Caire.

*Bon Dihad, Messieurs les ex-Ministres.
B.M.A.*

LA COMPLAINTÉ DE L'ENFANT D'AIT OUVAVANE

Un soir, en rentrant de classe,
L'ardoise pendue à mon cou,
Je vis que notre fusil de chasse
N'était pas accroché au clou,
Je pensais à ces étourneaux
Et à ces voraces grives
Qui s'abattaient sur nos olives,
Que le temps fût mauvais ou beau.
Ma pauvre mère, triste à mourir,
Eluda mes naïves questions,
Et quoi qu'elle ne sût jamais lire,
Elle voulut voir mes additions.
La nuit tomba et je dormis,
Et toi toujours tu ne vins pas
Je pris ta place dans ton fit Espérant ton retour, papa.

« Il est pénible de combattre, par exigence d'esprit, ce que d'autres ne combattent que par indigence de coeur. »

Jean Rostand.

PREMIERE PARTIE

Des discussions ont eu lieu entre le F.F.S. et le F.L.N., Considérant que l'unité nationale est le souci majeur de tous les Algériens et que l'intérêt de l'Algérie exige la mobilisation de toutes les forces » (c'est bien la première fois qu'on retrouve, dans le langage « révolutionnaire » de monsieur Ait Ahmed, le mot forces » séparé de ses qualificatifs habituels, à savoir « saines » et « malsaines », « d'avant-gardes » et « rétrogrades », « progressistes » et « réactionnaires », etc..., etc.) « En vue de consolider les conquêtes de la révolution (!) Un accord a été réalisé pour mettre fin à la lutte armée.

« Ces décisions entreront en vigueur le 16-6-65. »

Ce communiqué publié par le F.F.S. ou, du moins, par ses principaux dirigeants, appelle, me semble-t-il, un ensemble de remarques et de questions. Que faut-il entendre par consolider les conquêtes de la révolution » ? Devrions-nous comprendre que l'indépendance du pays était menacée ? Ou bien ne serait-il pas juste de penser aux comités de gestion, aux nationalisations, à la démagogie, à la répression, à la corruption, à la mystification ? Le doute ne persista plus sur ce point puisque, deux jours après la publication de ce communiqué, Ben Bella affirma avec force « *que le pouvoir légal ne discute pas avec les égarés* ». En d'autres termes, les dirigeants du F.F.S. ne peuvent nullement se prévaloir de concessions politiques obtenues du « pouvoir légal » pour justifier leur ralliement. On est donc en droit de se demander pourquoi ces mêmes dirigeants appelèrent la population à la révolte contre la politique de clan », « la dictature », le régime policier », la « démagogie » etc... Etc., devenus soudain « les conquêtes de la révolution » ? On se demande également pourquoi ces Messieurs du F.F.S. attendirent que la Kabylie fût mise à feu et à sang avant de procéder à la « consolidation de ces conquêtes » ? Pourquoi encore Aït Ahmed et Sadok ne se rallièrent-ils pas à Ben Bella en même temps que Mohand Oul Hadj pour « aller au secours de la patrie en danger » ? Ne serait-ce point pour juguler le « séparatisme » de nos compagnons morts dans les maquis F.F.S. que les deux principaux dirigeants de ce parti prolongèrent des combats qui n'ont pas porté atteinte « à l'Unité Nationale si chère à tous les Algériens » ? A moins que ce ne fût tout simplement pour déjouer le « complot permanent de Boudiaf » ?

Dans le dernier cas, j'imagine mal un pompier déjouant les intentions cachées d'un pyromane — d'un pyromane en détention en allumant des incendies. Dans le premier, je refuse d'insulter la mémoire d'Aït Medri Belaïd, de Timzit Tahar, de Si Mohand Amokrane, de Kaci Mohand, le jeune et talentueux maire de Michelet, de Moh Aouvane, en un mot de tous nos camarades tombés au champ d'honneur dans les

rangs du F.F.S., en leur prêtant des intentions qu'ils n'avaient jamais eues. Je me refuse également à croire qu'ils aient voulu, en 1962, empêcher tout accord entre Ben Bella et Ait Ahmed et que leur sang était nécessaire pour cimenter l'unité nationale. Pourquoi d'ailleurs les deux principaux leaders du F.F.S. ont-ils si obstinément écarté toute idée de négociation, pour finalement discuter (!) avec le pouvoir des moyens propres à mettre fin à la lutte armée ? Car il est hors de doute que le régime de Ben Bella ne pouvait être, pour Ait Ahmed surtout, un pôle d'attraction ni même une période transitoire. Il convient à cet effet de citer, in-extenso, la conférence de presse¹ que le leader malgré lui du F.F.S. tint au maquis le 6 juillet 1964 :

QUESTION. — Au lendemain des déclarations de M. Khider, de la rébellion du Colonel Chaabani, du discours de M. Ben Bella, la situation nous paraît, à nous observateurs étrangers, d'une extrême confusion.

REPONSE. — La situation n'est pas confuse du tout, elle est au contraire extrêmement claire, la démystification est maintenant totale. D'un côté, il y a le régime avec ce qui reste des appareils répressifs et avec sa propagande hystérique, de l'autre, le Peuple Algérien avec ses forces d'avant-garde se regroupe dans le feu de la résistance armée. Un réflexe national digne des plus grands sursauts de notre histoire a galvanisé tous les Algériens et Algériennes dignes de la Révolution.

Devant le précipice, devant le danger suprême, le pays tout entier s'est retrouvé debout d'instinct. Dans ce contexte global il faut situer les diverses prises de position dont vous parlez. En effet, qu'il s'agisse de Khider, de Boudiaf ou du Colonel Chaabani — je dis bien du Colonel et non l'ex-colonel, tout comme je puis dire que Ben Bella ne sera bientôt plus que l'ex-président de la République Algérienne — leurs positions traduisent et précipitent la dégringolade du régime antipopulaire et anti-démocratique. Quant au discours de Ben Bella, la fausseté, la pusillanimité et la vulgarité du personnage sont maintenant assez familières pour que l'on prenne la peine d'y revenir.

Tous les vocabulaires et tous les parfums marxistes du inonde ne peuvent laver la honte du pouvoir. Nous avons eu le sentiment, quant à nous, en entendant hier le discours de Ben Bella qu'il faisait ses adieux au Forum.

QUESTION — M. Khider a affirmé au cours de sa conférence de presse que l'opposition était unie. En tant que leader du F.F.S., pouvez-vous situer votre mouvement dans ce nouveau regroupement ?

REPONSE, — Je voudrais d'abord qu'il soit clairement entendu que je ne suis pas le leader du F.F.S., et que le F.F.S. n'a pas de leader, le F.F.S. est dirigé par une Djemâa Nationale Provisoire qui concrétise les principes de la direction collégiale².

La Révolution ayant été trahie, les masses démobilisées et désespérées, les cadres les plus éprouvés divisés et désorientés, il importe de situer historiquement le rôle du F.F.S. dans le processus de redressement de la Révolution. Le F.F. S. a pu et a su amorcer dans la résistance armée au pouvoir fasciste et en dehors des féodalités politiques, la remobilisation de la paysannerie déshéritée des montagnes ainsi que le regroupement des avant-gardes révolutionnaires. Les masses ont déjà retrouvé le moral du temps de la guerre de libération, le raz-de-marée de la Révolution populaire a repris sa marche. Paysans, paysannes, hommes, femmes et enfants, s'empressent aujourd'hui autour des partisans du F.F.S., assurant spontanément toutes les tâches d'intendance et de renseignements. D'autre part, la fusion des avant-gardes, qui est maintenant une réalité, officiers de l'A.L.N., militants du F.L.N. du temps de guerre en France et en Algérie, syndicalistes de base ont retrouvé leur rôle de révolutionnaires et leur unité dans la lutte antifasciste au service des masses déshéritées. L'encadrement de la révolution populaire s'est reconstitué, le Peuple a retrouvé ses mêmes cadres, il a su apprécier leur fidélité. Il leur redonne aujourd'hui sa confiance.

Dans ces régions, la symbiose est née entre le peuple et son avant-garde révolutionnaire. C'est cela le triomphe du Front des Forces Socialistes : l'enthousiasme est revenu. J'espère que vous constaterez par vous-mêmes d'après ce que les paysans appellent déjà la cc Deuxième Indépendance ».

Le Front des Forces Socialistes a amorcé le processus de redressement de la Révolution en revenant aux sources vers la paysannerie pauvre et les masses opprimées. La contagion jouant rapidement, les périodes glorieuses de notre Histoire étant caractérisées par le phénomène de réaction en chaîne, le Front des Forces Socialistes a pu, en moins de deux mois, mettre sur pied à Djidjelli, à Collo et dans les Aurès, les premiers jalons organiques de la contagion révolutionnaire, sans oublier que dans le massif blidéen le mouvement

1 Cette conférence n'était en réalité qu'une auto-interview, M. Ait Ahmed n'ayant répondu qu'aux questions qu'il s'était lui-même posées.

2 Je précise que cette Djemâa nationale n'existait que dans l'imagination de M. Ait Ahmed.

est déjà solidement implanté. Il s'agit aujourd'hui à travers des alliances tactiques :

1° de redonner la parole aux régions les plus déshéritées et qui ont été les plus méritoires pendant la Révolution ;

2° de remettre au service des masses opprimées une avant-garde révolutionnaire, garante de leurs aspirations et de la stabilité politique.

C'est dans cette perspective que nous concevons l'union de l'opposition et que nous la concevons sans exclusive.

QUESTION. — MI Ben Bella vous a accusé hier d'être en contact avec l'étranger. Il a précisé qu'il disposait de documents écrits de votre main.

REPONSE. — Il y a assez longtemps qu'il en parle, mais qu'attend-il pour publier ces documents ? Je le mets au défi de les publier. Il en a bien besoin, pourtant, ne serait-ce que pour faire admettre à l'opinion algérienne, qui en est indignée, les pratiques déshonorantes de mendicité internationale.

Voyez-vous, les clichés de Ben Bella rappellent les propos d'un clochard, sans queue ni tête. Ils amusent et c'est tout. Il y a beaucoup à dire sur la clochardisation du Régime. Il faut être désœuvré complètement pour avoir le temps de répondre aux accusations de Ben Bella. D'ailleurs, il se répond à lui-même à force de se contredire.

QUESTION — M. Ben Bella vous accuse d'avoir fait tirer sur des ouvriers et d'utiliser la violence ?

REPONSE. — Le Front des Forces Socialistes est né de l'échec de toutes les tentatives pacifiques faites au sein du système pour sortir le régime de l'impasse totalitaire dans laquelle la politique des clans l'avait engagé. La violence est d'abord dans la nature du Pouvoir. Elle se manifeste dans ses fondements les plus essentiels : délation, coercition, arbitraire, capitalisme de clans, régime and-populaire et anti-démocratique. Contre ce pouvoir, arrivé à son point de structuration, c'est-à-dire à son point de non-retour, seule l'action directe pouvait guider le peuple, l'arracher à la terreur policière et l'engager résolument dans la lutte antifasciste de redressement de la révolution. Notre action a été principalement dirigée contre neuf membres locaux du néo-F.L.N. parce qu'ils organisaient des milices armées à Tizi-Rached, de ce fait préparaient leur abominable guerre civile. Nous savons qu'Hitler et Mussolini ont utilisé malheureusement des ouvriers pour asseoir leur autorité dictatoriale. Les marxistes de service auront à rendre des comptes pour avoir abusé des militants et des ouvriers, perpétré la division et la mystification. Notre action contre-terroriste, quant à elle, est une action de protection des masses, d'élimination des germes de guerre civile. Quant aux méthodes répressives du Pouvoir, Ben Bella se garde bien d'en parler, nous sommes bel et bien revenus aux temps les plus noirs de la Pacification, au règne des Paras et de la dynamo. L'A.N.P. tire sur les civils, l'A.N.P. torture, l'A.N.P. vole, l'A.N.P. organise le banditisme, c'est là une réalité de tous les jours que nous vivons dans le Djurdjura et dans la vallée de la Soummam. Voici comment, par exemple, Kaci, l'ancien maire de Michelet, a été tué le 29 juin dernier. 60 camions ramenèrent des troupes de l'A.N.P. qui encerclèrent le secteur où se trouvait le jeune et regretté maire de Michelet. Retranchés dans la forêt, les Partisans se défendirent vaillamment pendant 48 heures. Plus de 40 soldats de Boumediene furent tués. L'A.N.P. se rua alors sur les villages avoisinants, poussant la population : vieillards, femmes et enfants vers la forêt, pour s'en faire le bouclier. C'est un miracle que nos partisans purent éviter le massacre de la population. Kaci, à bout de munitions, se battit à l'arme blanche et fut blessé, puis achevé par strangulation par l'A.N.P., tel est le rôle de l'A.N.P. Quant au châtement dont M. Ben Bella me menace, il y a bien plus de cinq mois que l'A.N.P. et toutes les forces de police ont reçu l'ordre de m'abattre partout où elles croient déceler ma présence, elles tirent sur tout ce qui bouge. On retrouve chez les hommes du régime, les mêmes structures mentales, le même raisonnement que les hommes du « socialiste Lacoste ». Ben Bella pense tuer un mouvement en tuant un homme, eh bien ! la chute du pouvoir néo-fasciste est devenue aujourd'hui l'affaire de tout le peuple algérien ; d'ailleurs les officiers de l'A.N.P., pour la plupart issus de l'Armée française, s'en rendent bien compte devant le véritable mur de silence que même les enfants opposent à leurs questions — mentalité colonialiste : ils croient insulter la population en lui disant : « vous êtes tous les mêmes » — c'est l'évidence, le régime est totalement coupé de la Nation, cet arbre étranger qu'est le néo-fasciste a perdu ses racines avec la répression collective, il ne tardera pas à succomber.

QUESTION. — M. Aït Ahmed, avant ces événements, l'A.N.P. constituait déjà la seule force organisée en Algérie, ne pensez-vous pas qu'elle va ressortir renforcée de cette épreuve et qu'en l'absence d'assises populaires, l'A.N.P. finirait par imposer un régime militaire ?

REPONSE. — Bien au contraire, nous assistons à la désintégration de l'A.N.P. La déviation de l'A.N.P. en armée de mercenaires dirigée par les ex-officiers de l'Armée française était jusqu'ici camouflée par le slogan officiel du Commissariat politique, aujourd'hui, elle a éclaté au grand jour. Sous la pression de notre combat

la démystification s'accélère, les anciens djounouds et officiers de l'A.L.N. abandonnent l'A.N.P. Les prisons militaires regorgent de soldats, de maquisards qui ont présenté leur démission et refusent de sortir en opérations. Venus d'Oranie, deux bataillons ont refusé de prendre le train à Maison-Carrée pour la Kabylie ; les officiers les avaient trompés en leur annonçant qu'ils allaient rester à Alger. Les arrestations se multiplient en raison des opérations collectives et de l'incorporation de jeunes recrues pour la plupart des voyous, qui se sont engagés pour voler et violer impunément. La lutte du Front des Forces Socialistes a déchiré le voile de l'imposture A.N.P., de l'« Armée au service du Peuple ». Aujourd'hui, l'uniforme de l'A.N.P. n'inspire plus que la terreur et la haine.

QUESTION. — M. Ait Ahmed, vous semblez très optimiste, mais, nous observateurs, nous ne voyons pas très bien comment se dénouera la crise ? Comment vous envisagez le changement du régime ?

REPONSE. — Nous envisageons la chute du régime en deux phases :

Première phase : Le couper de l'arrière-pays, c'est-à-dire des masses rurales qui ont été le bastion du mouvement insurrectionnel tout au long de notre histoire. Nous nous employons à organiser dans chaque massif des structures organiques d'accueil à la contagion révolutionnaire. Comme pendant la guerre de libération, la petite paysannerie, la paysannerie sans terre, constitue un potentiel de lutte inépuisable.

Les mots d'ordre du Front des Forces Socialistes de redistribution des terres aux plus déshérités et aux plus méritoires des paysans répondent aux aspirations plus que millénaires de nos montagnards et les mobilisent d'autant plus contre le pouvoir d'Alger que celui-ci les a complètement ignorés et abandonnés.

Deuxième phase : La chute d'Alger : il faut connaître le contexte sociologique de la capitale pour s'expliquer le rôle joué par Alger-Ville pendant la guerre de libération. Alger est l'appendice de l'arrière-pays ; tout ce qui se passe en Kabylie, à Djidjelli ou dans l'Atlas blidéen a des répercussions immédiates dans Alger. Nous savons que nous sommes handicapés par exemple par la faiblesse de nos moyens d'information mais rien n'est ignoré à Alger de ce qui se passe dans l'arrière-pays et vice-versa. Comme pendant la guerre, la fièvre est montée à Alger du fait des nouvelles dramatiques qui parviennent des crêtes, où chacun a un parent, un ami, un ancien compagnon de lutte, de maquis ou de prison. De plus, le pourrissement d'Alger sera l'oeuvre de la répression collective et de la terreur néofasciste à Alger même.

ALGER TOMBERA BIENTOT COMME UN FRUIT MUR CET ETE.

QUESTION. — Les autorités algériennes affirment que votre organisation est démantelée à Alger, qu'elles ont arrêté les auteurs de l'attentat contre la villa Joly...

REPONSE. — C'est absolument faux. Notre organisation se renforce, nos commandos se réorganisent en fonction du nouveau dispositif néo-fasciste d'enrégimentations de la population d'Alger. Quant aux militants qui ont tiré sur la villa Joly, je vous affirme qu'ils sont en sécurité, je vous affirme qu'ils sont prêts à agir de nouveau. Je tiens à préciser néanmoins que le Front des Forces Socialistes n'avait pas l'intention d'attenter à la vie de Ben Bella ; vous comprenez bien qu'il s'y serait pris autrement. D'ailleurs à en juger par la sympathie dont bénéficie le Front des Forces Socialistes, jusque dans les milieux très proches du Gouvernement, par l'absence de conviction chez les serviteurs du régime, nous sommes persuadés que Ben Bella sera liquidé par ses propres collaborateurs.

QUESTION. — M. Aït Ahmed, je m'excuse de revenir sur la forme que prendra le regroupement des opposants, mais depuis que l'on parle de MM. Hassani, Boudiaf et Khicler, nous aimerions savoir comment le F.F.S. entend s'unir avec eux ?

REPONSE. — Le Front des Forces Socialistes n'a d'exclusive à l'égard de personne. Le F.F.S. postule le retour à la légitimité populaire, le droit suprême du peuple algérien de choisir ses dirigeants et ses institutions.

Le Front des Forces Socialistes est la réplique profonde de nos masses à la dictature et au régime policier. Il est pour la liberté, il est pour les élections libres, pour la multiplicité des candidatures, même si cette opposition se met d'accord sur une liste unique. De plus, le militant du F.F.S., qu'il soit en France ou en Algérie, ne permettra pas à ses dirigeants provisoires de l'engager définitivement pour une formule ou pour une autre. C'est en cela que le F.F.S. constitue l'opposé du néo F.L.N. C'est un mouvement démocratique pour deux raisons :

— d'abord essentiellement et surtout parce qu'il est issu des masses rurales les plus déshéritées et les plus révolutionnaires ;

— ensuite par ses pratiques et ses méthodes qui permettent l'expression de la base.

La base aura son mot à dire sur tous les développements et les perspectives futures. Nos cadres et militants

qui pour la plupart, ont été exploités et frustrés de leurs sacrifices, de leur action d'avant-garde au profit de féodalités, ne veulent plus tirer les marrons du feu à des hommes qui pourraient les trahir demain. Il y a aussi une donnée politique extrêmement importante. La base a regagné la confiance des masses, avec beaucoup de difficultés il faut le reconnaître, en raison des déceptions de celles-ci. Elle a réussi à les engager dans la lutte avec des promesses précises. Les militants ne trahiront pas leurs promesses. Dans toutes les formes d'union, ils s'entoureront des plus grandes garanties pour que les engagements pris devant les masses soient tenus. Il faut ajouter que nous avons été bluffés à plusieurs reprises. C'est pourquoi, nous considérons que c'est dans un engagement concret, public, sans défaillances et sans équivoques dans le combat antifasciste que se dégageront peu à peu les modalités de regroupement de l'opposition.

QUESTION. — M. Hocine Zahouane a affirmé, dans sa conférence de presse, que vous recrutez des harkis et que vous les payez 45.000 anciens francs.

REPONSE. — Ces accusations sont gratuites. Faites un tour en Kabylie ou dans le massif blidéen, une constatation s'imposera à vous. Le degré d'engagement des différentes régions en faveur du F.F.S. est fonction de leur participation à la guerre de libération. Les seuls et très rares villages où le pouvoir a pu recruter des milices sont des villages ex-harkis qui ont organisé l'auto-défense contre l'A.L.N. En face d'eux, ils trouvent aujourd'hui les mêmes maquisards de l'A.L.N. renforcés par les militants de l'ex-Fédération de France. Telle est la réalité flagrante. A Fouira, par exemple, les fermes nationalisées sont données en autogestion aux ouvriers qui ont été des contre-révolutionnaires de Bellounis pendant la guerre de libération alors que les paysans sans terre des régions dont les villages ont été rasés par les troupes coloniales ont été abandonnés à la misère et au désespoir.

Ce sont les profiteurs de toujours — arrivistes, clientèle citadine des anciens partis politiques — qui soutiennent le néo-F.L.N. Avec le F.F.S., il y a la révolution, il y a les révolutionnaires de toujours qu'une jeunesse rurale élevée dans la guerre et dans le dénuement est venue renforcer. En ce qui concerne les soldes, nous n'avons jamais donné de soldes à nos militants. Nos militants ne sont pas des mercenaires. Depuis neuf mois, nous n'avons donné que deux fois un petit secours à leurs familles et je vous assure que c'est l'argent du F.L.N. du temps de guerre, qui a servi à secourir des militants qui ont tous appartenu au F.L.N. du temps de guerre.

Et maintenant, un mot sur Hocine Zahouane, nous connaissons son passé. Il a été condamné à mort par l'A.L.N. pour avoir déserté son unité, abandonné son arme pour se réfugier au Maroc en 1958. Le Colonel Mohand ou el Hadj avait confirmé à l'époque sa condamnation à mort. Il réclamait sa tête après le cessez-le-feu ; aujourd'hui, il siège avec lui au Bureau Politique.

A beau mentir qui parle de loin. Qu'ils viennent tous ici, dans leurs villages natals respectifs et HOCINE ZAHOUANE, et Aït EL HOCINE et ALI YAHIA et les COMMANDANTS, ils seront pendus par leurs propres parents qui ne veulent pas être déshonorés. A Alger, c'est l'irresponsabilité sociale. C'est facile de s'y refaire une pureté, de jouer les pucelles héroïques sous la protection de la Sécurité Militaire. Le socialisme des renégats ne peut être que du socialisme à rebours, parce qu'il ne profite qu'aux renégats. C'est du National-socialisme parce qu'il ne peut s'édifier que par la contrainte, la force, la violence exercée sur les authentiques révolutionnaires et sur les populations qui ont gagné la guerre et qui ont jusqu'à maintenant perdu la paix.

QUESTION. — Vous parlez d'Alger avec une certaine colère. Pourtant c'est bien la capitale politique. Vous risquez d'être coupés à votre tour de certaines réalités.

REPONSE. — Nous ne sommes pas coupés du tout. Nous avons une très forte implantation à Alger. Nous ne sous-estimons pas le rôle historique d'Alger. La population algéroise a lutté et souffert aussi. Elle doit être libérée de la pègre et des profiteurs qui ont monopolisé le pouvoir. Il n'y a pas de doute qu'Alger fausse le problème d'édification de notre pays. Sur le plan du personnel politique, Alger a tout faussé. C'est le cosmopolitisme irresponsable, on ne sait plus qui est qui. Sur le plan administratif, c'est la pyramide renversée sur son sommet, la concentration du pouvoir coupe Alger de l'Algérie comme au temps du colonialisme. Le capitalisme de clans, le parasitisme bureaucratique sont la conséquence de cette centralisation. Sur le plan économique, le rôle d'Alger aggrave le problème de l'exode rural et le déséquilibre dans le développement économique du pays. Il en résulte un impératif qui est devenu un mot d'ordre pour nos militants, nos masses, c'est la décentralisation. Le F.F.S. est pour le réaménagement du territoire en cinq ou six cantons, Alger restant la capitale administrative et devant jouir d'un statut particulier.

Le réaménagement du territoire est une nécessité d'ordre économique. Il s'agit de décongestionner et déconcentrer pour une planification plus réaliste, pour un développement plus efficace parce que plus

harmonieux. Il faut mettre fin à la ruée vers Alger, il faut amorcer le reflux révolutionnaire vers les campagnes en créant cinq ou six pôles d'attraction économiques, administratifs et politiques. Cinq ou six centres principaux d'élaboration de décision et d'application.

C'est au sein de chaque canton que la représentation populaire sera la plus efficace et que les masses participeront plus directement à la gestion des affaires publiques. Vous voyez, Monsieur, que votre question nous entraîne assez loin. Nous concevons d'ailleurs cette décentralisation dans la perspective de la refonte totale de l'Administration.

QUESTION. — M. Ait Ahmed, en faisant de Tizi-Ouzou une espèce de capitale, ne risquez-vous pas d'accentuer le régionalisme ?

REPONSE. D'abord Tizi-Ouzou ne sera jamais une capitale ou un chef-lieu. Tizi-Ouzou fait partie de l'héritage empoisonné d'une époque coloniale, par le sectarisme et l'opportunisme, des éléments de sa population engagés dans le système.

L'un des fléaux de l'Algérie, base objective d'un bureaucratisme parasitaire, d'un capitalisme d'Etat, ce sont les féodalités administratives. Avec de telles féodalités, il est impossible de construire un socialisme non déficitaire, mi socialisme rentable, un socialisme au profit des couches opprimées de la population. Je vous fais remarquer que sur près de 300 fonctionnaires de la Préfecture de Tizi-Ouzou 90 % sont recrutés sur place, et avec des indices qui feraient rougir les fonctionnaires des pays capitalistes où tout au moins les indices sont fondés sur le mérite, la compétence et l'ancienneté. Sur ces 300 postes, 200 environ sont inutiles. Le rôle politique et administratif de Tizi-Ouzou prendra fin avec le régime néo-fasciste. Les montagnards ont plus de cadres valables, ils seront les piliers de l'administration légère au service du peuple. Déjà le F.F.S. a mis sur pied une administration révolutionnaire dans la plupart des régions. Il s'agit de l'adapter aux phases de reconstruction tout simplement. Quant au régionalisme, c'est là un chantage auquel nous voulons mettre fin une fois pour toutes. La Kabylie n'a jamais réclamé, ne réclame pas pour elle-même un statut particulier. Nos militants s'y battent pour donner à l'Algérie tout entière des institutions décentralisées conformes à toutes les données d'édification démocratique et socialiste. Le régionalisme est l'arme du régime. Il est absurde de cacher aujourd'hui que les nouvelles recrues de l'A.N.P. font une guerre raciale. Ceux qui leur bourrent le crâne contre les Kabyles font la politique du pire parce qu'ils n'ont plus d'autre politique, plus d'autre alternative que cette politique.

QUESTION. — Ne craignez-vous pas de créer des mécontents en chassant les fonctionnaires dans une refonte radicale de l'Administration ?

REPONSE. — Voyez-vous, l'essentiel est de ne pas insulter les gens, ne pas faire de discrimination à rebours. Il faut associer au maximum les masses aux décisions. Il faut expliquer, il faut convaincre. Il faut créer l'émulation et recréer la ferveur. Je suis sûr que sur les 200 fonctionnaires inutiles à la Préfecture de Tizi-Ouzou, presque tous ont un niveau suffisant pour enseigner. Il s'agit de revaloriser l'enseignement ; les fonctionnaires de l'Administration, ainsi que bon nombre de policiers antifascistes pourront jouer un rôle important et honorable en s'intégrant à l'enseignement. Car, finalement la révolution algérienne vaudra ce que vaudra l'école algérienne. Le budget de l'Education Nationale doit doubler sinon tripler.

Aujourd'hui un policier touche plus qu'un instituteur, un agent de la Sécurité Militaire touche deux fois plus qu'un Professeur.

QUESTION. — Que pensez-vous de la suggestion de M. Khider, portant sur la révision de la Constitution aux termes de laquelle M. Ben Bella ferait une délégation de pouvoir au Premier Ministre ? Comment voyez-vous la Constitution de l'Algérie ?

REPONSE. — Le frère Khider a voulu laisser une ouverture à Ben Bella. Vous savez de quelle manière Ben Bella y a répondu. Donc la cause est entendue. En ce qui concerne la position du F.F.S. au sujet de la Constitution, voyez-vous, ce qui importe en toute chose, c'est la méthode. Il ne faut pas s'empresser de faire une Constitution. Beaucoup de pays n'ont élaboré leur Constitution qu'après plusieurs années. C'est à la représentation nationale qu'il appartiendra de voter des lois fondamentales et de définir la nature et le fonctionnement des principales institutions du pays. Pour nous, pas de régime présidentiel, pas de régime oligarchique, l'exécutif sera contrôlé par le législatif. L'indépendance du pouvoir judiciaire doit être garantie. Au fur et à mesure de l'édification de notre pays, l'Algérie révolutionnaire dégagera par le moyen de la représentation nationale et des avant-gardes, les bases principales de la Constitution. Nous savons déjà où peut par exemple nous mener la conception des apprentis-sorciers au sujet du rôle de l'Armée. Il n'y aura plus d'A.N.P. dans l'Algérie de demain ; l'armée d'officiers, de Pachas, de soldats payés, qui dans l'état actuel de notre économie et du non-emploi généralisé, deviendra le seul instrument de résorption du

chômage et par là même un instrument budgétivore qui finira par s'imposer, par imposer la dictature militaire. Plus de janissaires du socialisme en Alger, il y aura l'A.L.N. avec des instructeurs techniquement valables, politiquement aussi, c'est-à-dire apolitiques. Les citoyens feront le service militaire, l'A.L.N. assurera l'intégrité territoriale de notre pays. Etant données nos options internationales, nous n'avons pas besoin de tant de serpents qui sifflent sur nos têtes. Quant au chômage, c'est par la relance économique et les investissements planifiés qu'il faut le résoudre et pas autrement.

QUESTION. — Est-ce que vous avez une attitude précise au sujet des nationalisations ?

REPONSE. — En ce qui concerne le secteur agricole, le F.F.S. est pour la distribution des terres aux paysans les plus déshérités. C'est là une option cardinale pour nous. Le transfert volontaire vers les domaines de la paysannerie sans terres des ouvriers saisonniers qui ont contribué à la libération du pays, en même temps qu'ils établiront un équilibre démographique en décongestionnant les régions les plus peuplées, permettront la création de nouvelles unités résidentielles. On pourra alors parler de socialisme. On ne pourra parler de socialisme tant que la population que vous voyez là, reléguée à une vie végétative et animale, n'aura pas une vie décente. Quand elle aura un toit propre, de l'électricité et une école pour ses enfants. La création de villages coopératifs, voilà la Révolution. Les familles de Chouhadas pourront être installées clans ces centres de rayonnement en insérées dans le circuit productif par le développement des coopératives artisanales. Quant à l'autogestion agricole et paysanne, il n'est pas question d'y revenir dans les entreprises où l'autogestion s'avère rentable et non déficitaire. Nous considérons par ailleurs comme absurdes toutes les nationalisations qui ont dépouillé des patriotes et en principe toutes les nationalisations qui portent sur les restaurants, les hôtels et les commerces.

QUESTION Et maintenant une dernière question. Qu'avez-vous à redire sur la politique extérieure de l'Algérie ?

REPONSE. L'Algérie n'a pas de politique extérieure, Monsieur, c'est la politique extérieure de Ben Bella qui exprime l'instabilité intérieure du personnage et des intrigues sans grandeur. Jugez-en vous-même. Ben Bella se découvre une mission révolutionnaire au Maghreb. Il entraîne les opposants tunisiens et marocains et complotte pour renverser le régime, puis Ben Bella se rappelle soudain son génie tactique et il livre les opposants bel et bien à ces régimes. Un autre exemple, Ben Bella arme certaines tribus du Sahara pour susciter des troubles au Mali, ceci est très récent. Quand le camarade Modibo Keita riposte sur le terrain et menace de dénoncer publiquement le croche-pied de Ben Bella, celui-ci livre purement et simplement les Touaregs armés aux Autorités du Mali. Encore un autre exemple, Ben Bella sollicite l'aide de l'aviation française contre le Front des Forces Socialistes, lors de sa dernière visite à Paris. Et parce qu'il n'a pas eu satisfaction, il accuse l'opposition d'être assistée par les Français. Voyez-vous, au lendemain de l'indépendance, l'Algérie martyre jouissait d'un immense prestige, la communauté internationale était prête à l'aider à panser ses blessures, ses innombrables blessures, ainsi qu'à bâtir son économie, ceci sans conditions politiques. A une certaine altitude, le mégalomaniac croit qu'il n'est pas porté par l'avion, mais au contraire qu'il porte lui-même l'avion. Ben Bella lui ressemble. Croit-on que c'est sa politique de cowboy qui a fait le renom de l'Algérie ? Je n'ai pas qualité pour engager l'avenir de l'Algérie de demain, mais je crois exprimer le sens commun algérien en disant que :

1° l'Algérie doit cesser de faire une politique de prestige,

2° qu'une politique de non-alignement sur n'importe quel pays ou groupe de pays, de non-alignement avec un bloc quel qu'il soit, voire même de neutralisation, je dis bien de neutralisation comme la Suisse, non seulement de neutralisme. C'est la seule politique conforme aux aspirations les plus profondes de notre peuple ainsi qu'à ses intérêts les plus véritables.

Imbibée du sang de ses enfants, l'Algérie a soif de paix, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par conséquent, elle doit militer avec ferveur pour l'amitié et la coopération entre les peuples et en faveur de toutes les forces de la coexistence pacifique qui réduirait progressivement les bases idéologiques et matérielles de l'impérialisme. L'Algérie peut et doit mettre ses possibilités de médiation, d'arbitrage, de conciliation et de bons offices au service de la paix mondiale, de la concorde entre tous les pays.

C'est par cette vocation internationale qu'elle peut efficacement et sans recourir à la diplomatie fasciste de carrefour apporter son aide aux peuples frères d'Afrique qui luttent pour leur indépendance. Tout le monde sait, sauf Ben Bella et son cocktail de conseillers archéomarxistes, que l'Algérie a été broyée par la guerre et qu'elle a besoin de toutes les aides, de tous les concours désintéressés.

Nous avons pour devoir de susciter ces aides et ces concours désintéressés afin d'exploiter nos ressources, d'élever le niveau de nos forces productives en créant notamment des industries.

L'Algérie doit être pour la communauté internationale qui lui doit beaucoup, une expérience pilote qui

prouvera que la coexistence pacifique ne signifie pas équilibre de la terreur ou bien élimination ou satellisation de la Chine Populaire, par exemple, mais qu'elle signifie coopération active des pays développés en vue, en particulier, d'aider les pays en voie de développement à se libérer de la faim, de l'ignorance et de la maladie. Il appartiendra bien sûr aux représentants de la Nation ainsi qu'à son avant-garde révolutionnaire d'approfondir les options sur le plan international.

Il leur appartiendra également d'approfondir les modalités d'une révolution agraire qui répondent aux aspirations historiques des couches les plus pauvres de la paysannerie, par la distribution des terres au plus grand nombre, je dis bien au plus grand nombre, parce que la soi-disant réforme agraire entreprise par le régime ne profite qu'à une caste.

En outre, le Front des Forces Socialistes, intransigeant sur la collégialité, l'élargissement, la nécessité de l'élargissement et du renouvellement des bases du pouvoir politique, est pour un collectif national et non pour des institutions ronflantes. Il est pour une Djemâa » nationale au lieu d'un Gouvernement avec ses titres de Ministres. Chaque membre du collectif devant s'appeler « Amine », ce qui veut dire en termes traditionnels

« Homme de confiance », en termes modernes, Secrétaire ». « Amine el Amalia » correspondra au Ministre des Finances, « Amine el Kharidjia » au Ministre des Affaires Etrangères. Le collectif national doit être issu d'élections libres, de même d'ailleurs que les collectifs cantonaux. Ce sont là, chers Messieurs, quelques lignes de force qui guident le F.F.S. et orientent sa pensée. C'est aux représentants de la Nation qu'il appartiendra de définir un programme et de le faire appliquer par toute la Nation.

Eh bien, Messieurs, il ne me reste plus qu'à vous remercier¹. »

Dans ce document, on l'a vu, Aït Ahmed ne fait pas mystère de sa subtile stratégie pour s'emparer de l'arrière-pays d'abord, de la capitale ensuite. On reste confondu devant le résultat de tant de mâles résolutions : un abject ralliement. Mais celui-ci avait-il été réalisé parce que les buts du F.F.S. étaient atteints ou bien parce que la partie semblait perdue ? Aït Ahmed et Sadok, pour une fois d'accord, n'ont-ils pas fait déposer les armes à leurs combattants parce qu'ils craignaient que leur mouvement fût débordé sur la droite par sa fraction libérale ?

Mais plutôt que d'allonger cette liste de questions, posons-nous celle qui semble les contenir toutes: « Qu'est-ce que le F.F.S. ? ».

La plupart des Algériens, sinon la totalité, s'imaginent que cette dernière organisation est issue de la hardiesse révolutionnaire de Monsieur Aït Ahmed, après qu'il eut vainement utilisé tous les moyens pacifiques pour amener le pouvoir à une plus saine conception de son rôle. Et comment ne le croirait-on pas, puisqu'à peine admis dans les rangs de la conjuration, il fit tant et si bien qu'il en exclut tout le monde. Les promoteurs de celle-ci supportèrent cette envahissante ambition avec résignation, allant jusqu'à approuver, par leur silence, l'exclusion publique de l'un d'entre eux, je veux nommer Krim Belkacem, Le jour où Mohand oul Hadj réagit, il le fit de telle façon qu'il compromit et son honneur et l'avenir du pays, alors qu'il eût été préférable de renverser Ben Bella et de nous débarrasser des intrigues de Monsieur Aït Ahmed.

Quelqu'un me disait dernièrement : « N'eût-il pas été préférable que Krim et Aït Ahmed collaborassent en vue d'assurer le succès, qui eût été alors certain, d'une révolution qui avait eu, sans conteste, de grandes résonances dans le peuple et suscité en Kabylie de grandes espérances ? Pourquoi Krim a-t-il été publiquement désavoué par Aït Ahmed, à l'heure où il mettait en jeu sa notoriété et peut-être même sa vie, donnant ainsi l'occasion à Ben Bella de le qualifier de « criminel de la révolution » ?

Que je sache, Krim n'a pas repoussé Aït. Ahmed des rangs de la conjuration ? Décidément les dirigeants Kabyles ne seront jamais à la hauteur de leur tâche. Les Berbères. mon frère, sont un très grand peuple, mais leurs dirigeants sont des Cirons. »

Ciron, Aït Ahmed ?

Oh, non ! Il est même si grand et si haut qu'on le perd de vue. Il eût cependant gagné à se mettre à notre niveau et à demeurer notre interprète. Au lieu de cela, il a voulu que ce soit nous qui nous haussions jusqu'à lui. Nous avons essayé et nous sommes redescendus, ayant eu le vertige et le torticolis. Sa devise « Quo non ascendam ? » n'est pas faite pour nous.

A force de vouloir monter trop haut, on sait où il a fini.

En prison ?

Dans la merde, oui. Le malheur, c'est qu'il a entraîné avec lui un homme inculte, mais brave : le Colonel Sadok.

1 Je rappelle que Monsieur Aït Ahmed n'a fait que répondre aux questions qu'il s'était lui-même posées

— Vous n'y êtes pas, mon cher. Les deux hommes, qui se haïssaient bien, se sont réconciliés au moment de se jeter dans cette matière fécale. Ils se sont enfin traités de « frères », en se tapant mutuellement sur le dos. — Vas-y, vieux frère, saute le premier, je te désigne — Sautons ensemble, c'est plus révolutionnaire et plus digne.

Pour bien saisir pourquoi Monsieur Aït Ahmed voulait renverser le régime de son ancien codétenu, seul et les mains nues, il faut se rappeler la déclaration qu'il fit à Michelet en juillet 1963 : « Te n'admettrai jamais que Monsieur Ferhat Abbas assume le leadership en Algérie ». Ce qui signifie proprement : « En vertu de la mitraillette que je détiens et que je m'apprête à sortir de sa cachette, le peuple algérien, c'est moi ».

Investi, en effet, de la mission historique de mener l'Algérie vers ses hautes destinées une proie dans les serres d'un aigle —, monsieur Aït Ahmed ne pouvait concevoir que des hommes, qui osent afficher leur préférence pour un régime libéral, soient associés à cette vaste et grandiose entreprise.

Mais alors, direz-vous, pourquoi Aït Ahmed et Boudiaf, ces deux détenteurs de la vérité socialiste, ne sont-ils jamais mis d'accord pour réaliser ensemble leur grand dessein d'arracher l'Algérie à la misère et la sortir des ornières du sous-développement ? L'un d'eux prêche-t-il un faux socialisme, ou y a-t-il autant de socialismes que de prétendants au pouvoir ? Le Génial Karl Marx lui-même ne s'y perdrait-il pas ?

D'autre part, le socialisme scientifique de ces messieurs n'aurait-il pas pu vraiment s'accommoder du socialisme spécifique de leur adversaire ? Car, incontestablement, ces deux doctrines ont énormément de points communs, et les hommes qui les professent ont la même haine de la démocratie et la même intolérance. Ils ont aussi peur des élections libres que les religieux du jugement dernier. Mais leurs doctrines ont énormément de points communs, de s'appuyer sur des baïonnettes pour survivre et prospérer. Le différend qui les oppose, et qui les opposera toujours, puise sa force dans la rancœur qu'ils accumulèrent durant leur longue détention. De ce fait, leur querelle a gardé des allures de règlements de comptes.

Le Député Aït Ahmed ne pouvait, sans réagir, tolérer l'appropriation par d'autres des « fameux décrets de Mars » sur les comités de gestion. Boudiaf disputait aux uns et aux autres la paternité de la révolution et la vérité socialiste dont il serait le dépositaire. Ben Bella les traitait tous de féodaux et d'insatisfaits. Chacun des trois cherche donc à imposer aux deux autres sa propre profession de foi. Ben Bella luttait parce qu'il n'y a de Dieu que Dieu et Mohammed - Marx son prophète ; Aït Ahmed risqua sa vie parce qu'il ne reconnaissait de grand que Marx et considérait Mohammed comme un imposteur ; quant à Boudiaf, il croit en Dieu mais se prend pour Marx.

De tels mit-mats me paraissent admirablement résumés par ce proverbe arabe : « N'ta mir, ana mir, achkoun issaouèg lahmir » (« Tu es Emir, j'en suis un autre, qui de nous conduira l'âne ? »). Pour ces Emirs socialistes, l'âne, c'est, bien entendu, le peuple. Un âne qui manque de son et qui doit se laisser enfourcher sans regimber... qui s'y lassa d'enthousiasme... jusqu'au jour...

Mais cela est une autre histoire.

DEUXIEME PARTIE

Le 29 septembre 1963 restera, n'en déplaise au pleutre Hassani Moussa, une date marquée d'une pierre blanche dans l'histoire de l'Algérie du fait qu'elle fut un test d'une grande signification.

Elle démontra, en effet, que l'Algérie, dans sa partie la plus dynamique et la plus éprouvée par la guerre de libération, n'était pas prête à la servitude et restait attachée aux idéaux de liberté jalousement conservés depuis des millénaires. Il serait donc absurde et faux d'attribuer, au seul verbe magique d'Aït Ahmed, aux propos incendiaires du Colonel Sadok qui brandissait sa mitraillette comme Youghourta son javelot, aux paroles suaves et extatiques d'Ali Yahia Abdennour, aux discours dithyrambiques et inflammatoires du « vieux » Mohand oul Hadj, aux critiques acerbes et justifiées du Colonel Ouamrane, cet arlequin de la scène politique algérienne, l'explosion de colère de la Kabylie. Ce soulèvement attendu et prévu ne fut que la réplique spontanée à un arabisme agressif et frustratoire ; une suite logique à l'invasion Ben Belliste de 1962. Car les Kabyles avaient encore conscience d'être les parents pauvres de l'indépendance qui, sans eux, n'aurait jamais été conquise.

Malgré la présence de Boumendjel, de Mohammedi Saïd et d'Ouzegane au gouvernement, ils ne s'y sentaient pas représentés en ce sens que les élections n'étaient pas libres. De ce fait, ces messieurs n'étaient que des « ralliés », des « traîtres », des « Kabyles de service » qui ne détenaient leurs postes que par la seule vertu des baïonnettes. De plus, les Kabyles ne pouvaient concevoir, eux qui avaient donné la chasse aux harkis, que les Ben Alla Hadj, « de la France généreuse », dirigeassent le pays et reléguassent au rang de quémandeurs ceux dont les noms ont fait trembler les montagnes ; ni que les Boumediene, les Kaïd Ahmed, les Mendjli fussent récompensés pour leur insubordination au G.P.R.A. et pis encore, pour leur anti-kabylisme qu'ils poussèrent le plus loin qu'ils purent, allant jusqu'à faire tuer le Colonel Amirouche et des

centaines de maquisards kabyles. Ils ne manquaient pas non plus de se rappeler que même le Colonel Ali Mellah et ses adjoints, Kabyles comme lui et créateurs avec lui de la W.6, ne purent échapper aux couteaux de leurs subordonnés « Arabes », que par ailleurs, des compagnies entières de soldats de la Willaya III furent égorgés sans pitié dans le Constantinois, tandis que les blessés Kabyles étaient ou achevés ou livrés à l'ennemi, qu'en dehors des Willayas III et IV, les Kabyles furent soumis à toutes les vexations dont la plus importante fut l'interdiction de parler leur langue.

Malgré le désir de Mohand oul Hadj et de ses amis de donner à l'Insurrection un caractère national, les Kabyles n'y virent que la concrétisation de leurs constantes préoccupations. C'était, pour eux, la première fois, depuis l'époque lointaine de la conquête arabe, que la Kabylie proclamait bien haut son désir de survie. Ce fut pourquoi, le temps n'ayant pas encore révélé les desseins des uns et des autres, ils attribuèrent l'union de leurs principaux chefs au souci de leur conserver leur riche personnalité. Malheureusement, la suite des événements devait révéler que, pour Aït Ahmed surtout, la Kabylie n'était qu'un tremplin qu'il comptait utiliser pour s'élancer vers les hautes sphères du socialisme, car il était impensable qu'un homme aussi « universel » partageât les préoccupations de deux pauvres millions d'individus attachés à des valeurs « surannées ». Pour le moment, cependant, les Kabyles étaient tout à l'euphorie de s'être retrouvés. Qu'importait pour ces libertaires, si les Boumandjel, cet homme de cour et de courbettes, les Mohammedi, ce bêlant homme, les Ouzegane, les Boumaza... eussent mauvaise conscience de leur origine. L'essentiel était, qu'en face de l'arabisme jamais démenti des Khider, des Boudiaf, des Ben Khedda... se dressât l'union des Berbères ou, du moins, que les Boumandjel, les Krim, les Ouamrane ne renient pas leur origine pour un plat de lentilles. Pour ma part, j'ai plus d'estime pour Ben Gourion qui tient à son passé que pour les leaders Kabyles qui ont honte de leur origine. Car pendant que Ben Bella hurlait son appartenance à la race arabe, nos chefs se taisaient, quand ils n'applaudissaient pas. N'est-ce pas vrai Messieurs Ibn Krim et Ibn Boumandjel ?

Artisans incontestables de l'unité et de l'indépendance de l'Algérie, les vrais Berbères se refusent à la renonciation de leur passé et de leur avenir. Qu'auraient-ils d'ailleurs à gagner en se faisant naturaliser arabes ? Rien d'autre que la fourberie, le mensonge, l'effronterie... Merci ! Même nos mendiants respectifs ne se ressemblent pas. Un mendiant Kabyle demande l'aumône, les yeux baissés. —« Allah I noub » Et il s'en va. Tandis qu'un mendiant arabe, Morbleu ! Il est si collant, si insistant qu'il ne manque jamais de se faire rabrouer par ceux qu'il sollicite.

La différence entre l'Arabe et le Kabyle est si patente en toute chose qu'elle ne peut échapper à aucun de nos visiteurs. Elle est aussi apparente aux Egyptiens qu'aux Russes ou aux Yougoslaves tout comme elle n'avait pas échappé aux Français qui nous connaissent bien.

Un juge de paix français alla, sur recommandation de Maître Hachemi Chérif, rendre visite à Boumediene et à ses adjoints dont le P.C. se trouvait alors à Oujda.

Messieurs, y-a-t-il parmi vous un Kabyle ? demanda le juge.

Non, pourquoi ?

C'est une question de confiance. Au revoir Messieurs.

Comme l'on voudrait connaître les raisons qui poussent Mohammedi à vouloir nous arabiser ? Je désirerais, dans ce but, poser cette question à ce Saint Augustin de l'Islam : « Puisque de l'avis unanime, y compris le vôtre, le Kabyle a plus de personnalité que l'Arabe, pourquoi vous obstinez-vous à vouloir arabiser les Kabyles et non à kabylisier les Arabes ? »

Viendrait-il à l'idée de tout homme sain d'esprit de vouloir transformer un rosier en ronce ? Mais Monsieur Mohammedi a-t-il un esprit sain ou seulement un esprit ?

Indubitablement, l'Algérie tire un immense avantage de la présence des Kabyles. Il eût même fallu les inventer, s'ils n'existaient pas. Car nul n'ignore leur courage, leur intelligence, leur dévouement à la cause publique.

Quoique circonscrite, au départ, à la seule Kabylie, la naissance du F.F.S. fut saluée avec joie par le peuple algérien tout entier. La raison n'en était pas, comme on aurait pu le croire, le remplacement d'un socialisme par un autre, mais la substitution de la démocratie à une dictature exécrationnelle.

A Constantine comme à Alger, à Tamanrasset comme à Oran. On salua la création de ce nouveau parti pour ce qu'il promettait de justice et de liberté ! On le salua d'autant plus qu'on savait que les Kabyles n'ont pas pour habitude de se forger des chaînes ni de se donner des maîtres. Mais après l'exclusion de Krim Belkacem, il fallut malheureusement reconnaître que Monsieur Aït Ahmed n'était pas du tout désireux de substituer la démocratie à la dictature, le bulletin de vote au bâton.

Il n'avait, hélas ! d'autre but que d'imposer l'unicité de son propre parti.

Certes, le leader de Michelet se flattait bien de vouloir rétablir l'exercice de la démocratie, mais comme il proposait de le faire clans le cadre du parti unique, on ne voit guère comment il aurait pu y parvenir. Contradiction qu'un de mes camarades désigna sous le nom de « Démocratie surveillée ».

Quoi qu'il en fût, les Kabyles saluèrent avec joie cet événement historique qui les réconcilia avec eux-mêmes.

Nous montrerons à Ben Bella que nous ne sommes pas des Arabes dont il n'est pas trop d'un million pour en faire un homme. — Si Ben Bella était un Arabe aurait-il besoin de l'affirmer ? — De toute façon, nous avons brisé la puissance coloniale, ce ne sont pas les teigneux de l'A.N.P. qui nous dompteront.

Et dire qu'en 1954, ils s'interrogeaient sur les raisons de notre combat avec les Français ! (Ouach bihoum le- Kbaïl ou N' Sara ?). Nous leur avons gagné la guerre, ils viennent maintenant nous en remercier en nous supprimant nos libertés ! — Et l'ont-ils connue, cette guerre de sept ans ? Tout juste par quelques attentats à Oran, quelques combats en montagne ! Point de ratissages, ni de couvre-feux !

— Pensez donc ! Le village d'Agouni Fourou, qui compte moins de mille habitants pleure la mort de 130 des siens tandis que la ville de Tlemcen, réputée pourtant pour son nationalisme, n'aurait que deux femmes de chahid.

L'avance de l'armée royale aux frontières était accueillie sereinement par la population kabyle. — On s'entendra toujours avec Hassan II, disait-elle, une fois Ben Bella renversé. — C'est Krim qui a déterminé le roi à agir. — Ben Bella n'est pas mauvais bougre, c'est Boumediene qui en est le démon. — Oh ! Celui-là ! il déteste tellement les Kabyles qu'il rêve de se tailler des stylets avec nos os. — D'ailleurs, ne l'a-t-il pas fait ?... — Ce salaud de Nasser met son grand nez partout en terre d'Islam et partout il y éternue des complots ! — Vous verrez que les Egyptiens remplaceront les pieds noirs !

Les meetings tenus par Aït Ahmed et Mohand Oul Hadj, Ali Yahia et Sadok attiraient des milliers de personnes désireuses de se retrouver dans la mâle résolution de leurs chefs. On y entendait dire, en plus des évocations historiques, ce que l'on savait déjà, à savoir que Ben Bella ne tenait compte de l'avis de personne d'autre que Nasser et Castro ; qu'il fallait rétablir la liberté, épurer le F.L.N. et l'A.N.P. de tous leurs éléments douteux, donner aux patriotes la possibilité de jouer le rôle qui aurait dû être le leur au sein de la nation...

Dans cette mobilisation des esprits, les femmes n'étaient pas les dernières à exalter la résistance aux « Aravanes » — Ont-ils donc oublié, ces teigneux, ce qu'ils nous ont fait subir alors qu'ils défendaient le drapeau français ? — Ils ont seulement changé de drapeau, vous verrez qu'ils n'ont pas oublié leurs vols, leurs viols... !

Et de nouveau, comme pendant la guerre de libération, les femmes berbères se mobilisèrent aux côtés des frères et des maris pour la sauvegarde de leur honneur et de leur dignité.

Les fellahs, d'abord circonspects, finirent par être gagnés par la détermination générale. Ils offrirent derechef leur aide matérielle et morale aux nouveaux Moudjahidines. Certains d'entre eux disaient, non sans amertume : « Nous avons tout perdu durant les sept années de la pacification. Nos fils sont tués et nos maisons détruites. Nous avons connu la prison, la torture et, l'indépendance venue, nous nous sommes retrouvés sans demeure et sans le sou. Nous aurions pu supporter stoïquement ces privations si ceux qui nous gouvernent n'étaient pas ceux qui s'enrichissaient sur notre dos aux temps des Français et si les Arabes n'allaient partout répétant : « Le Kbaïl Djabouha, H'na Naklouha » (Nous profitons de l'indépendance que nous ont obtenu les Kabyles, — ou à guerre kabyle, indépendance arabe !). — Et ce Boumediene qui chasse tous les Kabyles de l'armée en leur interdisant de parler Kabyle dans les casernes. Qu'est-ce qu'il veut donc ce sanguinaire ? Nous arabiser ? Eh, bien non, Monsieur Boumediene ! Nous ne deviendrons jamais des Arabes. C'est d'ailleurs assez de ce que vous êtes face à Israël.

Dans la bouche du « vieux Mohand oul Hadj », le Djurdjura devenait la montagne des « héros » avant qu'il redevînt lui-même un zéro. Ses soldats, bien armés, donnaient à la Kabylie son aspect de forteresse. Partout régnait une atmosphère de guerre en même temps que de kermesse. On comptait les jours du régime et on supputait les chances de l'A.N.P. de s'en sortir à bon compte. Les 6.000 hommes de Saïd Abid avaient bonne mine devant les 9.000 de Mohand oul Hadj. Comme nous étions loin des 150.000 soldats français !

Les « frères musulmans » blâmaient cette lutte « fratricide » qu'ils attribuaient à des ambitions personnelles. — « Pourquoi vous battez-vous encore ? Pour l'indépendance ? Mais ne l'avons-nous pas ? Pour instaurer un socialisme plus scientifique que celui de Ben Bella ? Mais pourquoi ne vous entendez-vous pas avec ce dernier plutôt que de faire couler le sang, comme s'il n'avait pas abondamment coulé ? Vos socialismes, tout aussi athées les uns que les autres, ne sont-ils pas les chiots d'une même chienne ? Tout au plus différent-ils de couleur. Mais Allah rendra justice ».

A cela nous répondions que nous ne combattions pas pour le socialisme ; que la lettre S. qui orne le sigle du parti n'était qu'un appât pour les ouvriers des villes encore sensibilisés par « l'Ichiraquia ». Et le plus souvent cela portait.

Les rares Kabyles Ben Bellistes que l'on rencontrait professaient librement leur doctrine sans qu'ils fussent inquiétés le moins du monde, tant qu'ils se bornèrent à la seule expression de leurs opinions. Nous considérions même qu'ils nous fournissaient là une heureuse occasion d'établir un parallèle entre leur parti et le nôtre, entre la dictature et la liberté.

A ceux qui parlaient de préséance et de d'honneur, le Colonel Sadok répondait : « Si j'avais recherché les honneurs et la richesse, c'est sans conteste avec Ben Bella que je les aurais eus. D'ailleurs que me manquait-il pour vivre heureux avec mes enfants ? J'ai deux villas, une automobile et dispose d'autre part de 300.000 F par mois. Comment aurais-je pu abandonner tout cela sans de sérieuses raisons, d'autant plus que j'aurais obtenu plus de Ben Bella si je l'avais voulu ? Non, je n'ai pas repris les armes par goût de l'aventure, par amour des combats. J'ai 45 ans, 15 ans de guerre derrière moi et une santé chancelante. Je ne suis revenu au maquis que parce que le pain que je mange est rendu amer par vos plaintes et vos doléances si justifiées. Je suis las, usé, cardiaque. Malgré cela, je vous fais le serment de ne pas déposer mon arme avant la restauration de vos libertés et la réalisation de vos aspirations les plus légitimes. Pour cela, vous devez, de votre côté, nous aider à rejeter hors de la Kabylie ces Hillaliens du XX^{ème} siècle.

De leur côté, Aït Ahmed et Ali Yahia Abdennour mettaient l'accent sur l'économie du pays. Leurs paroles, telles des incantations de sorciers, entraient comme des rayons lumineux dans les cavernes de notre misère, tandis que leurs mains pétrissaient au-dessus de nos têtes des sacs de farine. Ah ! si c'était nous, semblaient-elles dire, qui détenions les cordons de la bourse, comme nous les déferions jusqu'à vous couvrir d'un amas de louis d'or ! Ainsi parlaient ces alchimistes comme s'ils avaient découvert la pierre philosophale.

Pour mieux séduire leurs auditeurs, leur socialisme s'édulcorait au point de paraître prendre, pour symbole, la vache qui rit. La faillite des comités de gestion dont Aït Ahmed fut le promoteur était soulignée avec force. La réforme agraire devenait miraculeuse, puisqu'elle devait se « réaliser au bénéfice de tout le monde et dans le respect de la propriété ». Le problème du parti unique était éludé avec soin et noyé dans des mots ronflants et séduisants. La démocratie, les élections libres, trouvaient leurs places dans les saines préoccupations de ces messieurs.

Flattés dans leur amour-propre, les Kabyles se voyaient promus au rôle de gardiens de la future cité. Leurs immenses sacrifices, trop vite oubliés par le pouvoir, plus préoccupé du sort des Palestiniens et de celui des Congolais que du leur, allaient enfin trouver leurs récompenses.

On blâma le rôle politique dévolu à l'armée dont l'importance des effectifs ne pouvait sainement se justifier et dont les symboles, l'arme et la pioche, représentent à la fois les outils de l'assassin et ceux du fossoyeur. « Cette budgétivore reste un danger permanent pour la démocratie. Un mur de baïonnettes où viendraient s'éteindre les murmures de votre mécontentement ! Songez que pendant que le chômage oblige nos ouvriers à s'expatrier, les soldats de l'A.N.P. perçoivent une solde mensuelle de 20.000 francs, les sergents-chefs 57.000, les adjudants-chefs 95.000, les lieutenants 115.000, sans compter les allocations familiales qui leur sont attribuées ! Qu'un agent de police bénéficie d'un meilleur traitement qu'un instituteur ! Ainsi Ben Bella peut se flatter de faire régner l'ordre, mais sans dire à quel prix et qui l'a troublé, C'est incontestablement, Ben Bella qui a créé le désordre dans notre pays en obligeant les maquisards de l'intérieur à gonfler leurs effectifs pour faire face à l'invasion de l'armée des frontières. Vous avez montré au monde combien la liberté vous est chère, prouvez-lui donc que vous lui êtes toujours attachés. Sinon, préparez-vous à apprendre le salut militaire, car il sera bientôt de rigueur dans l'Algérie de Boumediène qui se prépare à multiplier les « casernes populaires » où, après chaque journée de travail, vous viendrez chercher du rata », répétait Ali Yahia Abdennour, engagé depuis dans l'A.N.P.

Chaque soir, à la tombée de la nuit, la voix des transistors, cette arme insidieuse et combien efficace emplissait les places publiques et les cafés, et les voix familières de Jacques Debu-Bridel et d'Adrien Sanny Marchal y sonnaient l'hallali, dans leurs hymnes à la liberté, contre la forteresse branlante de la dictature, tandis que nos faits et gestes se reflétaient dans le « miroir du monde » de Radio - Lausanne. Les déclarations d'Aït Ahmed et de Mohand oul Hadj résonnaient dans les cors puissants d'Europe N° 1 et de Radio-Luxembourg pendant que Paris-Inter, aussi maniaque qu'un raton-laveur, enveloppait ses informations dans les sachets aseptisés de la Prudence.

Pour rire, on écoutait « Le Caire II » qui succéda, comme l'on sait à « France V ». On se moquait des appels désespérés de Ben Bella et surtout de son fameux discours du Forum où, après des injures dignes d'un charretier, il s'écria : « Hagrouna ». On disait que « le meilleur militant, Ahmed Ben Bella » s'apprêtait à

fuir, qu'un avion était en permanence en instance de décollage avec, à son bord, 6 milliards de francs. Il ira certainement en Egypte, le salaud. — Pourvu qu'il nous laisse Mohammedi Saïd ! Celui-là nous tenons à lui réapprendre le Kabyle pour lui faire chanter « Khass... amène ! ».

On constituait le futur gouvernement du pays sous la présidence d'Aït Ahmed. — Avec ce dernier, disait-on, notre pays portera un chapeau et se fera appeler « monsieur ». Les Kabyles ne seront plus seulement les « frères casse-pipe » du pays. Ils rétabliront le règne de l'honnêteté dans les administrations, ils épureront celles-ci, empêcheront les abus de toutes sortes et châtieront les traîtres de tout acabit, tandis que les communistes retourneront dans leurs œufs pour une nouvelle incubation.

Les accords d'Evian n'étaient plus une façon de leurrer la France, un temporaire remède à nos misères, mais demeuraient au contraire le meilleur moyen d'échapper à l'emprise des pays de l'Est et des Arabes. Et de tout coeur on souhaitait leur renouvellement. Face à la capitale égyptienne, Le Caire, celle de la France changea son nom pour celui de « Le Coeur ». « Quelle route emprunterez-vous, disait-on aux voyageurs, celle du Caire ou celle du « Cœur » ? Ah ! si les Français savent saisir cette main que les Kabyles leur tendent !

On se remémorait cette ineptie d'Amar Ouzegane qui n'avait rien trouvé de mieux pour soulager nos misères que de nous promettre des œufs pour élever des poules. Ainsi, le Sully de l'Algérie indépendante nous promettait la poule alors que nous n'avions pas de pot où la faire cuire. A ce sujet, on se racontait, entre amis, l'histoire de cette vieille femme qui alla trouver le maire de sa commune et lui demanda des œufs.

De quels œufs s'agit-il, dit le Magistrat ?

De ceux dont monsieur Amar Ouzegane a parlé à la radio.

Ah ! il en a parlé à la radio ? Eh bien, madame, nous n'en avons pas encore reçu. Mais peut-être qu'il faut attendre quelque temps, car il se peut qu'il ne les ait pas encore pondus.

On s'interrogeait sur la conduite de Boumandjel et sur les raisons qui le poussaient à garder le silence pendant que la Kabylie était mise à feu et à sang. — Il a pourtant un passé glorieux, disait-on. — Il faut croire qu'il se soucie beaucoup plus de son avenir que des intérêts bien compris du pays, qui passent par les élections libres. — Triste époque ! Vivre pour voir l'âne conduire son maître et même le monter ! — Qui est donc l'âne, vous plaît ? Ben Bella, pardi !

Etonnant retournement des choses : l'intelligence domestiquée par la bêtise. — C'est que l'ambition vous change drôlement un homme.

— Et l'argent donc ? Vous avez vu le camarade Boumaza dans Paris-Match ? Il y fut photographié offrant un somptueux cadeau pour sa fiancée. D'où tenait-il tant d'argent ? Ah, ils sont beaux nos anti-bourgeois ! Et dire qu'à cette époque-là, monsieur Ben Bella menait la guerre au superflu. Quelle politique de marabout ! Faites ce que je dis... Et au lieu de mener une enquête sur ces achats, ce fut l'hebdomadaire en question qui fut saisi. En vérité, nous ne serons plus nous-mêmes si nous ne chassons pas ces corrompus du pouvoir. Le jeune Préfet Zmoum Ali, pour bien se situer, fit occuper son village par une Unité de l'A.N.P., jusqu'au jour où nos « amis » Angolais, venus chez nous, mais contre nous, apprendre la guérilla, firent faire aux femmes des fausses-couches. Sincère et dithyrambique, cet ancien résistant fit de ces discours qu'on entend en crachant à terre.

Malin et faible, le commandant Saïd Abid multipliait ses « messages de sympathie » à Mohand oul Hadj le priant d'éviter « les affrontements fraternels », mais cherchant surtout, en fait, à gagner du temps.

L'adhésion totale des Kabyles au F.F.S. rendait inutiles les efforts de la fédération F.L.N. de Kabylie, dont les daïras et les karmas n'existaient plus. Pour meubler les réunions qu'on organisait à Tizi-Ouzou (toujours le samedi, jour de foire) on amenait de la Mitidja les ouvriers des comités de gestion tandis que les anciennes pensionnaires des grandes maisons¹ offraient leurs youyou au parti de « la renaissance et de la vertu ».

Les forces de l'A.N.P. étant, hélas ! Entrées en Kabylie comme on va en pèlerinage, la population s'installa dans les perspectives de la guérilla, tandis qu'Aït Ahmed et Mohand oul Hadj continuaient à cracher le feu de leurs discours. A l'abri, dans leurs repères, ces émules de Mars soufflaient des bulles de savon qu'un vent malicieux faisait éclater sur les chars de l'A.N.P. pendant qu'Ali Yahia Abdennour délaissait son canon pour un tire-boulettes.

Durant ce temps, des volontaires prenaient les armes pour repousser « cette nouvelle invasion Hilalienne ». Partout on entendait : « C'est maintenant que les Arabophones se décident à entrer en guerre. — Eh, parbleu Ils savent que la Kabylie est épuisée, exsangue. Mais ils se trompent beaucoup s'ils croient pouvoir nous dominer. La France, avec ses puissants moyens militaires, échoua devant la détermination farouche des

1 Maisons de Tolérance.

Kabyles dont le président de Gaulle, lui-même, salua le courage. Ce qu'il réitéra devant Ben Bella qui se targuait de réduire en peu de temps l'insurrection Kabyle par les seuls moyens dont il disposait.

— Mon pauvre Monsieur lui avait alors dit le Général de Gaulle. J'ai employé 800.000 hommes pendant trois ans sans pouvoir venir à bout de l'opiniâtre résistance des Kabyles. Et vous pensez que dans trois mois... ? Ça se voit que vous ne les connaissez pas.

Il est hors de doute que le Président français ne s'était pas trompé dans son jugement, quoique l'avenir l'ait contredit. Car pendant que Ben Bella pensait à quelques bravaches, lui, au contraire, parlait du peuple kabyle dans son ensemble, Ce dernier était alors en pleine mobilisation et décidé à tous les sacrifices pour sauvegarder sa culture et sa personnalité.

De fait, du haut de ses villages perchés sur les collines étagées de ses sites agrestes et grandioses, il défiait la soldatesque du régime dont les détachements, fixés dans les plaines, avaient à lutter contre l'indifférence et l'hostilité de toutes les couches de la population. On descendait dans la plaine pour voir de près ces nouveaux conquérants et l'on revenait ragaillardisé.

Mon Dieu ! Comme ils sont laids, disait-on ! Et teigneux avec ça, On s'étonnait de la présence des Angolais dans les rangs de l'A.N.P. et de leur participation aux ratissages et aux encerclements des villages. On se plaisait également à faire une distinction entre les anciens combattants de l'A.L.N. peu nombreux dans les rangs de l'A.N.P. et les anciens harkis recrutés à tour de bras. Nombre de ces derniers avaient déjà servi, en Kabylie, dans les rangs de l'armée française. La population les reconnaissait si bien qu'elle en était outrée. Il faut noter qu'ils surent s'en venger et qu'ils furent les plus acharnés contre nos femmes et nos enfants. Pour faire oublier leurs crimes passés perpétrés contre la même population, ils en commettaient d'autres. De traîtres, ils étaient devenus des patriotes, et leur drapeau était celui-là même qu'ils combattirent dans le passé.

Il eût été plus logique, sans doute, pour échapper à la qualification de « fellagas », d'arborez à notre tour le drapeau français. Ainsi les rôles eussent été renversés. Mais nous n'eûmes pas ce lâche courage. De plus, nous ne luttons pas pour faire pardonner les crimes commis contre la patrie mais pour châtier ceux des autres. Aux yeux des plus compromis, nous étions donc le glaive de la justice, les vengeurs des assassinats impunis.

Il était juste que nous ayons tout ce monde contre nous et contre la population qui nous soutenait. Cela démontrait aussi le caractère aventurier du régime et sa détermination d'annihiler toute opposition. Les soldats, dont les exactions restaient impunies, étaient même encouragés à les poursuivre et le savaient. L'un des cas les plus typiques de cette harkisation de l'A.N.P. et des déprédations tolérées, eut pour théâtre le village d'Aït Hallal, commune des Ouadhias. Au cours d'un des nombreux encerclements que connut le village, un harki de l'A.N.P. brisa une amphore qu'une vieille possédait. Cette dernière n'eut aucune peine à reconnaître, en la personne de ce « brave patriote », un ancien harki d'Azem Ouali qui, déjà, avait procédé à la même opération, mais sur une autre amphore. en 1958.

Etonnement de la femme, une vieille veuve de quelque 65 ans. Et le guerrier de répondre : « En 1958, j'ai cassé votre amphore pour de l'argent, aujourd'hui je le fais pour mon pays ». Cette réponse m'obséda à tel point que je la communiquai à Alger Républicain et à Ben Bella. Je savais que ces petites « entorses à la liberté » n'empêcheraient pas la révolution d'aller de l'avant dans la voie de la « démocratie » et du « socialisme ». Je ne me faisais donc aucune illusion, mais je tenais quand même à savoir si l'épuration dont on nous avait tant parlé concernait les harkis ou les amphores. J'écrivis plusieurs lettres au Colonel Ouamrane pour l'inciter à dénoncer ce vandalisme et cette barbarie qui s'abattaient sur la Kabylie comme une nuée de sauterelles. Mais comme tant d'autres, il préféra garder le silence, s'occuper de ses enfants et de ses affaires. Il est vrai qu'après son ralliement, il tonitrua à la radio pour inviter Mohand oul Hadj à se rendre à la frontière Ouest du pays. Il est vrai aussi qu'on s'était habitué aux abjurations de ce caméléon politique. D'ailleurs, personne ne se soucia, outre mesure, de son ralliement qui fut diversement interprété. Pour les uns, Ouamrane n'a jamais été qu'un instable. Pour d'autres, il est de ces muezzins qui appellent les fidèles à la prière et ne la font pas avec eux. ON disait aussi que son ralliement était le résultat d'une savante tactique du F.F.S., et que d'ailleurs « il avait accompagné Ben Bella à Michelet pour négocier avec Aït Ahmed la fin honorable des combats ». Ceux qui le connaissent affirment que la dignité chez lui est un habit de saison trop embarrassant à porter toute l'année.

L'appel d'Ouamrane, venant après celui de Ben Bella, laissa indifférents les Kabyles qui voyaient d'un très bon œil les combats des frontières qu'on attribuait d'ailleurs à l'intervention de Krim Belkacem. L'A.N.P., étant presque exclusivement une armée arabe, on souhaitait son écrasement, d'autant plus qu'elle était devenue un instrument politique entre les mains de gens sans scrupule.

Inquiet, Ben Bella multipliait ses appels. S'étant identifié à la patrie, il déclara celle-ci en danger et réclama des volontaires pour repousser l'envahisseur. La répétition de ces appels dénotait un réel désarroi et encourageait à la continuation de la lutte. Mais voici que cette fièvre patriotique qui secouait les chômeurs des villes terrassa le colonel Mohand ouf Hadj et ses amis. Mais étaient-ils vraiment atteints de cette maladie, ou profitèrent-ils seulement de l'occasion pour abandonner Aït Ahmed dont les prétentions leur paraissaient monstrueuses et extravagantes ? Celui-ci avait surtout commis à leurs yeux le crime impardonnable d'avoir ridiculisé Krim Belkacem qui avait participé, bien avant lui, à la conjuration. Quoi qu'il en soit, Mohand ouf Hadj demeure, aux yeux des honnêtes gens, qui ont applaudi à sa révolte, et qui y ont participé, un traître au sens entier du terme. Cela est d'autant plus vrai qu'il n'hésita pas à parcourir la Kabylie pour menacer de ses foudres ceux qui ne l'avaient pas suivi dans son ralliement. Et les officiers qui lui demeurèrent fidèles, comme le capitaine Mohand ou Ramdane, Ali Boukhou, Si Omar et tant d'autres, n'hésitèrent pas à diriger des contingents de l'A.N.P. et à procéder aux fouilles des maisons mêmes qui leur avaient servi de refuges durant la guerre de libération. Mohand oul Hadj ne serait d'ailleurs pas seulement coupable d'avoir retourné ses armes contre sa province natale dont il n'ignorait pas les souffrances et les plaies béantes. Il aurait également touché du bakchich pour faire libérer des prisonniers du F.F.S. L'homme qui lui aurait servi d'intermédiaire ou qui, du moins, touchait les sommes réclamées, n'est autre que le sieur Mohand ou Belkacem, pompiste à Château-Neuf. Je connais des prisonniers qui ont été élargis de cette façon.

Le honteux ralliement de Mohand oul Hadj sauva — on le sait — Ben Bella. Mais cet acte dégradant et ignominieux n'aurait pas eu de sérieuses suites, si à la place de Monsieur Aït Ahmed, obnubilé par son socialisme scientifique, il y avait eu un homme d'action et un stratège. Car la majorité des combattants de la septième région militaire, auxquels il faudrait ajouter des milliers de volontaires, ne voulaient pas déposer leurs armes. Ils pleuraient de rage et de dépit en rendant ces dernières sans avoir combattu. Il y eut même des désertions, comme à Mekla où une section prit le maquis en emportant les 167 armes qui se trouvaient dans son camp.

Aux demandes pressantes des combattants armés, Aït Ahmed opposa un refus, désirant dékabylier le problème » et par là-même « épargner à la Kabylie de nouvelles épreuves sanglantes ». Quant à la question préoccupante des armes, elle avait déjà, selon le même homme, trouvé son règlement définitif, puisque des puissances étrangères avaient offert une aide substantielle et dans tous les domaines.

Ce souci de dékabylier le problème dans le but d'éloigner du Djurdjura la foudre du pouvoir était louable et partagé. Mais la logique aurait voulu que, plus tard, cette dékabyliation n'ayant pas été réalisée, Aït Ahmed s'abstînt de toute action armée, d'autant plus que les armes dont on avait prédit l'abondance manquaient terriblement. Au lieu de cela, il déclencha une nouvelle fois la lutte, sans offrir aux Kabyles qui lui faisaient confiance les moyens nécessaires pour la mener jusqu'au bout. Il crut sans doute que son nom et ses tracts étaient amplement suffisants pour détrôner un homme bien assis. Avec le recul du temps, on peut, sans conteste, dire que Monsieur Aït Ahmed ne se souciait que fort peu des Kabyles et de leurs aspirations, préoccupé qu'il était par son socialisme scientifique. Il se serait probablement cru déchu si son action avait dû se limiter à une province étroite et de surcroît mal préparée aux bienfaits du parti unique.

Dans l'ignorance de ses desseins, la population Kabyle, dans son ensemble, se resserra autour de lui et le loua, ainsi que le Colonel Sadok, pour sa ténacité. Car on avait grandement conscience de l'importance et de la signification du combat. Ce n'était pas seulement la liberté qu'il fallait défendre ou rétablir. Il fallait également assurer la défense de la race, la pérennité de riches traditions et la survivance d'une large culture qui ont été, de tous temps, le solide butoir où vinrent échouer toutes les tentatives d'assimilation de nos divers occupants.

Grâce à ces traits dominants de la personnalité berbère, la Berbérie fut un creuset où se fondirent les envahisseurs successifs. Ceux qui ont échappé à cette fusion, comme les pieds noirs, demeurent malgré tout marqués par une civilisation toute spirituelle. Jusqu'à la fin de leurs jours, les Français d'Algérie resteront en France des inadaptés. Oh ! Comme je voudrais qu'ils reviennent dans leur vrai pays, près de leur soleil et de leurs morts ! Je suis convaincu, pour ma part, que l'Algérie aura tout à gagner en leur offrant la place qu'ils méritent dans un système fédéral.

Je ferai sûrement sourire certains en parlant de civilisation berbère. Certes, on chercherait vainement ses vestiges dans la nature. Pourtant elle existe, elle est perceptible à tous ceux qui considèrent qu'une civilisation peut embrasser un autre domaine que le domaine matériel.

« L'Algérie, pour l'Occident, ce sont des terres brûlées de soleil, des « marais à mettre en valeur », une population sous-développée qui attend tout du reste du monde, ses écoles, ses hôpitaux, jusqu'à son pain.

« Trop souvent sous-développement matériel a été naïvement confondu avec sous-développement spirituel et l'Occident a voulu tout apporter dans des terres « vierges » pourtant fécondées par d'antiques civilisations. D'autre part, même dans une hiérarchie difficile à établir entre des cultures différentes, je ne vois pas ce que pourrait apporter une civilisation devenue matérielle au point de perdre le sens de la dignité humaine et le respect des valeurs spirituelles qui pourtant devraient être sa seule cause de fierté. Les paysans d'Algérie, mieux que d'autres, ont su longtemps garder ces valeurs intactes. Dans ce domaine, ils n'ont rien à attendre de l'Occident, mais bien au contraire, ils peuvent lui fournir les clefs secrètes qui lui permettront d'ouvrir les héritages encore scellés de Rome, d'Athènes et de Mycènes.

« ... La civilisation traditionnelle algérienne est limitée, dans ses productions plastiques, à l'art des civilisations préhelléniques, mais elle partage avec l'antiquité méditerranéenne le même lourd fardeau spirituel, sa part dans l'héritage commun qu'elle a su mieux garder en le respectant davantage.

« La décrire même partiellement n'a pas pour but de raviver, au coeur de l'Occident, le remords d'avoir tué l'Arcadie, mais de faire naître dans l'âme de ceux qui en sont les héritiers directs le désir de mieux connaître leur passé, surtout si un jour ils doivent quitter les villages perdus dans la montagne et dormir loin des cimetières hérissés de pierres sèches. L'avenir ne se construit que sur la connaissance et la fierté du passé...

»

Jean SERVIER

Les portes de l'année (Thiburra Ousseghwas)

Laffont, Editeur.

Cette civilisation est si profonde qu'elle nous rend inadaptables à toute autre. Vivant en Savoie, par exemple, le Kabyle jugera les Alpes plus majestueuses que le Djurdjura, la vie plus facile qu'en Kabylie. Pourtant, il refusera de s'intégrer complètement dans le milieu qui n'est pas le sien. Ce n'est même pas une question d'évolution, puisque des intellectuels Kabyles, formés dans les Universités européennes, reviennent en Kabylie jouir de ce calme psychique, de cette stabilité animique sérieusement compromise partout ailleurs par le matérialisme de la vie moderne.

C'est pour cette raison d'ailleurs que notre conduite vis-à-vis des femmes européennes n'est pas toujours heureuse. Nous les abandonnons parfois, elles et leurs enfants, non parce que nous sommes légers, mais parce que nous ne pouvons pas nous retrancher de notre communauté pour nous plonger clans une autre dont les us et les coutumes jurent avec nos traditions. En France le ridicule ne tue pas, en Kabylie il en est souvent autrement. Car le Kabyle craint par-dessus tout le déshonneur et reste prisonnier d'une éducation réfractaire aux épithètes de façade. Oui, pour dire « merde » en Kabylie, il faut être une femme ou un enfant. Ajoutons à cela le respect de la propriété d'autrui. Nulle part au monde le vol n'est considéré comme aussi dégradant. Un vieux paysan de mon village fut surpris volant une poule : il abandonna son foyer pour ne plus y revenir. Ainsi, des villages atteignant parfois plusieurs milliers d'habitants vivent dans la paix et l'harmonie sans gendarme et sans policier.

Mais revenons à Mohand oul Hadj.

Du jour au lendemain la gloire de cet homme s'éclipsa au galop, et la « montagne des héros » dont il fut le héraut regretta d'avoir enfanté ce perfide, ce zéro. Son nom restera toujours comme synonyme de félon et un sujet d'aversion pour les générations futures. On dira toujours « le traître Mohand oul Hadj » quand on évoquera cette période houleuse et riche d'enseignements que traversa notre pays.

Triste et pauvre homme que ce Mohand oul Hadj ! Lui qui tenait en haleine les foules par ses bravades, lui qui dénonçait les crimes que l'Etat-Major de Ghardimaou avait perpétrés contre les combattants Kabyles, il se réduisit à l'adoration de ce qu'il avait brûlé. Mieux encore. Il n'hésita pas à menacer de ses foudres ceux qui l'avaient hébergé, nourri, soigné durant la guerre de libération. Il enrageait que les Kabyles qu'il appela à la révolte ne l'aient pas suivi dans sa trahison. Et pour les punir d'être restés fidèles à leurs serments, il les désignait sous le nom de « traîtres ». Pour le compte de Ben Bella dont, quelques mois auparavant, il dénonça l'esprit de clan, la dictature, il fit des réunions sous la protection de l'A.N.P. aux lieux et places où d'autres avaient chanté les louanges de la France. « La Kabylie souffre, disait-il, mais c'est la faute au « traître » Aït Ahmed.

A quelque chose près, Azem Ouali tenait les mêmes propos sur le compte du F.L.N. Dans un cas comme dans l'autre, ces discours semblaient dire : « On vous torture, on le sait. Mais tant pis pour vous puisque vous avez refusé de nous suivre ».

Le vieux Colonel peut maintenant, en toute quiétude, participer aux côtés de Boumediene à l'édification de la « société socialiste ». Ni Aït Ahmed ni Sadok ne sont en mesure de le vilipender. Car ils sont tous les trois logés à la même enseigne, avec cet avantage pour Mohand oul Hadj qu'il ne fit pas couler le sang.

Colonel Mohand oul Hadj, vous eussiez mieux fait de nous priver d'Aït Ahmed et de continuer la lutte contre Ben Bella jusqu'au renversement du régime. Nul ne doute que l'Algérie aurait alors trouvé sa stabilité. Mais il est connu que vous n'avez jamais brillé dans les premiers rôles. Comme pour les bêtes que vous feriez naguère, il faut toujours que quelqu'un vous tire par le licou ou vive dans votre peau comme un œstre. Après Krim Belkacem, Aït Ahmed, c'est maintenant au tour d'Ali Yahia Abdenmour de vous mener dans les pâturages du socialisme en vous sonnant du clairon « populaire » après vous avoir joué de la flûte bédouine. Mais ne vous plaignez pas beaucoup. De Mohammedi à Sadok en passant par les Ali et les Aït, nul ne peut vous reprocher la noirceur de votre carte de visite. Vous avez tous maintenant, aux yeux des Kabyles, le même curriculum vitae.

On interpréta, de diverses façons, le ralliement du vieux maréchal... ferrant que d'aucuns s'obstinent à appeler Colonel. Pour les uns, il s'était rendu parce qu'il avait peur « qu'on lui nationalisât le Tantonville », un grand café d'Alger. Pour d'autres, c'était à prévoir de la part d'un homme qui promettait la justice, l'égalité et qui pourtant n'hésita pas à réintégrer, dans l'A.N.P., son harki de fils, alors que tant d'autres, et des moins nuisibles, avaient été exécutés. On ajoutait aussi que ses possibilités intellectuelles très maigres ne lui permettaient pas de tenir avantageusement le rôle de coryphée. « Avec Aït Ahmed, c'est différent. Il est très cultivé, le bonhomme. Si Ben Bella lui dispute aujourd'hui le leadership, il n'a d'ailleurs qu'à s'en prendre à lui-même puisque c'est lui qui en secoua l'ignorance crasse en lui donnant des cours en prison ».

« L'histoire coloniale est presque toujours à sens unique, car c'est le propre d'un peuple colonisé de n'avoir plus d'histoire, ou du moins d'historiens, hormis ceux du colonisateur. »

*Jean Dresch,
(L'Algérie : passé et présent.)
TROISIEME PARTIE*

Quelque temps après la reddition de Mohand oul Hadj, Aït Ahmed jugea nécessaire de réunir les cadres moyens qui n'avaient pas désarmé pour les informer de la situation et sonder leurs intentions quant aux perspectives d'avenir. La présence de certains officiers de Mohand oul Hadj eût été réelle si la sécurité militaire ne les avait pris sous sa surveillance. De toute façon, nous avons obtenu leur accord pour participer, à nos côtés, à la poursuite du combat libérateur. C'était donc une réunion assez large de cadres représentatifs et en contact permanent avec la base, pour employer la terminologie socialiste. Cette réunion eut lieu à Taourirt Aït Menguelat, village situé près de Michelet, alors forteresse assez puissante de l'A.N.P. Malgré un été traînant, il faisait froid ce soir-là à Taourirt. Cependant, un merveilleux clair de lune balayait, de ses ailes argentées, les profondeurs des rivières où la nuit a coutume de déposer ses ombres. Sur les sommets enneigés du Djurdjura scintillaient des milliers de facettes. Au loin, on entendait parfois des aboiements de chiens avec lesquels la Kabylie venait de se réconcilier.

Tout était calme et silencieux. Une paix, que l'on devinait factice, s'était subitement abattue sur la Kabylie comme une épaisse couche de glace, emprisonnant dans ses serres des espérances à peine écloses. Les postes de l'A.N.P. apparaissaient comme autant de couteaux plantés dans sa gorge, comme une insulte à sa fierté légendaire, à sa grandeur et à l'immensité des sacrifices qu'elle avait consentis pour la libération du pays. On eût dit que le Djurdjura s'était refermé sur son désespoir, en attendant qu'un autre Amirouche vienne lui restituer sa grandeur.

Pour la première fois depuis des siècles, la Kabylie subit l'occupation arabe. Aussi pour ceux d'entre nous qui ne se résignent pas, qui refusent d'abdiquer, une voix sort de terre et répète :

Vos aïeux que nul n'a domptés,

Vous crient de dessous la terre :

Allez, allez jeunes Berbères,

Combattez pour la liberté.

De nos pas suivez les traces

Que le temps n'a pas effacées

Et faites ce que nous eussions fait

Si nous étions à votre place.

Qu'importe si vous cessez de vivre

Si vous ne devez l'être qu'à genoux

Nos montagnes veulent des hommes [libres ;

Elles n'aiment pas voir porter le [joug... »

Quelles étaient les raisons qui empêchèrent Aït Ahmed de venir présider, à l'heure convenue, cette réunion dont les buts nous échappaient encore ? Se trouvait-il loin, ou jugeait-il nécessaire d'éprouver notre détermination ? Toujours fut-il qu'il nous fit longtemps attendre. Mais à l'instar de nos aïeux qui vénéraient son grand-père de marabout, nous étions prêts à le suivre les yeux fermés car il symbolisait, à nos yeux, l'orgueil et la fierté de la race. Nous savions déjà qu'il était l'homme des atermolements, mais nous considérions ses indécisions comme des manœuvres subtiles et son marxisme Comme un stratagème. Car, pour nous Kabyles, socialistes et républicains depuis des milliers d'années, il ne s'agissait pas plus de luttes pour le triomphe d'une doctrine qui nie l'homme que d'appliquer des sinapismes à des limaces. L'essentiel, à nos yeux, était de préserver, contre l'arabisme envahissant, le patrimoine culturel ancestral, sans cependant donner dans un racisme à rebours dont les conséquences seraient néfastes pour l'unité du pays. Notre combat, défensif, ne devait pas prendre cette étiquette anticolonialiste dont nous nous parâmes pour les premiers combats. Il nous importait tout simplement de trouver les solutions pour faire cohabiter, fructueusement et pacifiquement, deux groupes de population dissemblables par leurs langues, leurs coutumes, leur sens de l'honneur et du devoir, bien que de même ascendance. Il n'était pas dans nos intentions de faire violence à quiconque, pas plus que nous n'accepterions de renoncer à ce que nous sommes.

La nuit avançait toujours sans que le coryphée apparût, au grand dam des néophytes. Insensiblement, des groupes s'étaient formés, donnant à notre attente un caractère de veillée. Parfois, d'un coin de chemin, un éclat de rire fusait, couvrant, l'espace d'un instant, des conversations passionnées dont l'objet principal restait la reddition de Mohand oul Hadj et la courageuse position d'Aït Ahmed.

Du fond d'une voiture où je m'étais abrité contre le froid, je suivais la scène en pensant au triste destin des Berbères. Tout ce que je connaissais de leur histoire remonta en ma mémoire. Les vains efforts de Massinissa et de son neveu Yougourtha pour asseoir un empire Numide, la longue révolte de Tacfarinas. La résistance également vaine de la Kahina et de Koceïla...

Les historiens auraient-ils donc raison de souligner que la persévérance et l'opiniâtreté ne sont pas des qualités berbères ? Qu'un Berbère est toujours là pour trahir les siens au bon moment ? Pourtant notre guerre contre la France avait déjà apporté un cinglant démenti à cette opinion admise et dogmatisée. Nous ne pouvons donc associer dans la même réprobation le peuple Berbère et ses responsables politiques. Si Aït Ahmed et Sadok se sont ralliés à Ben Bella, ce conquérant de la révolution, les Kabyles, eux, s'y sont refusés.

Quelqu'un que je ne connaissais pas interrompit ma méditation.

Il faut aller à l'école que vous voyez là-bas, me dit-il. On vous y servira à manger ». Nous y allâmes, ravis enfin de trouver un abri, car jusqu'alors nous étions demeurés entre deux haies de nopals et à la belle étoile. Nous nous retrouvâmes dans une salle de classe mal éclairée et mal décorée, et sur des bancs si étroits qu'il fallait s'asseoir de travers. Nous goûtâmes aux collations servies et reprîmes notre attente dans une atmosphère de zaouïa. Car on eût pu aisément prendre cette école pour le mausolée du Cheikh Mohand oul Hocine, l'aïeul vénéré d'Aït Ahmed et chef d'une confrérie, célèbre par sa « baraka » et ses aphorismes. Mais alors que nos grands-pères allaient à Taka implorer la protection du saint contre les Djinns, solliciter son intervention contre la stérilité des épouses et des récoltes, faire bénir leurs chapelets, nous nous retrouvions tout à fait à l'opposé. Nous admirions le petit-fils, non seulement pour la magie de son verbe, mais également pour son sens de la dignité et de l'honneur. Là où le vieux Cheikh recourait à la baraka, son petit-fils, athée, préconisait la lutte et parlait de révolution. Sous prétexte que l'insurrection du Cheikh El Haddad était une équipée vouée à l'échec, Cheikh Mohand oul Hocine s'abstint d'y participer ayant, paraît-il, été averti par la Providence. Il est regrettable que cette même

Providence n'ait pas dissuadé Aït Ahmed de tenter son entreprise. Nul doute que la Kabylie n'aurait pas eu le triste sort qui fut le sien et que des centaines de nos camarades seraient encore vivants aujourd'hui.

La collation achevée, une nouvelle attente s'ensuivit. De nouveau mon esprit s'égara dans le labyrinthe du passé à la recherche des occasions perdues. Je pensais à tous ces grands hommes berbères absents de l'histoire de leur pays. Pas une rue, pas un hameau ne porte le nom d'un de ces hommes illustres, Cirta, capitale du royaume de Numidie garde encore son nom de Constantine, comme si sa reconversion signifiait l'exhumation d'une époque qu'on voudrait oublier. De la même manière que les Français faisaient remonter l'histoire réelle de l'Algérie à l'époque de leur invasion, les Arabes nient l'histoire de la Berbérie qui précéda leur conquête. Leur Abdel Kader mourut, réconcilié avec ses ennemis et arborant leurs médailles. Mais Yougourtha est mort avec la corde au cou et après un jeûne forcé d'une semaine. L'un attend d'être tiré de l'oubli, l'autre domine notre histoire.

De temps en temps, un brouhaha suspendait mes méditations. Mais un invisible instituteur veillait au respect de la discipline et de l'ordre. Et, alors que je m'étais oublié au point d'attendre un vieux maître débonnaire et pacifique, l'arrivée d'Aït Ahmed me rappela à la réalité des événements. Je vis en effet apparaître un homme élégant, svelte, racé, sorte de maréchal de l'Empire, l'air martial et légèrement compassé, vêtu d'une tenue kaki à la Castro, chaussé de bottes sentant le remugle et portant sur l'épaule une mitrailleuse russe « don du peuple Irakien au zaïm algérien Aït Ahmed ». (En offrant une mitrailleuse à chacun des zouamas sortis de prison, le général Abdel Krim Kassem n'avait-il pas eu une arrière-pensée ? N'eût-il pas mieux valu qu'il leur offrît des pipes et du haschich ? En tout cas, ces dons ont pour nous valeur de symbole, car depuis la libération des cinq d'Aunoy et leur entrée en lice, l'Algérie ne connaît pas de repos.)

L'entrée ostentatoire d'Aït Ahmed avait secoué la torpeur de ceux qui, comme moi, étaient entrés en eux-mêmes ou qui sommeillaient. Elle créa une soudaine agitation. Séduite et hypnotisée, l'assistance ne tarda pas à s'assagir, permettant ainsi au zaïm de prendre la parole.

« Frères, dit ce dernier, en Kabyle, nous nous sommes réunis aujourd'hui pour étudier la situation en fonction de la reddition de Mohand oul Hadj et en tirer les conséquences et des leçons pour l'avenir. Car

notre détermination de continuer la lutte, pour instaurer dans notre pays une ère de liberté et de prospérité, reste grande et inébranlable. Je vous renouvelle, quant à moi, le serment de vaincre ou de mourir à vos côtés.

« Ceci dit, permettez-moi de vous faire l'historique des derniers événements.

« Vous savez tous que le F.F.S. est passé à la lutte armée le 29 septembre 1963. En revanche, vous ignorez que nous devions agir dans ce sens le 8 du même mois, en accord avec les responsables de la Willaya IV, D'ailleurs, le commandant Lakhdar, fidèle à son engagement, avait déjà gagné les maquis, à la date prévue, avec sept cents de ses hommes. Mais Mohand oul Hadj tergiversa, temporisa à tel point qu'il fallut le pousser presque à bout de bras, comme une brouette, pour le faire agir. Le Commandant Lakhdar, surtout, commençait à s'inquiéter sérieusement devant une telle lenteur, pour ne pas dire une telle défection. Ensemble, lui et moi, nous exhortâmes le colonel à prendre ses responsabilités et à ne pas souffrir le parjure. Devinant que l'on soupçonnait en moi de l'ambition, de la rancune, un je ne sais quel règlement de comptes, je proposai à mes compagnons de leur signer une déclaration sur l'honneur, dans laquelle j'attesterais que je quitterais définitivement la scène politique, une fois Ben Bella chassé du pouvoir. Aujourd'hui encore, je suis prêt à signer une telle déclaration. »

Après la réunion, un camarade souligna ce que ces propos avaient d'ambigu, de contradictoire. — « Puisque M. Aït Ahmed est seulement préoccupé par le renversement de Ben Bella, sans se soucier par la suite de l'avenir du pays, de sa future orientation, ne peut-on pas penser qu'il procède, malgré ses dénégations, à un règlement de comptes pur et simple ? S'il est vraiment sincère avec lui-même et, partant, avec nous, pourquoi contesta-t-il à Krim Belkacem son appartenance au F.F.S. et sa représentativité au sein de cette organisation qu'il contribua à créer ? N'eût-il pas été utile de conjuguer les efforts de tous les opposants pour parvenir au but fixé ? Pourquoi, d'autre part, dénia-t-il à Monsieur Ferhat Abbas tout droit de représenter le peuple ? S'il ne veut ni de Ben Bella, ni d'Abbas, ni sans doute de Khidder et de Boudiaf... ni du diable, ni du Bon Dieu, à qui donc pense-t-il alors confier (...) les destinées de l'Algérie ? Je considère par conséquent la conduite d'Aït Ahmed comme celle d'un anarchiste ou d'un nihiliste ».

Cette proposition, Aït Ahmed la fit si souvent qu'un jour, Maître Oussedik le prit au mot. — « Depuis ce jour-là, m'a dit le célèbre avocat, Aït me nourrit une rancune d'éléphant ».

« Enfin, poursuivit Aït Ahmed, nous arrachâmes à Mohand oul Hadj la promesse définitive de nous dresser contre le régime le 29 septembre 1963. Un meeting ayant été prévu à Tizi-Ouzou, nous demandâmes aux adjoints du colonel de neutraliser la gendarmerie du Colonel Ben Chérif. De leur côté, Ouamrane et Sadok devaient se rendre aux Ouadhias et à Boghni pour informer la population de notre détermination de chasser les usurpateurs du pouvoir. Nous nous rendîmes donc ce dimanche-là à Tizi-Ouzou quand nous tombâmes, à l'entrée de la ville, sur un contrôle de gendarmerie. Indubitablement donc, les ordres donnés n'avaient pas été suivis. Nous nous rendîmes au P.C. de la VIF' région militaire pour en avoir l'explication. Là, le commandant Moh Ouali nous apprit que ses camarades étaient réticents, que lui-même d'ailleurs n'était pas partisan de l'action envisagée. — « Je ne marche pas, nous dit-il, et je sais pertinemment que les autres officiers ne vous suivront qu'à contrecœur ». Et il s'en alla.

« Avec une patience de taupe, il me fallut vaincre toutes les objections soulevées. Il me fallut également expliquer le sens de la lutte envisagée, sa portée, ses répercussions, ses bienfaits. Bref, j'étais désespéré de tant de faux-fuyants et de mauvaise volonté. Finalement, comme pour leur « vieux » Colonel, j'emportai leur décision. La gendarmerie enfin neutralisée, nous pûmes, comme vous le savez, transmettre au pays notre message de rénovation et de confiance en l'avenir. Et nous ne tardâmes pas à constater que l'adhésion populaire dont se flattait Ben Bella n'était qu'un assentiment résigné, une crainte nourrie par l'âne au bâton de son maître. De nouveau, le pays reprit espoir, retrouva sa grandeur et son enthousiasme des temps pas très lointains. Ceux qui croyaient qu'en perdant une partie de ses forces vives, l'Algérie avait perdu sa vigueur en furent tout surpris.

« Touché à son talon d'Achille, Ben Bella multiplia ses improvisations déréglées, ses mesures ostentatoires et nuisibles, signe évident d'un réel désarroi. Au sein même de son entourage, des critiques s'élevèrent contre sa mauvaise gestion. Indubitablement, le régime était aux abois.

Il fit le dernier sursaut, ce fut le bon. En battant le tambour autour de l'affaire des frontières, il ne sensibilisa pas seulement l'opinion, il ébranla également les envisagée, sa portée, ses répercussions, ses bienfaits. Bref, j'étais désespéré de tant de faux-fuyants et de mauvaise volonté. Finalement, comme pour leur « vieux » Colonel, j'emportai leur décision. La gendarmerie enfin neutralisée, nous pûmes, comme vous le savez,

transmettre au pays notre message de rénovation et de confiance en l'avenir. Et nous ne tardâmes pas à constater que l'adhésion populaire dont se flattait Ben Bella n'était qu'un assentiment résigné, une crainte nourrie par l'âne au bâton de son maître. De nouveau, le pays reprit espoir, retrouva sa grandeur et son enthousiasme des temps pas très lointains. Ceux qui croyaient qu'en perdant une partie de ses forces vives, l'Algérie avait perdu sa vigueur en furent tout surpris.

« Touché à son talon d'Achille, Ben Bella multiplia ses improvisations déréglées, ses mesures ostentatoires et nuisibles, signe évident d'un réel désarroi. Au sein même de son entourage, des critiques s'élevèrent contre sa mauvaise gestion. Indubitablement, le régime était aux abois. Il fit le dernier sursaut, ce fut le bon. En battant le tambour autour de l'affaire des frontières, il ne sensibilisa pas seulement l'opinion, il ébranla également les dispositions chez ces messieurs qui ne se sentirent plus en mesure d'utiliser leurs armes « contre la patrie ». Du coup, Ben Bella apparut comme le symbole de la patrie algérienne alors qu'en réalité il en est le destructeur.

N'ayant réussi qu'à demi dans ma tentative de les dissuader de leur ralliement, je m'associai aux principes combien lourds de conséquences d'une trêve de deux jours qui débiterait le lendemain à midi.

A peine eu-je quitté la réunion que j'appris la mise en pratique de cette trêve décidée, comme je vous l'ai dit, pour le lendemain. Surpris par ce revirement déloyal, je fis, contre mauvaise fortune, bon coeur, et déclarai, à ceux qui me le demandèrent, que la trêve prendrait fin dans deux jours.

Ce camouflet que reçut mon amour-propre aurait pu me paraître comme une fraternelle caresse si, après le délai précédemment fixé pour la durée de la trêve, il ne m'avait fallu combattre l'idée de négociation qui germa entre temps dans le cerveau fertile d'Abdenour Ali Yahia. En vain les mis-je en garde contre le grand comédien qu'est Ben Bella, capable de vous tuer impitoyablement et de pleurer hypocritement votre mort. Rien n'y fit.

Je dus me rendre à l'évidence, à savoir que mes adjurations, mes mises en garde, fortifiaient plus qu'elles n'ébranlaient leur conviction. La trêve se prolongeant, une grande partie des volontaires nous rendirent les armes, convaincus qu'ils avaient été dupés. Indubitablement, c'était un rude coup pour tous ceux qui avaient espéré, c'est-à-dire pour tout le peuple, un changement de régime. Non, la trahison de Mohand oul Hadj ne sera pas oubliée de sitôt.

« Ainsi, plus que jamais, aurons-nous de grandes difficultés à surmonter pour triompher de la dictature ». Après cet exposé que j'ai reproduit tant mal que bien, en ce sens que je ne saurais être aussi disert que Monsieur Aït Ahmed, une discussion s'engagea.

Je pris le premier la parole pour dire combien il était souhaitable de reprendre immédiatement le combat. « Certes, la reddition de Mohand oul Hadj a ébranlé la volonté des plus endurcis, mais je suis convaincu que si nous arrivons à régler le problème des armes et de l'argent, la lutte reprendra avec d'aussi bonnes chances de succès qu'avant le ralliement du « vieux ». Ce dernier n'a en rien entamé notre détermination de vivre libre. Hier, comme aujourd'hui, nous sommes tous disposés à renverser le régime actuel. Mohand oul Hadj n'a fait de tort qu'à lui-même clans la mesure où nous prouverons au monde qu'il n'est pas la Kabylie, mais un traître à celle-ci ».

Tel fut mon propos.

Un jeune homme assis derrière moi me relayait et affirma « qu'il faudrait dékabylier le problème, qu'il conviendrait même de faire passer la question militaire au second plan de nos préoccupations pour ne nous intéresser qu'au problème politique. Nous devons nous adonner à une tâche d'explication et d'information de façon à organiser contre Ben Bella toute l'Algérie ».

« Votre projet, lui répondit-on est magnifique, s'il n'entraînait avec lui des difficultés quasi insurmontables. Comment entendez-vous organiser les autres régions du pays sans exposer vos militants à des arrestations. Et quel genre d'explication entendez-vous donner à la population ? Ne croyez-vous pas que celle-ci est déjà éclairée sur les intentions et les vues de Ben Bella ? Et ne venons-nous pas de voir qu'elle souhaite ardemment un changement de régime ? Il serait donc coupable de perdre son temps et de ne pas utiliser les méthodes qui ont fait leur preuve pendant notre guerre de libération, à savoir : créer des maquis et greffer sur eux une organisation politique. Quant à dékabylier le problème, il nous semble que vous vous leurrez sur la résistance de nos compatriotes Arabophones. Nous parions qu'ils sont en train de prier pour que les Kabyles les débarrassent de Ben Bella, comme ils l'ont fait des colons. D'autre part, même une réunion comme la nôtre est inimaginable en dehors de la Kabylie. Il nous faut donc reprendre la lutte là où on le peut. C'est-à-dire dans les départements de Sétif et de Tizi-Ouzou. Nous ne devons pas nous soucier de la propagande que le régime mènera contre nous. D'ailleurs les Arabophones détestent tellement Ben Bella

que celui-ci servira notre cause en nous attribuant le désir de le chasser du pouvoir ».

La discussion se centra sur ces deux thèses. Cependant, une majorité se dégagea pour la reprise immédiate de la lutte là où les circonstances étaient favorables, c'est-à-dire en Kabylie- Aït Ahmed, qui dirigea la discussion, prit à son tour la parole.

« L'idéal, dit-il, serait qu'une autre région que la Kabylie déclenchât aussi la lutte. Mais je ne crois pas un seul instant que cela soit possible. Quant à entreprendre un travail d'explication et d'information, je pense que c'est tout à fait superflu en ce sens que les populations algériennes connaissent amplement la nature des problèmes. Pour elles, comme pour nous, la solution de ces derniers dépend d'un rapport de forces. Ou nous avons des moyens et nous renversons le régime, ou nous n'en avons pas et nous ne serons pas suivis. Il nous faut donc envisager la reprise du combat, et le plus tôt sera le mieux, pour que la combativité ne fasse pas place à la résignation. Auparavant, il est nécessaire d'instruire la population sur la reddition de Mohand oul Hadj ».

« Pourquoi ne rédigez-vous pas un tract que nous distribuerons ? », dit quelqu'un.

Ce serait commettre une grave faute. Immanquablement le colonel nous répondra et ce sera le début d'une joute verbale qui ne profitera qu'au régime. Et ce dernier ne manquera pas d'offrir au colonel tous les moyens de propagande dont il dispose. (Étaient-ce ces moyens qui faisaient peur à Aït Ahmed ou ce que dirait Mohand oul Hadj ?).

Sur ce, la réunion prit fin.

QUATRIÈME PARTIE

Durant les jours qui suivirent cette réunion, je procédai, quant à moi, à divers contacts. Je pus ainsi constater que si l'élite algérienne, fidèle à ses éternelles positions de prudence, restait dans l'expectative en raison de la non-définition du F.F.S., le reste de la population kabyle, ignorant des subtilités politiques, était prêt, comme il le fut en 1954, à donner le meilleur de lui-même pour sauver des principes qui font partie de son patrimoine et de son existence même. Car, pour les Kabyles, il ne s'agissait pas de remplacer un socialisme par un autre, mais d'instaurer une ère de liberté et de justice en conformité avec les traditions ancestrales. Il est à noter que les Marxistes kabyles connus avaient déjà suivi Ben Bella plutôt qu'Aït Ahmed, ce qui aurait dû éclairer ce dernier sur les aspirations des masses qu'il trahit, en dernier lieu, au profit de ceux qui l'ont finalement discrédité et qualifié de « félon ».

Cette confiance aveugle de la population Kabyle n'était pas sans arranger le zaïm, dont le marxisme-léninisme et l'athéisme couvaient comme du feu sous la paille. Il pensait sans doute que l'étincelle deviendrait brasier et qu'un jour un immense incendie socialiste mettrait l'Algérie en flammes... révolutionnaires. Pour l'instant, il se gardait bien de se définir, sachant pertinemment que ces idéaux n'étaient pas partagés par le peuple. Car, sur le million d'habitants que compte la Grande Kabylie, on ne compte pas plus de socialistes que d'oasis dans le désert. Pourtant ces rares personnes étaient prêtes à « assumer leurs responsabilités devant l'histoire » pour imposer leur doctrine à leurs semblables, cette « masse d'inconscients ». Et quand vous leur parliez de liberté, d'élections libres, elles auraient, si elles avaient pu, fait rentrer ces mots subversifs dans votre gorge et laver le cerveau qui leur a donné naissance.

« Pour sortir un pays de son sous-développement, soutenaient-elles, il faut absolument recourir au parti unique, au marxisme, à la dictature du prolétariat. » Mais puisque le marxisme est une recette pour pays sous-développés, pourquoi existe-t-il néanmoins des partis communistes dans les pays hautement industrialisés ? Et pourquoi, quand les dirigeants de ces partis n'imposent pas leurs points de vue, crient-ils à la dictature, au fascisme ? N'est-il pas pourtant clair que là où il y a des élections libres, il y a la liberté ? Que les ouvriers russes envient leurs camarades français qui choisissent librement leurs institutions ? Ce qu'ils appellent « la démocratie populaire » n'est-il pas en réalité « la dictature pour le prolétariat » dans la mesure où l'homme ne vit pas seulement pour manger ?

Vue sous cet angle, la création du F.F.S. constituait un malentendu, une duplicité qui ne pouvait aboutir qu'à faire tuer des gens pour des idées qu'elles ne partagent pas. Ce faisant, on abusait de leur confiance, de leur simplicité. Mais Monsieur Aït Ahmed est un leader pour qui les têtes ne comptent pas pour servir une doctrine, même si celle-ci n'est pas partagée. Dans la mesure où, à ses yeux, le socialisme restait le seul remède à notre sous-développement, il importait peu pour lui que nous partagions ou non ses idées. Mais n'avons-nous pas connu naguère des hommes qui nous tuaient pour faire notre bonheur... ?

Un soir, un messenger vint m'informer qu'une importante réunion allait avoir lieu au domicile de Si Hafidh, à Michelet. Je m'y rendis donc et y trouvai, en plus de notre hôte, Timzit Tahar, Kaci Mohand, le jeune maire de Michelet, si Mohand Amokrane (tous les trois ont trouvé la mort par la suite), Teklal et Ghezali

Méziane, ce dernier représentant personnel de Monsieur Aït Ahmed Sans ambages, Si Méziane entra dans le vif du sujet.

« Frères, dit-il, nous vous avons appelés pour vous confier la tâche combien ardue de réorganiser la Kabylie. Je sais que vous avez tenu des responsabilités pendant la guerre et que vous les avez assumées avec brio. Aussi, sommes-nous sûrs de mettre entre de bonnes mains les destinées du F.F.S. en Kabylie, en vous confiant celles-ci à nouveau. Le comité de willaya que vous formez dorénavant sera présidé par Si Tahar, lequel sera assisté de Si Mohand Amokrane et de Kaci pour la Haute-Kabylie, de Mohand Arab, Teklal et, provisoirement de Hafidh pour la Basse-Kabylie ».

En raison de la présence de tous ses membres, le comité tint sa première séance et fixa le lieu et l'ordre du jour de la prochaine réunion. Celle-ci eut lieu, à la demande de Teklal, au douar Aït Abdel Moumène.

Dès nos premiers échanges de vue, mes appréhensions quant à l'efficacité de notre comité s'avèrent fondées. Prisonniers des méthodes de travail qu'il connut en France, Si Tahar échafaudait des plans qui eussent prêté à rire, n'était-ce le sérieux de la situation. Malheureusement ces plans qui s'inspiraient des anciennes activités de mes camarades, avaient l'assentiment de tous, à l'exception de Si Hafidh qui est, comme moi, un ancien officier de l'A.L.N. Il arriva même parfois que ce dernier se dressât contre moi, quitte à me réclamer par la suite une lettre pour Si El Hocine, arbitre suprême. Mais quelles étaient les conceptions que j'avais combattues sans succès et qui volèrent comme poussière au vent sous le souffle vigoureux de Sadok dès son retour de France où il s'en fut soigné une néphrose ? Selon mes camarades, la création des maquis était à exclure. Tout au plus fallait-il organiser des cellules de terroristes appelées à épauler le travail politique que d'autres accompliraient dans les villes.

— Cette méthode, préconisée par un jeune camarade lors de la réunion de Taourit, est certainement la meilleure, dis-je, si, bien entendu, nous obtenons auparavant l'accord de Ben Bella, sinon son indifférence. Encore faut-il reconnaître qu'à ce moment-là nous n'aurons plus besoin de terroristes en ce sens que la liberté que nous défendons existe. Mais puisqu'il est question d'attentats, pourquoi n'en organiserions-nous pas contre Boumediene et Ben Bella, les véritables responsables de la situation actuelle ? Il serait même nécessaire et bénéfique de tuer Ben Bella et d'accuser Boumediene d'avoir procédé à cette liquidation. Et la dékabylisatation qui nous préoccupe se réaliserait d'elle-même, puisque Boumediene fait l'unanimité contre lui. Dans un cas comme dans l'autre, nous gagnerions, puisque nous aurions éliminé le plus dangereux ».

Cette conception, que je n'étais pas le seul à défendre, déplaisait si fort à Monsieur Aït Ahmed que le comité refusa de la faire sienne. Même à l'époque où les gardes du corps de Ben Bella venaient nous relancer en Kabylie pour leur ordonner d'exécuter le secrétaire général du F.L.N., Aït Ahmed ne voulut pas de cette solution, sous le fallacieux prétexte de ne pas instaurer en Algérie « les mœurs politiques du Moyen-Orient ». Il lui fut même possible d'exécuter et Ben Bella et Boumediene à la fois. Mais il préférait faire tuer Saadaoui, Zmirli, plutôt que les deux principaux personnages du régime. Le jour où on l'arrêta dans son abri, il portait dans sa sacoche tous les documents secrets qu'il avait, exposant ainsi aux arrestations cinquante Kabyles travaillant à la Défense Nationale, le brave père Yahia, alias de Falco, le pharmacien Aïche, etc., etc.

« A l'usage, dis-je encore à mes camarades, vous vous apercevrez que vos méthodes pèchent par inadaptation. Où trouverez-vous les terroristes et comment les organiserez-vous ? Faut-il leur accorder des mensualités ou encore les faire cotiser ? De plus, nous avons vu, pendant notre guerre de libération, qu'il n'est pas possible pour un jeune homme d'accomplir des attentats en ville et de vaquer le lendemain à ses occupations habituelles s'il n'a pas la certitude qu'une porte de secours lui est ouverte : le maquis. Le terrorisme n'est pas une fin en soi mais un complément. D'autre part, les attentats attireront inmanquablement un quadrillage de la gendarmerie, et peut-être même de l'A.N.P., qui procéderont à des contrôles, des fouilles, des encercllements et à des tortures. Il sera très difficile de faire distribuer quoi que ce soit, même des tracts. N'oubliez surtout pas que, dans une guerre révolutionnaire, l'enjeu reste la population et non le terrain, que la nôtre nous échappera complètement si elle a l'impression que nous la conduisons au suicide. Notre victoire dépend d'un rapport de forces. Ou nous en avons et nous serons suivis jusqu'au bout, ou nous n'en avons pas et nous finirons par être isolés. Avec votre façon de procéder, nous finirons nous-mêmes par être arrêtés dans les 15 jours qui suivront les premiers attentats. Car il sera aisé à la police de se déplacer, de mener ses enquêtes, d'organiser, avec de l'argent, un système de renseignements des plus efficaces. Elle ne sera gênée ni par nos contrôles routiers ni par nos embuscades. De plus, je le répète pour qu'on ne l'oublie pas, l'action psychologique étant déterminante, la population n'optera en notre faveur que si elle voit évoluer dans chaque contrée nos groupes et nos sections. Le terrorisme lui-même y trouvera une base solide. Plus

nos actions militaires seront fréquentes, plus nous susciterons l'adhésion de la majorité de la population. Mes suggestions n'ayant pas eu l'agrément de mes camarades, je devins embarrassant, aussi continuèrent-ils à renverser Ben Bella sans moi. Ce qui ne m'empêchait pas de multiplier mes contacts à travers la Basse-Kabylie et l'Algérois, car j'étais convaincu que, tôt ou tard, et le plus tôt serait le mieux, le F.F.S. reviendrait aux méthodes du F.L.N. qui ont fait grandement leurs preuves. Et quoique le retard dont souffrait notre réorganisation me désolât, il n'était pas pour moi cependant un sujet d'inquiétude à l'égal de celle que m'inspirait le commandant Bouakache Amar. dit si Moussa. Ce dernier ne vint-il pas un jour me demander de coopérer avec lui, montrant par là qu'il ne reconnaissait pas l'autorité d'Aït Ahmed ? Le commandant, très connu dans la région des Ouacifs, maintenait mobilisés 300 jeunes volontaires. Il disposait de 700 armes que Mohand oul Hadj lui avait remises aux temps de sa précieuse gloire. C'est là une preuve certaine, pour ceux qui ne veulent pas le croire, que le colonel se serait rendu avec son ami Ali Yahia si Aït Ahmed l'avait voulu. Quelle est donc la raison de ce différend, me demandai-je ? On se souvient que Monsieur Aït Ahmed qualifia « d'opportunistes » Mohand oul Hadj et ses amis, parce qu'ils refusèrent d'achever leur lutte contre Ben Bella alors que le pays « était envahi à l'Ouest ». On est surpris de constater que le même homme s'est emporté contre Si Moussa parce que ce dernier refusait de démobiliser ses hommes et prétendait même qu'Aït Ahmed ne connaissait rien à la guerre. A n'en pas douter, cette querelle relevait d'une question d'autorité et non d'une recherche d'efficacité. L'avenir devait d'ailleurs démontrer que les conceptions de Si Moussa étaient les plus justes puisque, quelque temps plus tard, les soldats de ce dernier devinrent l'objet de toutes nos préoccupations. Auparavant, le commandant dont la position face à Aït Ahmed se trouvait forte, narguait celui-ci qui enrageait. Devant cette « rébellion » je me gardai de me prononcer, préférant attendre, pour être éclairé, le retour de Sadok dont Si Moussa se flattait d'avoir obtenu l'accord. Sur le moment, je le crus volontiers, d'autant plus que le frère Aït Medri Belaïd, ancien sous-préfet d'Azazga, me mit en garde contre la fausse modestie d'Aït Ahmed, « une fausse modestie cachant un immense orgueil et des rancunes aussi tenaces que les efforts d'une mouche contre une vitre ».

Le retour de Sadok en Kabylie est tout à son honneur. En effet, par l'intermédiaire de Omar Oussedik, Ben Bella lui proposa l'importante somme de 200 millions d'anciens francs s'il prolongeait encore son séjour en Europe, convaincu sans doute qu'Aït Ahmed n'aurait pas été capable de recréer les conditions propices à la reprise de la lutte. Mais Sadok refusa net et rompit avec notre ambassadeur à Sofia qui fut également son adjoint dans les maquis. Ah ! si seulement il avait pu conserver le même sens de l'honneur, la même fierté 18 mois plus tard ! Il est vrai que les conditions n'étaient plus les mêmes et que la somme était en augmentation de 50 millions, les millions de la honte ».

Mais, reprenons le fil de la narration, et renvoyons cette histoire de sous à plus tard.

L'arrivée de Sadok en Kabylie n'assagit pas seulement Moussa — pour quelque temps il est vrai — mais permit également d'arracher le F.F.S. du borbier de ses hésitations, de ses attermoissements lassants et décourageants. Du jour au lendemain, on parla groupes, sections, secteurs, régions, etc. tandis que le « 2 + 1 » de Si Tahar (« 2 + 1 » est le nombre de terroristes formant une cellule) fit place à une authentique organisation de guerre.

Malheureusement, au lieu de reprendre carrément les anciennes structures du F.L.N. qui avaient fait leurs preuves, Aït Ahmed se serait sans doute senti diminué en n'innovant pas. Il fit un tel amalgame des organisations chinoises et F.L.N. que beaucoup de nos militants ne s'y retrouvèrent pas.

Pour comprendre l'imbroglio qui en résulta, peut-être ne serait-il pas mauvais de comparer les deux organisations, celle du F.F.S. et celle du F.L.N. Les voici donc, chacune étant schématisée dans un tableau.

Organisation F.L.N. en Kabylie Willaya = 4 zones.	
Comité de Willaya :	
1 Colonel politico-militaire	1 Commandant adjoint politique
1 Commandant adjoint militaire	1 Commandant adjoint Liaisons et Renseignements.
1 Zone = 4 régions.	
Comité zonal :	
1 Capitaine politico-militaire	1 Lieutenant adjoint politique
1 Lieutenant adjoint militaire	1 Lieutenant adjoint Renseignements et Liaisons
1 Région = 4 secteurs.	

Comité régional :	
1 Sous-Lieutenant politico-militaire	1 Aspirant politique
1 Aspirant militaire	1 Aspirant Liaisons et Renseignements
1 Secteur = Comités de village.	
Comité sectoral :	
1 Adjudant politico-militaire	1 Sergent-chef adjoint politique
1 Sergent-chef adjoint militaire	1 Sergent-chef adjoint Liaisons et Renseignements
Organisation F.F.S. en Kabylie.	
Willaya = 3 districts. Comité de willaya :	
1 Coordinateur	Les 3 responsables de districts
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable politique et organique.	1 District = 2 zones. Comité de district :
1 Coordinateur	
Les 3 responsables de zones	
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable politique et organique	1 Zone = 3 régions. Comité zonal
1 Coordinateur	
Les 3 responsables de régions	
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable politique et organique.	1 Région = 3 secteurs: Comité régional
1 Coordinateur	
Les 3 responsables de secteur	
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable politique et organique.	1 Secteur = 3 fractions. Comité sectoral :
1 Coordinateur	
Les 3 responsables de fractions	
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable militaire (...)	1 Responsable politique et organique.

1 Fraction = 3 groupes de village. Comité de fraction :	
1 Coordinateur	
Les 3 responsables de groupes de village	
1 Responsable L.R.I.	1 Responsable financier
1 Responsable politique et organique.	
Comité de village :	
1 Coordinateur	
1 Responsable Liaisons, Renseignements, Informations	1 Responsable politique et d'organisation
1 Responsable financier.	1 Responsable refuges et accueils.

Les combattants et les militants étaient organisés comme suit :

Combattants : Un groupe = 11 hommes, une section = 19.
--

(Le nombre plafond de sections par secteur était fixé à trois.)

Militants : 1 cellule = 6 hommes, un groupe = 19. (Pas de limitation.)
--

La comparaison des deux tableaux montre, d'un côté une organisation simple où toutes les responsabilités étaient définies, d'un autre un sac d'embrouilles, fruit d'une imagination débridée et maniaque.

Le F.L.N. disposait, d'autre part, de cadres militaires (il faisait la guerre), à tous les échelons de sa hiérarchie. Il n'hésitait pas à donner des titres en conséquence, montrant par-là la force qu'il donnait aux mots, fussent-ils déplaire. Il n'en allait pas de même au F.F.S., où le mot « militaire » apparaissait, une seule et unique fois, à l'échelle du secteur. La guerre, qu'on escamotait sous le vocable de « révolution », n'était pas faite par des soldats, mais par des « militants armés ». Les médailles, les grades, étaient des mots bannis de notre vocabulaire. Quelle en était la raison ? Était-ce parce qu'Aït Ahmed répugnait à se donner, comme Sallal du Yémen, le grade de maréchal (son adjoint étant quand même un colonel) ou simplement parce qu'il avait la phobie du mot « militaire » ? La vérité est qu'il craignait que le F.F.S. secrétât un autre Boumediene qui aurait contrecarré les desseins politiques du zaïm, d'où sa haine pour Si Moussa qui persistait à porter son grade de commandant et à vouloir s'occuper des affaires militaires de toute la Kabylie. Cette obsession trouva son aboutissement logique le jour où Monsieur Aït Ahmed — il venait alors d'être arrêté par l'A.N.P. — refusa de remplacer Ben Bella à la tête de l'Etat comme le lui demanda Boumediene. « J'aurais accepté de patronner un tel putsch, dit-il au colonel Tahar Zbiri et au commandant Saïd Abid, si vous consentez à ce que l'A.N.P. ne soit plus une armée de métier »,

Cette réponse n'exprimait pas seulement une contradiction avec les buts de Monsieur Aït Ahmed qui étaient le renversement pur et simple de Ben Bella, mais également un non-sens politique et un manque de confiance en soi. Que pensait-il donc que ferait Boumediene ? Qu'il se suiciderait pour les beaux yeux du F.F.S. ? Il eût été possible, en raison du prestige de Monsieur Aït Ahmed et de l'impopularité de Boumediene, de créer des conditions politiques telles que l'A.N.P. n'aurait plus constitué une menace pour le pays. Certains pourront regretter que cela ne fût point, moi pas. Notons cependant que M. Aït Ahmed ne prit pas la peine de consulter ses cc amis » pour prendre une décision d'une pareille importance.

Si l'on se réfère aux directives d'Aït Ahmed et aux structures énoncées précédemment, rien ne manquait au F.F.S. pour entreprendre des actions d'envergure, hormis ces trois inutiles et insignifiantes choses que sont l'argent, les armes et les cadres compétents. Bien entendu, les problèmes d'argent et d'armes avaient déjà trouvé leur solution depuis longtemps — aux dires d'Aït Ahmed — (Ne m'avait-il pas dit, en effet, que le Maroc mettait à la disposition du F.F.S. des armes en grande quantité et 5 milliards d'anciens francs ?) Il restait donc à régler la question des cadres qui était d'une réelle difficulté mais qui, néanmoins, avec le temps et surtout l'action, aurait trouvé son dénouement.

Désigné, pour ma part, comme responsable de la zone IV, incontestablement la plus difficile à organiser du fait de l'implantation de milices populaires, composées en grande partie d'anciens harkis, j'eus fort à faire pour transposer, sur le terrain, les structures élaborées par Aït Ahmed. Il fallait, en effet, trouver des cadres compétents et jouissants surtout de la confiance de la population en raison de leur ardent patriotisme et de leur totale intégrité. A Beni Douala et à Maâtkas, la question fut vite réglée. Il n'en fut pas de même à Dra-ElMizan et à Sidi Ali Bou Nab. Cette dernière cependant n'allait pas tarder à trouver ses chefs en les personnes de Moh Chérif et d'Ali Rabah. Je dois noter — qu'on m'excuse de le souligner — que l'adhésion de ces deux hommes est due uniquement à la lecture de mon livre Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu, puisque quelque temps auparavant Hafidh avait désespéré d'obtenir leur concours. Quant à la région de Dra-el-Mizan, elle vit régler son cas un peu plus tard.

Si, comme on le voit, le problème des cadres trouvait difficilement sa solution, celui des effectifs ne se posait jamais. Outre que nous pouvions garder — je le répète —, la plupart des hommes de Mohand oul Hadj (ce dernier lui-même voulut revenir au maquis après son ralliement) le nombre de volontaires augmenta d'une façon extraordinaire par rapport à la période précédente. La raison était que la population avait pris en aversion beaucoup d'officiers et de sous-officiers de la Willaya III, dont la conduite, après le

cessez-le-feu, révolta tout le monde par ses atteintes à la dignité et à l'honneur. Mais peut-être ne serait-il pas mauvais, pour convaincre les plus sceptiques, d'établir un tableau comparatif de la situation, avant et après le ralliement de Mohand ouf Hadj.

Le tableau ci-après en rend compte : Nombre de volontaires

Régions	Maâtkas	Beni-Zmenzer	Beni-Douala	Ouadhias
Avant le Ralliement	30	40	38	36
Après le Ralliement	167	58	142	57

J'ai dit plus haut que,

lors de la réunion de Taourirt, Aït Ahmed Hocine qualifia « d'opportunistes » ceux qui refusèrent de continuer la lutte contre Ben Bella. Autrement dit, si le zaïm avait eu la possibilité de mener l'action à son terme, il n'aurait pas hésité à le faire. Eh ! bien non ! Outre que la plupart des soldats de Mohand oul Hadj je ne le répéterai jamais assez — pleuraient de rage en se rendant aux couards de l'A.N.P., nous aurions pu également en armer des milliers d'autres grâce à l'aide d'une grande puissance qui était prête à établir un pont aérien avec la Kabylie et remit même au zaïm un chèque de 500 millions de francs (anciens) pour parer aux dépenses les plus urgentes. Aït Ahmed ne trouva rien de mieux que de retourner ce chèque à l'envoyeur, avec prière de surseoir à cette aide, « en raison de l'affaire des frontières ». Un tract fut même rédigé pour flétrir « la perfidie de Hassan II ». Si vous y comprenez quelque chose, c'est que vous êtes un devin. Bien entendu, je n'ai connu que plus tard, plus exactement après le ralliement de Sadok et d'Aït Ahmed, le fond de l'histoire. J'appris autre chose encore, mais toujours trop tard. Mais avant de vous entretenir de celle-ci, permettez-moi une digression.

Au lendemain de notre guerre de libération, des financiers américains — probablement avec l'accord du Président Kennedy —, offrirent à l'Algérie un prêt sans intérêt de 200 millions de dollars (100 milliards d'anciens francs). Quelle aubaine inespérée pour un gouvernement désargenté ! Monsieur Ben Bella, on le devine, accueillit cette offre avec joie. Mais il ne tarda pas à se repentir d'une acceptation aussi hâtive et à refuser cet argent. En effet, il se rendit compte, comme le lui firent remarquer ses conseillers, que « l'Algérie socialiste ne pouvait recevoir d'aide des pays capitalistes », sauf, bien entendu, quand il s'agissait de farine ou d'autres denrées alimentaires. (Il est vrai que les Algériens ne sont pas encore habitués au riz chinois et aux fèves égyptiennes.)

De la même manière et pour les mêmes raisons — aux dires de Monsieur Aït Ahmed Mohand Amokrane, le frère du zaïm — le leader du F.F.S. refusa l'aide inconditionnelle et diversifiée de l'Espagne. L'Islam tolère que ses fidèles mangent du porc dans les cas d'absolue nécessité, les Marxistes, eux, préfèrent mourir que de recevoir l'aide « fasciste ». il est encore vrai que l'intolérance du Marxisme est bien connue. Je voudrais quand même savoir, ne lisant pas les journaux, si Franco est mort du refus dédaigneux d'Aït Ahmed !

L'appui des pays de l'Est acquis à Ben Bella, l'aide des pays capitalistes repoussée, il resta au F.F.S., pour renverser le régime, la baraka de Cheikh Mohand oul Hocine. Si paradoxal que cela puisse paraître à des esprits cartésiens, il est cependant aisé de saisir que Monsieur Aït Ahmed a voulu combattre les mains nues et le dos au Djurdjura. Non qu'il ait des tendances au suicide — on l'a vu à Maison-Blanche en 1956 et lors de sa capture par l'A.N.P. —, mais parce qu'il craignait, s'il renversait le régime avec le concours de l'Occident et des seuls Kabyles, d'être obligé de faire à l'un des concessions d'une importance vitale sur des questions doctrinales, et d'apparaître aux autres comme leur Barzani. Lui qui avait toujours combattu le berbérisme et qui aurait repoussé les propositions d'un frère Marocain dans ce domaine, il ne pouvait encourager une doctrine aussi nuisible. On se demande, d'ailleurs, pourquoi il n'a pas fait sa « révolution » du côté de Boussaâda.

Si, comme je l'ai dit plus haut, le problème du recrutement des volontaires était résolu d'emblée à Beni Douala, Maâtkas et dans les douars qui s'y rattachent, à Sidi Ali Bou Nab il ne se posa jamais. Avec une détermination farouche et une unanimité jamais réalisée, la population de ces montagnes héroïques accepta de nouveaux sacrifices et pour une cause bien entendue : le refus d'être Arabe.

Nos militants, recherchés, vauquaient à leurs occupations habituelles sous l'œil et à la barbe des gendarmes. Je pus moi-même m'attabler, en compagnie de chefs régionaux tout aussi recherchés que moi, avec des maires et des gardes-champêtres, qui n'ignoraient absolument rien de nos activités.

Dans la région de Dra-El-Mizan, tout n'était pas perdu, beaucoup s'en fallait. Quelques attentats non synchronisés y étaient cependant nécessaires pour mettre un terme à l'action nuisible de Sadaoui et de Driss

Ahmed. Aït Ahmed s'y opposa sous le prétexte de la « dékabylisisation du problème », Mais lorsque plus tard l'A.N.P. nous fit la chasse, notre leader s'impacenta de voir Saâdaoui et Zmirli échapper à nos coups. Désespérant de freiner les agissements de nos ennemis qui se déplaçaient alors sans protection, j'envisageai, pour ma part, d'armer ceux de nos militants recherchés, d'autant plus que l'A.N.P. venait d'inaugurer ses cycles de ratissage et d'encercllement. Je demandai donc des armes à Aït Ahmed qui m'envoya 19 Mas 36 avec 400 cartouches, soit une moyenne de 21 cartouches par fusil.

Je savais, pour l'avoir entendu dire, que les armes ne manquaient pas ou que nous allions en recevoir, aussi considérai-je ce lot comme un palliatif. Mais comme l'A.N.P. devenait plus agressive, on m'informa qu'un autre lot > que je devinai plus important, allait nous être remis, à Ali Rabah et à moi, à Tahechat. Je mobilisai, pour la circonstance, une quarantaine d'hommes environ et trois bêtes de somme, croyant, en toute naïveté, que j'allais ainsi former la première compagnie de la zone. Quelle ne fut donc ma déception de trouver, au lieu indiqué, les vieilles armes suivantes, toutes couvertes de rouille :

un F.M. 24-29 avec 90 cartouches, 19 autres Mas 36 avec 20 cartouches pour l'ensemble, soit, si je sais bien compter, une cartouche par fusil. 12 mitraillettes (4 allemandes, 4 françaises et quatre chinoises) absolument sans aucune cartouche.

Le tout était accompagné d'une lettre d'Aït Ahmed dans laquelle il exhortait son « cher Mohand Arab » à se procurer lui-même les munitions nécessaires. Bien entendu, je n'avais aucune accointance avec les anges ni avec le diable, pour en avoir. Il me fallut donc me contenter de ce que l'on m'avait donné, à savoir 38 Mas 36 avec 420 cartouches, un F.M. 24-29 avec 90, et 12 mitraillettes démunies de munitions. Comme vous le voyez, nous avions tant voulu « dékabyliser » le problème qu'il se trouva résolu.

Le plus grave, c'était que le zaïm souffrit cette situation sans prendre la décision de quitter le pays à tout prix, comme d'autres le firent par la suite, pour résoudre ces problèmes vitaux. Il poussa même l'inconscience

jusqu'à me demander d'insister — dans la motion que nous adoptâmes lors de notre congrès et dont je parlerai plus loin — sur notre manque d'armes et de munitions, comme si leur abondance dépendait d'un autre que lui. Il voyait ainsi mourir et nos camarades et le mouvement, et refusait lui-même de risquer le tout pour le tout. Peut-être pensait-il qu'il était assez dignement représenté à l'extérieur par cette « fripouille » de Ben Younès, dit Daniel, qui préféra ramener le F.F.S. à une portion congrue plutôt que de renoncer à ses chères « responsabilités ». Bien entendu les rapports ne manquaient pas sur l'incompétence de ce bonhomme, mais il resta, envers et contre tous, l'homme du F.F.S. parce que « socialiste ».

L'espoir de jours meilleurs subsistant toujours (« Hassan II ne devait-il pas nous envoyer des armes et de l'argent ? ») j'organisai mes maquis avec les armes reçues et celles détenues par les anciens Moudjahidines qui avaient voulu faire le chemin avec nous. Je pus ainsi mettre sur pied une section de 36 hommes à Beni-Douala, deux groupes de 11 à Maâtkas et à Dra-El-Mizan et un autre de 17 à Sidi Ali Bou Nab, soit au total 75 hommes.

En face de ceux-ci, l'adversaire mettait en ligne environ 1.500 hommes de l'A.N.P. répartis en 14 postes et 461 miliciens, pour la plupart d'anciens harkis. Bien entendu, j'aurais pu facilement armer 2.000 hommes les premiers temps si j'avais eu des armes, car il n'était pas rare d'enregistrer, dans un seul village et en un seul jour, les noms de trente à quarante volontaires. Par la suite, beaucoup de ces derniers se firent arrêter et torturer pendant que d'autres quittaient le pays. Dans la seule région de Port-Gueydon, m'avait-on dit, 260 de nos militants avaient pris le maquis sans armes...

En plus des armes ainsi dénombrées, je reçus 600.000 anciens francs pour subvenir aux besoins des combattants et de leurs familles. On me remit également des carnets de cotisations qui n'eurent aucun pouvoir en ce sens que les gens auxquels ils s'adressaient — les plus aisés bien entendu — refusaient d'élever un vampire qui suceraient leur sang.

Cette attitude est fort compréhensible. On ne peut être à la fois contre le socialisme et pour son soutien. Ceux qui ont enfreint cette règle ne nous ont pas aidés parce que nous prônions le socialisme, mais parce qu'ils considéraient notre lutte comme une opération de survie face à un arabisme agressif.

Comme on l'a constaté par la suite, la lettre S. devint la prison et, plus tard, la tombe de nos aspirations. Il était évident que nous nagerions jusqu'à étouffer dans nos contradictions. Nous luttions en effet pour la liberté et nous rêvions de nationalisations, de dissolution de la propriété privée. Nous combattions la dictature, le régime policier, c'est-à-dire le parti unique et Monsieur Aït Ahmed nous en promettait un. Nous attendions des puissances Maghrébines — du Maroc surtout — une aide substantielle pour renverser le régime socialiste spécifique et nous nous propositions d'en instaurer un autre dont le socialisme serait plus

scientifique. Nous flattions l'amour des Kabyles pour la liberté et nous nous préparions à dissoudre leur personnalité dans le vaste creuset de l'arabisme. A ce jeu, au bout de quelques mois d'existence — et c'était prévu — le F.F.S. devint une véritable peau de chagrin. J'avais espéré, pour ma part, et j'en informais des amis, que Monsieur Ferhat Abbas accueillerait avec bienveillance mes propositions qui eussent totalement isolé Aït Ahmed au sein des maquis. Mais Monsieur Abbas ne pouvait pas savoir ni croire que le zaïm était le seul socialiste du F.F.S. en Kabylie.

Manquant donc d'argent, je recourus aux expédients. Même les tomates, nous les achetions à crédit. Car, en huit mois, et pour toute la zone, je perçus 3.1.00.000 anciens francs, alors que mes besoins mensuels étaient chiffrés à environ 10 millions. Même lorsque l'argent afflua, grâce à Khidder, dans les caisses du F.F.S., nous fûmes totalement oubliés. On nous crut morts, paraît-il quand j'appris que les combattants des autres zones percevaient depuis un semestre déjà des soldes mensuelles de 20.000 anciens francs, je vis rouge. Je dépêchai auprès d'Aït Ahmed mon adjoint, Saheb Amar muni d'une lettre dans laquelle, comme à mon habitude, je ne mâchai pas mes mots.

« Je sais que je déplais, ai-je dit en substance, mais il était plus juste de me relever des fonctions auxquelles je ne tenais pas tant et je l'ai montré — que de punir, à travers ma modeste personne, des combattants et des militants qui ne m'avaient fait confiance que parce que je faisais partie de l'opposition. Indubitablement, cela se dénomme « punition collective » et c'est ignoble. »

Loin de me donner l'argent dont j'avais un pressant besoin, Monsieur Aït Ahmed me répondit « qu'il se refusait à toute polémique qui ne profiterait qu'au pouvoir », et qu'au surplus, « il ne pouvait me remettre de l'argent, ne désirant pas transgresser les règles de la voie hiérarchique ». Bien entendu, mon adjoint, après s'être rendu à l'échelon régulier, revint avec un paquet de tracts tout aussi capables de régler nos problèmes qu'un pet de renverser un train. Quant à l'argent, Aït Ahmed le remit à Ben Bella (300 millions) avec des documents si importants et si compromettants pour beaucoup de nos militants, qu'en plus du Père de Falco et du pharmacien Aïche, cinquante de ceux-ci, tous Kabyles, furent arrêtés par la Défense nationale dont ils trahissaient les secrets. Ce qui fit appeler Aït Ahmed « les archives ambulantes » ou le « colporteur de Michelet ».

Signalons que Monsieur Aït Ahmed ne m'avait pas privé de moyens financiers parce que je m'étais rebellé contre lui, à l'instar de Si Moussa et de Si Rezki, mais uniquement parce que j'avais rédigé et fait triompher, avec le précieux concours d'Aït Medri, une motion qui ne laissa pas de place à la doctrine socialiste si chère à notre leader. Bien entendu, ni Si Moussa ni Si Rezki ne bénéficièrent de ces mêmes moyens.

Le comble, c'est qu'à travers nos trois personnes, plus de la moitié de la Kabylie se trouvait punie. Périrent tous les Kabyles s'ils refusent le socialisme ! Le F.F.S. n'embrassant plus que les régions de Michelet et d'Azazga, Aït Ahmed ne parut plus être un leader algérien, mais bien le monarque de la Haute-Kabylie, le roi de Koukou en quelque sorte.

CINQUIEME PARTIE

Dans le but de dékabyliser le F.F.S., le colonel Sadok rejoignit la Willaya IV qu'il dirigea pendant quelque temps à la suite du colonel Ouamrane dont il était l'adjoint. Il espérait y trouver le soutien de tous ceux qui l'ont connu durant la première guerre de libération et, à ce titre, il réussit à grouper autour de lui quelques hommes qui ont eu le mérite de demeurer fidèles à l'esprit d'unité des premiers temps. Il n'en demeure pas moins que, pour que son action fût efficace, il lui aurait fallu susciter l'intérêt des cadres les plus influents, principalement du commandant Lakhdar dont le prestige reste grand en Willaya IV. Malheureusement, Sadok s'était montré ombrageux de leur ascension, ô combien méritée, et refusa, au lendemain du cessez-le-feu, de se séparer de son grand ami Omar Oussedik dont les actions en Willaya IV n'auraient pas toujours été heureuses. Ce passé n'ayant pas permis qu'une collaboration fructueuse s'établisse entre Sadok et ses anciens subordonnés, le colonel demanda à Moussa de lui dépêcher une compagnie destinée à être l'ossature de la nouvelle organisation.

D'abord réticent, le commandant accepta finalement de se séparer de cette compagnie qu'on lui demandait. Celle-ci dut rebrousser chemin à la suite d'un petit accrochage avec la milice de Dra-El-Mizan.

Moussa mit à profit cette occasion pour se rebeller contre Aït Ahmed qu'il qualifiait « d'incapable », «

d'ambitieux » et de « malhonnête ». La situation devint dramatique, car la position de notre camarade ne mettait pas seulement en cause l'autorité d'Aït Ahmed, mais également l'expansion de la lutte et partant sa réussite. Moussa n'avait cependant pas tort de se rebeller ainsi. D'abord parce que le Zaïm lui avait ordonné, quelques mois auparavant, de désarmer ces mêmes hommes qui seraient rentrés chez eux et donc perdus pour le mouvement. Ensuite parce que ce même Zaïm ignorait complètement le commandant qu'il refusait d'associer à la direction du parti. Aït Ahmed avait besoin des hommes que Moussa vêtit et nourrit avec l'aide de la population (chose que Monsieur Aït Ahmed lui reprocha) mais pas de leur chef. La rancune avait ainsi remplacé la politique et la sagesse.

Il va de soi qu'en raison des dangers que l'intransigeante position du commandant Bouakache, dit Si Moussa, faisait courir à Sadok et au frein qu'elle mettait à l'expansion de la lutte, Aït Ahmed saisit tous les responsables en exercice de cette épineuse affaire pour lui trouver une issue. Nous nous réunîmes à cet effet à Illilten. Je me fis alors fort de régler cette question, alléguant pour cela de l'amitié qui me liait au commandant réfractaire. Mon but, ce faisant, était double : a) Donner à l'opposition de Si Moussa une consistance politique et lui fournir des arguments idoines ; b) Obliger Aït Ahmed à dévoiler ses véritables conceptions et, par là-même, ses vues sur le devenir du pays. Car je me refusais à prendre pour de l'argent comptant son affirmation souventes fois répétées de quitter la scène politique une fois Ben Bella renversé. J'avoue n'avoir pas réussi à orienter dans le sens voulu les revendications du commandant trop imbu de sa personne et absolument inculte. Par contre, grâce au concours d'Aït Medri, nous connûmes amplement, pour les déplorer et les combattre, les intentions du zaïm. Nous sûmes ainsi que notre lutte n'avait pas la même signification pour nous tous. Mais les ruses d'Aït Ahmed et surtout la veulerie de certains firent que ce combat n'eut pas les répercussions qu'il eût fallu qu'il eût. C'était donc à juste titre que je désignais le F.F.S. sous le nom de « Zaouia », ce qu'Aït Ahmed lui-même aurait appelé « la cour du roi Pétaud ».

Lorsque je me rendis auprès de Si Moussa dont le P.C. se trouvait au Djurdjura, je fus surpris de son exaspération, de sa méfiance. Alors que peu de temps auparavant, nous étions, lui et moi, en très bons termes, il se montra ce jour-là si circonspect que mon amour-propre s'en ressentit. Mais vu l'importance de la partie, je foulais aux pieds mes ressentiments et fis tous les gestes rassurants qui témoignèrent de mes bonnes intentions. D'autant plus que je n'ignorais pas le bien-fondé des griefs que mon hôte pouvait et avait le droit de nourrir contre « le Pharaon de Michelet ».

En effet, on lui demandait de se dessaisir des sections qu'il avait formées et entretenues contre l'avis d'Aït Ahmed, mais on le laissait à l'écart de toutes les décisions qui se prenaient, non seulement sur l'ensemble des questions qui se posaient au F.F.S., mais sur le sort de ses sections elles-mêmes. ON voulait sans doute le punir d'avoir eu raison contre tous en ayant maintenu complets ses effectifs qui échappèrent ainsi à la «dékabylisation ».

Mis en confiance par le dépôt de mes armes, le commandant se détendit et se prêta enfin à la discussion.

Si Moussa, lui dis-je, je sais combien tu as raison contre Aït Ahmed, mais tu ne dois pas oublier que son nom a plus de résonance que les nôtres. Il nous faut, par conséquent, éviter de tomber dans la critique irraisonnée et empreinte d'un caractère passionnel et, surtout, de mêler nos combattants à ce différend.

Je suis d'accord, me dit-il. Mais tu avoueras qu'il devient lassant de faire la guerre uniquement avec un nom, si prestigieux soit-il. Que Monsieur Aït Ahmed parte à l'extérieur pour nous ravitailler en armes et en munitions au lieu de s'adonner à des chicanes, à des vétilles. S'il veut être le chef, qu'il le montre et surtout qu'il le prouve en nous fournissant ce dont nous avons le plus pressant besoin. Sinon, qu'il nous oublie. Car combattre le régime avec seulement un nom ou, si tu préfères, avec la Baraka, c'est une aberration, une folie qui ne m'a pas encore atteint.

Sais-tu que ces combattants qu'il « m'ordonne » de lui remettre, il a exigé de moi que je les démobilise après le ralliement de Mohand oul Hadj ? Il m'a même reproché de recourir, pour les nourrir et les vêtir, à l'aide de la population ou même à celle des commerçants Kabyles vivant en Oranie ou dans le Constantinois ?

Par ailleurs je me refuse à me munir d'un encensoir comme Si Hafidh et les autres. J'ai demandé et je demande encore la tenue d'un congrès du F.F.S. Aït Ahmed s'y oppose en excipant de raisons d'opportunité et de sécurité. Les bonnes paroles ! Oublie-t-il donc que le F.L.N. a tenu son congrès au plus fort de la guerre et dans une région très dangereuse : la vallée de la Soummam ?

Nous sommes nombreux à être de ton avis en ce qui concerne la tenue d'un congrès et le départ d'Aït Ahmed à l'extérieur. Mais tu conviendras qu'il n'est pas souhaitable qu'il soit arrêté car, psychologiquement, ce sera terrible.

Tu crois cela ? Je me demande bien parfois s'il n'est pas préférable de le livrer à Ben Bella. En tout cas moi,

je me refuse à m'abaisser devant lui, car il est devenu plus prétentieux et plus dangereux que Krim Belkacem dont il a adopté les mauvaises méthodes sans en avoir le courage et l'esprit d'initiative. Comme ce dernier, il a ses chouchous, ses cireurs de bottes.

—Je te répète que nous sommes nombreux à constater en lui tous ces défauts et surtout ses indécisions qui pourrissent les problèmes. Mais nous ne pourrions pas aller jusqu'à l'extrémité que tu envisages. Ce qui compte pour nous, c'est de lui arracher des concessions politiques, de l'obliger à se départir de sa réserve et à dévoiler ses desseins. Et sur ce point tu as une carte maîtresse à jouer. En effet, un différend a surgi entre Sadok et Aït Ahmed (ce qui n'était pas vrai à l'époque). Il faut donc nous serrer autour du colonel, renforcer sa position face à son adversaire. Il est donc nécessaire que tu dépêches la compagnie que tu lui as promise et qu'il attend pour passer à l'action directe.

D'autre part, j'ai reçu de ce dernier un message dans lequel il me demande d'entrer en rapport avec toi afin d'élaborer une tactique propre à annihiler les prétentions du zaïm (ce qui était également faux). Il nous faut donc envisager sérieusement notre étroite collaboration dans ce domaine.

Séduit par ma proposition, Moussa m'invita à revenir le voir une semaine après, afin que la question fût étudiée dans tous ses prolongements en présence de Si Rezki, le responsable de la zone III, également en lutte ouverte contre Aït Ahmed. Incontestablement, je m'étais trop aventuré. Aussi, pris-je soin, dans l'impossibilité où j'étais de prendre contact avec Sadok, d'informer Aït Ahmed de la tournure que j'avais donnée aux événements.

A vrai dire, j'aurais pu aller jusqu'au bout de mon plan sans en informer quiconque et surtout sans en référer à Aït Ahmed dont je voulais contrecarrer les desseins. Mais je n'avais pas confiance en le commandant dont l'ambition se bornait à la direction des affaires militaires de la Willaya. Il pouvait, dans le cas où Aït Ahmed lui ferait cette concession, m'abandonner et être parmi les premiers à m'accuser de trahison.

D'autre part, j'ignorais absolument quelle serait la position de Sadok, d'autant plus qu'il m'avait dit un jour que rien ne le séparait d'Aït Ahmed, quoique par la suite une grande inimitié règne entre eux au point de leur obscurcir le jugement. Ne connaissant donc pas les intentions de Sadok et ne pouvant deviner sa réaction, j'informai Aït Ahmed de la tactique que j'avais adoptée vis-à-vis de Moussa. Je la justifiai surtout par le fait qu'en plaçant Sadok à la tête de la rébellion, j'empêchai Moussa de nuire et l'offrait ainsi au glaive justicier de son supérieur hiérarchique. Inconsciemment, je venais ainsi d'éveiller la méfiance du zaïm qui me répondit par une lettre ainsi conçue : «... De l'avis de tout le monde ici, vous avez été trop loin. En faisant état d'un différend entre Sadok et moi, vous donnez à Moussa des raisons de persévérer dans sa rébellion... ». Comme d'autre part, j'avais demandé au zaïm d'éclairer Sadok sur ce problème, je reçus une lettre qui n'était qu'un faux, dans laquelle le Colonel nous encourageait à persévérer dans notre action. Pourquoi Aït Ahmed recourut-il à ce faux grossier qu'il voulut faire passer pour un écrit authentique ? Ne pouvait-il contacter Sadok ou avait-il eu peur d'offrir une arme à son antagoniste ? Sur le moment je ne sus que penser ni que faire, sinon que me désoler de ne pas avoir de liaison avec le Colonel, j'étais placé devant le dilemme : épouser les idées de Moussa, extrémiste et instable, sans préjuger de la position de Sadok, et par là-même entrer à mon tour en rébellion ouverte, ou attendre et regarder. De toute façon, j'avais une semaine devant moi pour prendre une décision définitive. Il était clair cependant, que je ne pouvais pas risquer de provoquer l'éclatement du F.F.S. sur lequel des millions de personnes fondaient leur espoir, dans le seul but de satisfaire aux désirs d'un homme en mal de commandement. Car, absolument étranger à toute doctrine politique, Moussa se désintéressait totalement du devenir du pays. Il était donc à craindre que je fasse un jour les frais d'une possible réconciliation entre les deux frères ennemis pour peu qu'Aït Ahmed réalisât les aspirations du commandant. Ce dernier se montrait cependant prêt à me remettre deux sections pour ma zone, une compagnie pour Sadok, à condition, bien entendu, que je reconnusse son autorité. La proposition était tentante. Non seulement, j'obtenais une compagnie pour Sadok, mais j'affaiblissais également le commandant qui se séparait de ses sections, se rendant ainsi inoffensif, vulnérable même. Quel pouvait être l'accueil d'Aït Ahmed à cette solution heureuse ? Alors que je l'espérais positif, le leader du F.F.S. me répondit que « le cas Moussa se réglerait de lui-même avec le temps, qu'il ne fallait pas, par conséquent, lui accorder trop d'importance (!). D'ailleurs, les soldats de Moussa ne tarderaient pas à abandonner leur chef. »

Quelle était donc la cause de ce revirement ? Aït Ahmed avait-il été sincère dans son analyse ou bien avait-il craint seulement de voir les forces dont disposait Moussa passer sous le contrôle d'éléments plus politisés ? Ah! si seulement j'avais pu avoir des liaisons avec Sadok ! Ce n'est qu'après que je connus la position de ce dernier. Il était alors trop tard.

Nonobstant les prévisions optimistes d'Aït Ahmed, le cas Moussa empira à tel point que le zaïm ordonna à son adjoint de l'en débarrasser « par n'importe quel moyen ». Il savait alors que Moussa n'avait plus de sympathie pour nous.

Pour ma part, et bien avant le retour de Sadok en Kabylie, je m'inclinai devant cette nouvelle interprétation concernant le cas Moussa. Néanmoins, je rusais assez pour amener Aït Ahmed à accepter la tenue d'un congrès, comme le commandant ne cessa de le demander.

« Si Aït Ahmed refuse une nouvelle fois la tenue de ce congrès, dis-je à Moussa, nous nous séparerons de lui, quoi qu'il advienne. Dans le cas contraire, nous l'obligerons à céder quelques-unes de toutes les responsabilités qu'il détient. Dans notre intérêt à tous, il faut que nous procédions à la répartition des tâches. »

Je compris que Moussa ne voulait plus s'arrêter à cette idée de congrès dont il avait fait auparavant son cheval de bataille, estimant sans doute qu'elle était dépassée. Indubitablement, il aurait voulu obliger Aït Ahmed à lui reconnaître une position d'égalité dans la hiérarchie du parti ou du moins lui arracher la direction des affaires militaires. Car il préjugait que ses ambitions ne seraient pas satisfaites par des congressistes inconditionnels ou admiratifs. Il ne put néanmoins s'opposer à la démarche que je voulus tenter.

Je me rendis donc auprès d'Aït Ahmed avec l'intention arrêtée de me séparer de lui s'il repoussait la tenue de ce congrès. Car il devenait nécessaire de définir l'orientation politique du parti ou, pour le moins, de connaître, sur ce point, les intentions du zaïm. D'ailleurs, ce manque d'orientation pesait lourdement sur le mouvement et éloignait de nous tous les éléments politisés. Pour ces derniers, le F.F.S. n'était qu'un marché de dupes, une espèce de chèque blanc qu'on écrivait avec du sang. Et l'avenir leur donna raison.

Pour mieux séduire Aït Ahmed, je réclamai la mort de Moussa dont j'avais noirci les desseins, sachant pertinemment combien ce dernier était invulnérable. Puis, avec circonspection, je me rangeai du côté d'Aït Medri qui, fidèle à ses habitudes, entonna l'hymne à la démocratie et exprima son étonnement devant l'isolement dont le commandant était la victime. Ensemble, nous demandâmes finalement à le rencontrer.

— Je sais, dis-je à Monsieur Aït Ahmed, que votre amour-propre en sera froissé, mais il est nécessaire, dans l'intérêt de tous, que cette affaire Moussa soit réglée.

Ainsi nous vîmes à bout de son opposition et envoyâmes un messenger près de Moussa avec le mot de passe convenu entre nous deux. Ce dernier arriva avec ses importantes escortes habituelles et prêtes enfin à dire de vive voix ce qu'il pensait d'Aït Ahmed. Avec un courage digne d'éloges, il répéta devant nous toutes les critiques qu'il faisait sur l'attitude du zaïm. Non seulement il énonça tous ses griefs, mais il les jeta comme un paquet de linge sale à la face de son adversaire, tant et si bien que ses outrances verbales nous indisposèrent. Il nous eût été impossible de reprendre ses critiques sans être malhonnêtes. Seuls les arguments en faveur d'une réunion périodique furent retenus et habilement repris par Aït Medri. Mais si cette intervention plut à Moussa, elle ne fut pas du tout du goût de tout le monde. Aït Ahmed cependant se montra conciliant, plus modeste que jamais. Il proposa même de renoncer au leadership si telle était la volonté générale, sachant d'ailleurs pertinemment qu'assez de voix s'élèveraient pour l'en dissuader.

Cette petite et habituelle comédie terminée, nous convînmes de la nécessité d'une réunion de tous les cadres en vue de définir l'orientation politique du mouvement et de régler les questions organiques demeurées jusqu'alors en suspens en raison de l'ostracisme qui frappa Si Moussa. Nous nous donnâmes un délai de dix jours, fixâmes un point de ralliement et nous séparâmes afin d'informer nos camarades des régions éloignées. Je devais, pour ma part, emprunter la même voie que Moussa et son ami Si Rezki pour revenir en Basse-Kabylie.

Quoique le printemps fût en avance, il neigeait encore sur les hauts sommets du Djurdjura, tandis qu'une pluie incessante et drue tombait sur le reste de la Kabylie. Mouillés jusqu'aux os, fouettés par un vent glacial chargé de grêle et de neige, nous marchions difficilement dans les sentiers rocaillieux et étroits. Un brouillard épais restreignait la visibilité et rendait illusoire toute inspection du terrain. Cependant nous étions rassérénés, car nous étions à son lieu de penser que l'A.N.P. pût monter des opérations ou dresser des embuscades par un si mauvais temps. Ce fut ainsi que nous parvînmes dans un petit village dont le nom m'échappe et que nous devons traverser pour la bonne raison que tous les sentiers des environs y conduisent. Plusieurs de nos camarades profitèrent de ce passage pour faire leurs provisions de cigarettes ou de biscuits. Ils entrèrent, pour ce faire, dans une petite épicerie comme on en trouve beaucoup dans les villages Kabyles. Mais à peine le premier y mit-il les pieds que les clients en sortirent, la mine pâle et défaite. Surpris par ce froid accueil, nous nous étonnâmes auprès de ces villageois dont la frayeur prenait

des allures de panique. Nous en fûmes d'autant plus étonnés que notre guide était originaire d'un village voisin et, par conséquent, connu d'eux. Mais cet homme s'était si bien encapuchonné qu'il leur fut difficile de le distinguer de prime abord. Par conséquent, nous passâmes à leurs yeux pour des éléments de l'A.N.P. qui, non seulement avaient ce matin-là encerclé leur hameau, mais y avaient trouvé refuge. D'où cette méprise. Mais sitôt reconnus, leur attitude à notre égard changea. Grâce à eux, nous connûmes la position de l'ennemi que nous résolûmes d'attaquer sur-le-champ. Les supplications, les pleurs et la frayeur de cette population qui en a tant vu nous fit cependant renoncer à ce projet. Nous rebroussâmes alors chemin, pour gagner un village voisin où nous trouvâmes un accueil des plus chaleureux, pour ma part, je mis deux jours pour regagner mon P.C. qui se trouvait dans la région de Béni-Douala. Cette dernière était alors bien plus favorable qu'elle ne le fut par la suite. Car, malgré ses encerclements, ses ratissages, ses viols, ses vols, ses fusillades, ses tortures, l'armée naturellement partisane (A.N.P.) de Boumediene n'avait pas réussi à ébranler les convictions de la population plus que jamais attachée à la liberté et décidée à la défendre. Partout on nous réclamait des armes, non pas pour bouter les Arabophones hors du pays — comme on pourrait le croire mais pour les obliger à ne pas nier la personnalité berbère. On voulait et l'on veut encore que l'arabisme ne fasse pas fi de nos valeurs culturelles et morales et nous ne force pas à nous fondre dans son creuset raciste, en opposition avec les préceptes de l'Islam. Il faut, je le répète, que les Arabophones d'Algérie s'accommodent de la présence des Berbérophones et ne cherchent pas à faire d'eux ce qu'ils ne sont pas. Ce n'est qu'à cette condition d'ailleurs que l'Algérie trouvera sa stabilité et son équilibre. C'est pour cela aussi, abstraction faite de tout choix politique, que la Kabylie a soutenu sans restriction le F.F.S. de Mohand oul Hadj dont les préoccupations rejoignaient les siennes.

Dans chaque village, les volontaires affluaient, parmi lesquels on comptait beaucoup de femmes. Grâce surtout à ces dernières l'intendance suivait. On peut affirmer, sans risque d'être contredit; que jamais la Kabylie ne fut si unanimement décidée à lutter contre l'occupation « étrangère ». Le régime de Ben Bella eût sans aucun doute été renversé si, à la place des armes et de l'argent que nous attendions, nous n'avions reçu des tracts. De telle sorte que nos militants les plus actifs furent exposés, sans défense, aux arrestations de l'adversaire ou livrés à la misère et à la faim. Ce fut ainsi qu'en un seul jour, une dizaine de nos militants les plus mordants furent mis hors de combat à Taourirt Moussa. Et ces gens simples et dynamiques n'avaient pas donné à leur combat cette étiquette politique dont on s'est complu à les affubler. Ils combattaient pour leur survie, pour la liberté et rien de plus. C'est pourquoi le ralliement de Mohand oul Hadj et, plus tard, celui d'Aït Ahmed et de Sadok constituèrent des opérations malhonnêtes doublées d'une escroquerie — s'ils ne sont pas une trahison.

Lasse, déçue, meurtrie, injuriée, volée, torturée, la population nous abandonna, sans nous trahir, obligée qu'elle était de s'arrêter pour soigner ses blessures dont nous étions en grande partie responsables. Nos soldats eux-mêmes commençaient à douter du succès de notre entreprise, et leur combativité s'en ressentit d'autant plus vite que les munitions étaient quasi épuisées. Faute d'armes et de cartouches, chaque homme perdu était irremplaçable. Nos militants se faisaient chasser comme des lapins dans les bois. Nous ne comptions pas ceux qui tombaient, mais les survivants de chaque accrochage. J'avais pour ma part prévu, de longue date, l'étiollement graduel du F.F.S., pour la bonne raison qu'en voulant à tout prix dékabylisier le problème, nous l'avions du même coup privé de ses moyens efficaces et de l'aide extérieure,

En effet, j'avais coutume de dire à mes hommes de supporter stoïquement leurs dures épreuves car « le bébé dont accoucha Aït Ahmed ou qu'il baptisa portait son malheur dans son nom et ne pouvait grandir malgré le sang dont il se nourrit. »

J'essayai, pour arrêter le mouvement dans sa descente fatale, de lui donner un autre cours en demandant au Président Ferhat Abbas de venir à notre secours. Ce dernier préféra, aux dires d'Aït Ahmed, répondre à ce dernier plutôt qu'à moi. Et en cela, il n'est pas à blâmer.

SIXIÈME PARTIE

« L'unicité de croyance, c'est-à-dire le fanatisme. »

Renan.

La réunion d'Aït Ouabane démontra que le F.F.S. était jusqu'alors une équivoque, un malentendu. Il apparut en effet que nous ne luttons pas tous pour les mêmes raisons puisque le parti unique et le socialisme scientifique « au sein duquel la liberté la plus totale existerait » restaient le but de M. Aït Ahmed, alors que tous les autres responsables prônaient la liberté sans aucune restriction ni fixation de cadre. Ainsi, les citoyens qui ne militeraient pas au sein du F.F.S. seraient condamnés au silence ou à l'exil. Car le combat

que nous menions ne devait pas déboucher, aux yeux d'Aït Ahmed, sur la démocratie toute simple, mais sur le parti unique-démocratique au sein duquel, seules quelques libertés « essentielles » seraient admises. Quant à la liberté « d'expression », « d'association », son exercice est inconcevable parce que d'essence bourgeoise. Je me rappellerai toujours la noble attitude d'Aït Medri devant ces définitions marxistes de la liberté. « Pour moi, avait dit notre compagnon, toutes les libertés sont essentielles et j'entends n'être privé d'aucune. Si la majorité des membres de cette assemblée ne partage pas ce point de vue, je me verrais dans l'obligation de lui remettre mon arme et de rentrer chez moi. Je ne vous trahirai pas, soyez-en persuadés, mais je ne ferai rien non plus pour vous aider. »

Avant d'en arriver là, nous avons d'abord écouté un long exposé de M. Aït Ahmed suivi de la lecture d'une lettre du Colonel Sadok dans laquelle ce dernier donnait son accord à toute mesure capable de renforcer notre potentiel militaire tout en s'opposant catégoriquement à toute éventuelle négociation avec le régime. Nous avons également procédé à la désignation de deux Commissions, l'une politique, l'autre organique, pour élaborer un programme politique et mettre sur pied des structures adaptées à notre mode de lutte.

La première de ces commissions comprenait Si Rezki, le responsable de la zone III, Si Tahar, trésorier du mouvement, Si Kaci Mohand, Aït Medri et moi-même. Nous n'eûmes aucune difficulté à reconnaître la nocivité du parti unique dont les chances s'étaient évanouies lors des événements de 1962. Nous reconnûmes également que la même nécessité qui nous poussa à la révolte pouvait aussi en armer d'autres contre nous, si nous nous avisions de remplacer seulement un parti unique par un autre ou, plus précisément, Ben Bella par Aït Ahmed. Il nous parut donc indispensable d'inaugurer le cycle des élections libres afin que l'Algérie trouvât sa stabilité. Aussi nous prononçâmes-nous, sans équivoque, pour la liberté d'expression, d'association et de réunion.

Nous assignâmes au F.F.S. le rôle de détruire la dictature et d'offrir aux Algériens la possibilité de choisir librement leurs institutions et leurs représentants. Cette motion, en contradiction flagrante avec les conceptions de notre leader, donna lieu, en assemblée générale, à un long débat qui opposa Aït Ahmed à Aït Medri et à moi-même. Nous nous refusions, mon ami et moi, et avec l'assentiment de toute l'assemblée, à souscrire au maintien du parti unique qui est la négation de la démocratie. Nous étions sûrs que nos propos reflétaient l'opinion non seulement de nos combattants, mais de la population Kabyle qui, dans son ensemble, demeure fermement attachée à la liberté dont elle est, à travers le monde, le vivant symbole. Ce faisant, nous ne combattions pas le socialisme, nous voulions tout simplement ne pas l'imposer avec nos mitraillettes. Que le peuple le choisisse au moyen d'élections libres et nous ne pourrions nous y opposer. Si nous nous étions dressés contre un gouvernement Algérien, c'est parce que nous étions sûrs qu'il avait usurpé le pouvoir et qu'il menait une politique contraire aux options réelles de notre peuple.

Avec un large esprit de conciliation, nous concédâmes à Aït Ahmed la possibilité de remanier notre motion « bourgeoise » tout en y maintenant l'essentiel. Mais même ainsi retouchée, elle consacrait la défaite du parti unique. Aussi M. Aït Ahmed n'eut-il de cesse d'en altérer le sens. J'y reviendrai.

Quelques instants avant la tenue de ce Congrès, Moussa nous avait appris une bien mauvaise nouvelle. En effet, selon le Commandant, la section de Beni-Douala avait été encerclée et décimée à Beni-Zmenzer. Je gardais néanmoins l'espoir que le nombre (21) de combattants mis hors de combat avait été grossi par cet homme dont la haine pour moi ne connaissait pas de limite. Hélas ! dès mon retour à Beni-Douala, j'eus la confirmation de la terrible hécatombe.

Encerclés par des forces trente fois supérieures en nombre et disposant d'un armement écrasant — allant des mitrailleuses « Douchka » aux mortiers — nos combattants, au nombre de 36, armés de MAS 36 et de quelques mitraillettes aussi peu fournies les unes que les autres en munitions, soutinrent un combat de sept heures avant de succomber sous le nombre. Il est à signaler que quinze d'entre eux parvinrent à briser le cercle de feu qui les entourait. Quant aux autres, ils furent tués ou blésés après l'épuisement total de leurs munitions. Certains d'entre eux avaient même cherché volontairement le trépas pour échapper aux injures et à la torture.

Devant ce suprême sacrifice, je ne pusse faire rien d'autre que pleurer. Je n'ignorais pas nonobstant que mon acte était gratuit. Il ne suffisait, en effet, ni à ressusciter ces morts ni à en prévenir d'autres. Je pensais cependant que notre leader allait enfin briser l'isolement dans lequel il nous avait confinés pour finalement offrir à nos militants les moyens de mener la lutte avec de sérieuses chances de la réussir. J'écrivis donc une lettre au zaïm pour l'informer de l'ampleur du désastre et aussi pour souligner nos responsabilités dans cette tuerie inutile. « Vous et moi, lui dis-je en substance, nous sommes des assassins. Vous, parce que vous nous avez trompés, moi parce que j'ai enrôlé des gars sans leur donner de quoi se défendre ni, à fortiori,

attaquer. » Comme on le devine, ce passage déplut beaucoup, s'il ne changea rien au cours des choses. Il me permit cependant d'être en règle avec ma conscience.

Pour relever le moral des combattants qui survécurent à l'encerclement dont ils furent l'objet et de la population désarmée, je multipliais les faux discours et les fausses promesses. Je m'en fus voir également le responsable du district à Sidi Ali Bou Nab, lui demandant de mettre à ma disposition, pour une ou deux semaines, une des sections qu'il dirigeait et dont l'une dépendait théoriquement de moi, puisque faisant partie de ma zone. Le refus fut net et catégorique.

Je me retournai vers Michelet, la Mecque du F.F.S., avec l'espoir que les dirigeants de cette région seraient plus compréhensifs et mieux à même de m'aider à créer dans la région du « désastre » une autre atmosphère. Ce fut peine perdue. Au lieu de me donner les combattants que je sollicitais, l'un des nouveaux contrôleurs de la Willaya me promit « d'étudier la question à la prochaine réunion ». Huit mois après — parce que sans doute fort complexe —, cette étude n'était pas achevée. En contrepartie, le reçus 270 cartouches de MAS 36 sur les 2.000 qui m'avaient été promises, portant ainsi le nombre de toutes celles qui me revinrent et pour toute la durée de la révolution à 780, soit une moyenne de 10 cartouches par combattant. Malgré cela, la situation, quoique sérieuse, n'était pas désespérée. Nous avions toujours dans les villages des gens qui croyaient encore en nos promesses et qui partageaient notre espoir de vaincre. Pour ma part cependant, j'avais totalement perdu confiance en M. Aït Ahmed et pour cause... A la motion politique « bourgeoise » que nous avons adoptée en assemblée générale, et que je connaissais presque par coeur pour en avoir été le rédacteur, le zaïm avait ajouté cette phrase : « L'Algérie ne peut se développer que dans le cadre du parti unique ». Ainsi, Aït Ahmed ne s'était pas contenté d'altérer une motion reflétant la volonté de la majorité qui fut absolue puisqu'il ne fut. je le répète, que le seul et unique partisan de l'unicité du parti, il était entré également en lutte avec ses déclarations antérieures où fleurissait à l'envi le mot « démocratie ». Ce que voyant, j'aurais peut-être été amené à douter de notre maturité politique si je n'avais encore lu ceci sous la plume d'Aït Ahmed, à savoir « qu'il y a une fraction importante du pays qu'il ne faut pas négliger, qu'il y a notamment les travailleurs dont on ne peut contester qu'ils sont conscients, qu'ils ont *UNE EXPERIENCE REVOLUTIONNAIRE RICHE DE PROMESSES* ». N'était-ce pas aussi, le même homme qui avait déclaré du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale : « Je considère que, quelles que soient nos bonnes intentions (...) nous devons, dans nos méthodes de travail, dans notre mentalité, rompre avec le paternalisme. Je ne crains pas les mots (sic !). Le paternalisme, c'est la substitution du pouvoir de quelques-uns au pouvoir des masses... »

Je ne mâcherai pas non plus mes mots. En procédant délibérément à la falsification d'une motion, M. Aït Ahmed s'était rendu coupable d'une infamie. Devant celle-ci, ma colère ne connut plus de limite. Je hurlai, je tempêtai, j'accusai, je menaçai.

Kaci Mohand, le jeune et défunt maire de Michelet m'expliqua, devant d'autres camarades, l'origine de cette altération. « Lorsque je constatai la présence de cette phrase dans le texte manuscrit qu'on me remit à dactylographier, je m'en fus voir Hocine Aït Ahmed et lui signalai la chose ». — « Ce n'est rien, m'avait-il dit, ce n'est qu'une coquille sans importance. » Vous avez bien lu : « une coquille sans importance dans un texte manuscrit ». Avec Aït Ahmed, il eût fallu s'habituer à ne pas être surpris de trouver un éléphant dans une coquille de limaçon. C'est ça la baraka, ou je ne m'y connais pas. Mais une coquille est sujette à correction, n'est-ce pas ? Alors pourquoi donc persista-t-elle après qu'on l'eut signalée ? Et pourquoi aussi tous les autres responsables gardèrent-ils le silence devant tant de légèreté ? Etais-ce par veulerie ou par ambition ?

Une coquille sans importance, m'écriai-je ? et dans un texte manuscrit ? Mais où est-il donc ce chef si important qui se permet de fausser un texte adopté par un Congrès ?

Loin, très loin d'ici, me fut-il répondu.

Je revins en Basse-Kabylie déçu, mais non découragé. J'étais convaincu en effet que, pour que le F.F.S. triomphât, il lui fallait séduire le peuple autrement que par le parti unique dont il avait largement apprécié les défauts. La liberté et non le socialisme pouvait encore attirer vers elle les forces vives du pays et leur insuffler une nouvelle vigueur. La Kabylie, quant à elle, acceptera toujours tous les sacrifices, non pour la sauvegarde d'une doctrine qu'elle pratique dans la liberté et le respect de l'homme depuis des milliers d'années, mais pour s'opposer à l'arabisme qui nie jusqu'à l'existence de la Berbérie. C'est pourquoi, beaucoup d'entre nous ne pardonneront jamais à Mohand oul Hadj de s'être fait le chantre, le porte-parole d'un tel état d'esprit pour le trahir par la suite. Combien il eût mieux valu qu'il nous débarrassât de Ben Bella tout en nous privant d'Aït Ahmed

Mes éclats de voix, s'ils ne modifièrent pas le cours des choses, eurent du moins le résultat de m'isoler complètement du F.F.S. Pas d'armes, pas d'argent et plus de réponse à mes appels. Plus d'un se serait certainement rendu à l'ennemi. Je ne le fis pas, parce que je ne me tenais pas pour battu et surtout parce que j'étais sûr que Sadok, Aït Medri, Moussa et tous les autres combattaient pour la liberté.

J'aurais sans doute cédé au plaisir d'enfreindre l'ordre donné par Aït Ahmed de ne pas diffuser la motion si du moins j'avais disposé de moyens pour l'imprimer. Mais même si cela s'était réalisé, je n'en serais pas moins désappointé. Car je souffrais d'être le seul à m'élever contre une telle infamie.

Je n'ai pas également songé à me rendre pour la bonne raison que le petit groupe d'hommes qui me restait me vouait un attachement des plus solides. C'était et c'est encore pour moi un sujet d'orgueil et de fierté. Ces hommes supportèrent à mes côtés toutes les privations et affrontèrent tous les dangers. Et pas un instant ils ne songèrent à se rallier à l'instar des soldats des autres zones. C'est que, malgré la présence d'un caillot de sang dans mon cerveau et des séquelles pleurales importantes et bilatérales (lourd héritage de notre guerre de libération), je partageais leur vie et leurs dangers. Je n'étais pas pour eux un chef, mais « un père de famille » (Sadok dixit). Je mis, en effet, toute mon expérience des maquis au service de mes jeunes amis. Et cela s'avérera très utile, car les officiers de l'A.N.P., parmi lesquels le commandant Saïd Abid, voulaient en finir avec nous et de ce fait multipliaient leurs embuscades, leurs encercllements et leurs ratissages. Ainsi, durant tout le printemps, l'été et l'automne de 1964, fûmes-nous en butte aux difficultés de toutes sortes. Nous eussions sans doute crevé de faim si nous n'avions eu dans les villages des militants sûrs et dévoués. Signalerai-je Tilili Achour (un aveugle) aux Ouadhias, Oudni Amar (âgé de 72 ans) à Taourirt, Moussa et Belharat Ahmed (64 ans) à Taguemount-Azzouz. Ces hommes. M. Boudinar Mohand ou Ferhat, n'étaient pas des voyous, comme vous avez osé le prétendre, mais des gens qui, en dehors de l'argent qui vous est cher, défendaient un idéal. Ils le firent si bien que, malgré leur âge et leur débile santé, ils furent arrêtés et torturés par l'A.N.P.

Je viens de dire que les officiers de cette dernière multipliaient leurs encercllements et leurs embuscades pour en finir avec nous. Ils appelaient, partout dans les villages, la population à leur venir en aide si elle voulait vivre en paix. Ils savaient pourtant que malgré notre petit nombre, nous demeurions, aux yeux de celle-ci, le fer de lance d'un mouvement qui pouvait peut-être reprendre de l'extension.

Par souci d'efficacité, je fusionnai les groupes de Beni-Douala et de Matkas, respectivement forts de 13 et de 6 hommes et désignai également un unique responsable pour les deux régions. Durant de longs mois, le frère Saheb Arnar accomplit des prodiges et devint la bête noire des cellules du F.L.N. reconstituées avec d'anciens traîtres à la cause nationale. Mais même ainsi regroupés, nous n'avions pas assez de munitions pour combattre l'A.N.P. Nous limitions donc nos activités à des réunions dans les villages, à l'exécution de ben bellistes trop virulents et le plus souvent compromis, dans le passé, dans des affaires de trahison. Hélas ! notre activité n'était pas seulement freinée par le manque de munitions et d'armes, mais également par le manque de moyens financiers. Faute d'argent, nous nous ravitaillions à crédit chez des épiciers dont les capitaux ne pouvaient souffrir de grandes créances ni de prêts à longs termes. Bref nous étions privés de bien des choses nécessaires. Cela eût pu durer longtemps encore si le colonel Sadok, revenu de l'algérois, ne nous avait remis quelque deux millions pour faire face à nos besoins les plus urgents et secourir quelque peu les familles de nos camarades morts ou emprisonnés. Le colonel nous apprit aussi que, pendant la durée de notre disette, Aït Ahmed disposait, dans sa serviette, d'une somme de 360 millions d'anciens francs dont 300 furent saisis sur lui au moment de son arrestation.

Comme pour avoir de l'argent, il fallait, nous l'avons vu, utiliser la voie hiérarchique dont on ne pouvait transgresser les règles, je m'adressai au responsable du district. Bien entendu, ce dernier me répondit qu'il ne disposait d'aucun moyen. Il me fallut, derechef, frapper à la porte de l'abri de Monsieur Aït Ahmed, non pas pour l'arrêter, bien sûr, mais pour lui faire comprendre qu'enfreindre des règles établies était sûrement moins dangereux pour nous tous, c'est-à-dire pour le combat que nous menions, que de priver beaucoup de nos combattants et de nos militants du strict nécessaire. Peine perdue.

Certes, mon messenger ne revint pas tout à fait les mains vides, mais les 500.000 frs que le zaïm lui remit ne suffirent même pas à régler les notes d'épiciers, ce que mon subordonné ne manqua pas d'ailleurs de souligner, sans résultat.

Grâce à Sadok, cependant, notre situation s'améliora notablement. Nous supportâmes d'autre part toutes les privations, parce que des faits d'importance s'étaient produits. La rébellion de Moussa Hassani et la dissidence du colonel Chaabani nous permirent, en effet, d'envisager l'avenir avec sérénité. Non seulement leur entrée en lice nous fit entrevoir la victoire, mais elle paralysa totalement les appareils répressifs du

F.L.N., à tel point que toutes les opérations militaires cessèrent pendant un bon mois. La population elle-même reprit confiance et courage et refusa d'admettre, quelque temps après, l'arrestation du colonel dissident.

De nouveau, comme en octobre 1963, on compta les jours du régime. Tenus, quant à nous, à l'écart de toutes les tractations, nous sûmes seulement par des ouï-dire la création du C.N.D.R. et d'un comité national d'où Sadok était exclu. Dans l'ignorance totale des événements, nous fûmes la proie des nouvelles les plus contradictoires. Annoncée, puis démentie, la prise de Boussaâda nous remplit d'aise. De toute façon, nous n'étions plus ces traqués des semaines précédentes, mais « les restaurateurs des libertés disparues ».

Soudoyées par nous, les pythonisses multipliaient leurs prémonitions quant à l'imminente chute du régime, tandis que les marabouts, soudain ragaillardis, prononçaient leurs anathèmes contre un régime en désaccord avec les préceptes sacrés de l'Islam.

Tout n'était pas perdu, crûmes-nous. Mais très vite nous déchantâmes, car il apparut que la dissidence de Chaabani était morte avec lui. Les canons, les chars dont ce dernier disposait et dont nous attendions le déferlement restaient muets, ayant pris sans doute des grains de sable dans les rouages.

Certes Hassani Moussa tenait encore les maquis du Nord-Constantinois que Monsieur Boudiaf devait ravitailler en armes puisque Khidder lui remit à cet effet la somme de 310 millions, tandis que les maquis de Collo, créés par le F.F.S. étaient toujours virulents. Mais nous savions que notre combat n'était pas le même, puisque des difficultés avaient surgi entre Aït Ahmed et Boudiaf, entre le F. F. S. et le C N. D. R.

Quant à moi, j'ignorais absolument, jusqu'au retour de Sadok, la fusion du F.F.S. et du P.R.S. et la création de ce C.N.D.R. avec son comité national de cinq membres, d'où Sadok était exclu, ce qui occasionna un malaise dans les maquis de Kabylie et donna lieu à diverses interprétations. On s'était demandé surtout pourquoi Aït Ahmed avait permis l'absence de son adjoint dans ce comité national. Était-ce par esprit de conciliation, donc d'abandon, ou tout simplement parce qu'il estimait que Sadok n'en était pas digne ? L'une et l'autre de ces hypothèses étaient valables, car Aït Ahmed méprisait tellement son adjoint qu'il le tenait rarement au courant des grandes tempêtes politiques qui agitaient le F.F.S. Sans doute, le Colonel est-il aussi fait pour la politique qu'une grenouille pour interpréter Mozart. Du moins avait-il un nom et un certain panache.

Comme il était juste que la Kabylie, qui supportait jusqu'alors le poids de la guerre, fût grandement représentée au sein de ce comité national, il était nécessaire, à défaut de Sadok, d'étoffer la représentation kabyle en incluant dans cet organisme le frère Aït Medri dont la culture était valable. Mais Aït Ahmed ne jugea pas utile de le faire pour la bonne raison que le socialisme qui lui est cher était absent des préoccupations de notre défunt frère.

Humilié, écrasé par le mépris, Sadok venait exhaler ses rancœurs dans mon giron. Il piquait parfois de ces colères froides à faire de lâcheté, de trahison. Car tu aurais voulu que, comme toi, je frappasse du poing sur la table au lieu de recourir aux subtilités qui déroutaient ton bon sens de paysan. Je l'aurais sans doute fait si, à la place de ton amour immodéré pour la responsabilité, tu avais des préoccupations plus nobles, moins personnelles. Quoi qu'il en soit, dors en paix Commandant Moussa et estime-toi heureux de n'avoir pas assisté à la décadence d'hommes qu'on croyait être des parangons d'honneur et de vertu. Encore une fois « Heureux les martyrs qui n'ont rien vu ».

Quelque temps après le retour de Sadok en Kabylie, Aït Ahmed se fit prendre comme un lapin dans un collet. Cette arrestation survint à un moment où mes rapports avec lui étaient des plus tendus. Il n'était donc plus nécessaire d'attiser le feu de notre dissension. Tout au plus fallait-il engager le nouveau capitaine du navire F.F.S., pour éviter les écueils, à donner un petit coup de barre à droite ou plutôt à regrouper tous les opposants au régime autour d'une idée simple et claire et ayant la complète approbation du peuple : les élections libres. Pour ma part, après avoir remercié le ciel d'avoir mis notre marxiste-léniniste à l'abri, j'entrevis le temps où le peuple dont Aït Ahmed lui-même avait reconnu la maturité et le judicieux discernement serait maître de ses destinées. Dans ces conditions, il ne m'aurait pas déplu que le socialisme fût choisi comme drapeau. Encore aurait-il fallu préciser que la liberté de l'homme et du citoyen dût être complète et que la souveraineté populaire ne fût pas un vain mot.

Ebloui par ses nouvelles responsabilités, le Colonel Sadok titubait, ivre de grandeur et de gloire. Impatient, il accouchait dans la hâte et le désordre, de toutes les idées qu'il portait en gestation depuis de longs mois. Les mains fébriles, le regard expressif, il multipliait, dans les refuges, ses va-et-vient obsédants et interminables. On eût dit qu'il suivait des pensées multiples et changeantes. Suivant mes conseils, nous écrivîmes une lettre à Ben Khedda dans laquelle le Colonel déclarait « se mettre, lui et ses bataillons » aux

côtés du président. Il en ajouta une autre pour M. Boudiaf, le sacrant grand pontife du C.N.D.R. à l'extérieur et le priant de chanter un Requiem pour le repos du sigle F.F.S. qui venait d'achever ses jours. Il fut heureux que cette lettre, interceptée par Ben Younès Mohand Akli, ne parvînt pas à son destinataire, car Ait Ahmed n'aurait pas manqué alors de s'enrôler dans les rangs de l'A.N.P. pour « déjouer ce nouveau complot de Boudiaf ».

Jaloux de ses prérogatives, le Colonel Sadok devint soudain d'un abord difficile. Il ne ratait jamais une occasion de montrer qu'il était le chef. Mieux encore. En ce qui me concernait, il éprouvait un malin plaisir à me dénigrer et à me calomnier auprès de notre entourage. Je ne manquai pas cependant de lui signaler, lorsque je m'en fus rendu compte, que de pareils agissements n'étaient pas faits pour le hausser aux yeux des gens. Je lui prédis, dans le cas où il persisterait dans ces pratiques indignes, le sort de Krim Belkacem. J'aurais pu procéder autrement avec lui si je n'avais senti la nécessité de faire taire mes ressentiments devant les exigences nationales. D'autant plus que, chaque jour, ses arrogances et ses prétentions frisaient l'insolence. Il n'était plus l'homme simple et courageux que nous avions connu. Et, quoique le « moi » soit haïssable, il devint pour Sadok un refuge et un moyen.

J'irai au Maroc, m'a-t-il dit un jour, et je dirai à Hassan II : « Prends Tindouf et débarrasse-moi de Ben Bella ».

Qu'est-ce que Tindouf ? Demandai-je.

Mon pauvre ami ! Et ça se prétend instruit ! Tindouf est une ville du Sahara, voyons !

Comme on le dit, le Colonel Sadok détenait la souveraineté populaire et parlait d'égal à égal avec les rois. A aucun moment, il ne lui vint à l'esprit qu'un autre de nos compagnons pût revendiquer le leadership du parti. Et quand Abdel Hafidh s'y essaya, le Colonel se rabattit sur « la haute politique ».

— Mohand Arab, me disait-il, moi je vois très grand. Abdel Hafidh ne me gêne aucunement s'il désire prendre les rênes du parti.

Pour ma part, je connaissais assez Sadok pour savoir qu'il feignait seulement l'indifférence. Il a toujours eu d'ailleurs la force de caractère de minimiser ses défaites, de déconsidérer les buts qu'il ne pouvait atteindre. Il était donc prêt à renoncer à ses prérogatives, quand on lui apprit que M. Aït Ahmed, malgré son mépris, avait fait de lui le primat de toutes les Kabylies. « La démocratie était sans doute violée, mais qu'importe puisqu'elle portait un bel enfant ». Il est vrai que la démocratie, pour M. Aït Ahmed, c'est aussi l'altération d'une motion et la publication d'une autre. C'est également la désignation, par lui seul et alors qu'il était détenu, d'une « djemâa nationale » du F.F.S. d'où étaient exclus les éléments qui n'avaient pas l'heur de lui plaire. N'y figuraient pas Aït Medri, ancien sous-préfet d'Azazga, le Commandant Moussa, Si Rezki, le responsable de la zone III, Si Messaoud, le responsable du district de la Haute - Kabylie (Michelet - Azazga et PortGueydon), Ben Younès Mohand Akli, responsable de la Fédération de France ni, bien entendu, Mohand Arab. Par contre, on retrouvait Boualem, un de mes chefs de région, gardien de la paix, Ali Rabah, absolument inculte, Si Hafidh, Sadok, Smaïn, « une femme, un syndicaliste et un étudiant ».

On se perd en conjectures sur les raisons qui poussèrent Aït Ahmed à violer cette démocratie dont il se prétendait être le champion, d'autant que les motifs qu'il invoqua pour rejeter les exigences de Moussa quant à la tenue d'un congrès se rapportaient à cette même démocratie. « Il faut, nous disait-il, que le congrès soit l'émanation de la base, la ratification du choix de tous les militants ».

Hafidh, que certains camarades appelaient « la voix de son maître », eût sans doute persisté dans ses revendications si les autres compagnons ne l'en avaient dissuadé. Trois hommes, en la circonstance, jouèrent un rôle décisif et épargnèrent au F.F.S. sa division. Ce sont Si Messaoud, dont le dévouement et le courage nous en imposèrent, Aït Medri et Smaïn « Rouge ».

Les prétentions de Hafidh rabaissées, une réunion se déroula à Tahechat pour ratifier le choix d'Aït Ahmed. Celle-ci ne fut pas du tout sereine pour la bonne raison que Moussa n'eut cesse de ressasser ses griefs contre moi. J'agis de telle façon que je réussis à le désarmer, d'autant plus aisément que je m'étais volontairement abstenu de participer aux travaux de mes compagnons.

SEPTIÈME PARTIE

M. Aït Ahmed fut arrêté au moment où il s'apprêtait enfin à quitter l'Algérie. Il ne s'est pas rendu, comme certains l'ont supposé, ni ne fut l'objet d'une dénonciation caractéristique. Tout au plus fut-il victime d'un fâcheux concours de circonstances.

Il va sans dire que ceux qui ont voulu le prendre à bord de leur bateau étaient également prêts à assurer le

transport de Sadok qu'ils connaissaient pour être le dauphin du zaïm. Leur message parvint au Colonel alors que nous nous trouvions à Benni-Yenni. Comme il fallait une réponse urgente, je rappelai, le lendemain, à mon ex-chef la nécessité de prendre une définitive décision et de la communiquer à ses correspondants.

— Ce n'est pas nécessaire, me dit-il. Comme visiblement je n'avais pas saisi les raisons qui motivèrent cette réplique, le Colonel ajouta :

Les jours de Ben Bella sont comptés. Je n'aurai même pas le temps de régler certaines questions à l'extérieur qu'il sera déjà renversé.

Comment cela ? demandai-je.

Tout simplement parce qu'il sera foudroyé par la volonté divine.

Je connaissais le Colonel très religieux mais non spirite. Aussi craignis-je un instant pour sa raison.

J'ai rêvé, continua-t-il, que Mohammedi Saïd m'a condamné à un mois de prison. Il est donc hors de doute qu'à l'expiration de ce laps de temps, le régime de Ben Bella ne sera plus qu'un souvenir, car mes rêves ne m'ont jamais menti ».

J'étais sidéré devant tant d'inconscience et d'irresponsabilité. Indubitablement, pensai-je, nous n'avions pas de chance, Après les vœux pieux d'Aït Ahmed, voici les songes creux de Sadok. Charybde en Scylla.

Ce départ annulé, il restait au Colonel Sadok la possibilité de ravitailler nos troupes en armes et en munitions à partir de quatre caches dont les plans nous avaient été proposés. L'une de celles-ci renfermait 350 kg de plastic tandis que dans les trois autres étaient déposés des armes et 400 millions d'anciens francs. C'était assez pour entretenir le moral de nos troupes et envisager des jours meilleurs. La quantité d'explosif surtout était suffisante pour semer la terreur en Algérie et empêcher la libre circulation des véhicules de l'A.N.P. en Kabylie, d'autant plus que nous disposions, pour la fabrication de bombes, d'un ingénieur chimiste français et que nous avions, en la personne d'Ali Rabah, un artificier expérimenté, pour ne pas dire de génie. Je pressai donc mon ex-chef de me remettre les plans de ces dépôts d'armes en vue d'organiser le transfert de celles-ci ; peine perdue. Je ne m'étais pas heurté à un refus, comme on pourrait le croire, mais à d'irritables réponses dilatoires. J'évitais cependant d'extérioriser mon ire, sachant combien les décisions du Colonel prenaient parfois des allures d'ukase. Nonobstant, je revins adroitement chaque jour à la charge dans l'espoir de faire fléchir et réfléchir ce « saint homme ». Vainement. Je ne pus alors rien faire d'autre qu'attendre qu'un second rêve vienne effacer les impressions du premier. Mon attente, hélas ! ne fut pas de courte durée, puisque ce n'est que huit mois plus tard, alors que nous étions à Paris, que le Colonel Sadok 'me remit les plans en question et me chargea de les transmettre à nos camarades de l'intérieur. Le comble c'est que moins d'une semaine après, il se rallia à Ben Bella, annihilant du même coup la portée de son geste. Le comble aussi, c'est que le même Sadok eut l'inconscience de reprocher à nos hommes leur manque de combativité alors que leurs maigres munitions les empêchaient de réussir ou d'entreprendre des actions offensives.

Ce paradoxe ne manqua pas de m'étonner. Puisque Dieu lui-même allait intervenir par je ne sais quels moyens pour renverser le régime, pourquoi s'obstiner à faire couler le sang ? Les armes et les munitions devenues inutiles, les combats devaient l'être aussi.

Enfermé dans ses rêves prolixes et contradictoires, le Colonel oubliait sa « haute politique ». De notre côté, Ouali, Youcef, Mokrane et moi nous nous adonnions à l'onirocritie dont nous ignorions les secrets. Avec une concordance parfaite, nous répétions chaque matin la formule « Khir in cha Allah » qui précède toute narration de songe. Car notre ex-chef n'en était pas en veine. Rêvait-il du nombre 32, il en déduisait que la guerre durerait 32 ans, 32 mois ou 32 semaines. Il oubliait, bien entendu, les siècles, les semestres, les trimestres, les heures, etc... De toute façon 32 semaines représentant plus de sept mois, il fallait se préparer à une assez longue lutte. Et le Colonel le faisait à sa manière. Il bouleversait le F.F.S. par ses rêves multiples et contradictoires. « Son inlassable activité était celle d'un gros hanneton tombé dans une cuvette. Ses silences lourds étaient des cogitations géniales. Mystérieux, solennel, profond, il détenait des secrets propres à bouleverser nos destinées. Il n'avait surtout pas son semblable pour demander aux gens : « Comment que ça va bien ? », de la même manière qu'il leur eût jeté à l'oreille : « Alors, monz-ami, vous ne voulez pas des bretelles pour ton femme ? », son fort pourtant, sa véritable spécialité : la confiscation, à son profit, du travail des autres et son art inégalable de leur réapprendre, imperturbablement, ce qu'il avait su d'eux. Ceci pour montrer ses talents, son don unique à faire jaillir la lumière, en démêlant, en un clin d'oeil, les écheveaux d'affaires les plus compliquées sur lesquelles d'autres avaient sué sang et eau. Et le fait est qu'il excellait dans les solutions promptes », Il avait surtout la phobie du vocabulaire et de ce fait taxait de « phraséologie » ce qui n'était que clarté. Son enthousiasme, parfois délirant, se muait rapidement en abatement déroutant. Brouillon, tatillon, il passait du coq à l'âne avec une désinvolture déconcertante.

Naguère vanté, son courage faisait souvent place à une superstitieuse poltronnerie et son irritabilité frisait la névrose. Il se plaignait de la soupe qui était excellente, des soins qu'on lui prodiguait, qui étaient attentifs, de la pluie et du beau temps, du clair de lune et des ténèbres, de la toux et du ronflement... Sans complexe, il avait la « trouille ». Finis les rêves, les interventions divines. L'heure du sauve-qui-peut allait bientôt sonner. Il n'était pas encore convaincu de notre défaite, mais il ne croyait plus en la victoire... Il lui fallait donc attendre ailleurs le parachutage des armes qu'il réclamait avec insistance. Et il quitta la Kabylie. Mais au moment de le faire, il démobilisa, par superstition, deux de nos meilleurs combattants qui gagnèrent les postes de l'A.N.P. les plus proches. Il me recommanda également de le suivre en raison de ma débile santé et de « l'immense travail qui nous attendait à Alger ».

Le jour de mon départ, la neige tombait à gros flocons sur les sommets de la Kabylie où sévissait un froid d'une rigueur exceptionnelle. Recroquevillé dans une armoire, je pris, à bord d'un camion, la route de la capitale où mon chef, en compagnie de Smaïn, m'avait précédé la veille. Là, j'eus fort à faire pour me mettre en contact avec lui, car il s'était abstenu volontairement de me donner signe de vie, d'autant plus que les coordonnées qu'il me remit étaient fausses. Je désespérais donc de me mettre en rapport avec « cette organisation importante » dont il ne cessa de vanter l'esprit révolutionnaire et qui se révéla, en fait, composée de quelques ouvriers dont un certain Djillali était le responsable.

Pendant ce temps, je trouvai refuge chez des amis ou des parents qui m'évitèrent d'être livré à la rue, jusqu'au jour où j'entrai en relation avec Madame la Colonelle Sadok. Je pus, grâce à elle, établir des liaisons avec des amis qui m'ouvrirent toutes grandes les portes de leurs logis. C'est par elle que j'appris également le bien-fondé des rumeurs qui circulaient quant aux « négociations » F.F.S.F.L.N. Il s'avéra, par la suite, que ces prétendues négociations n'étaient en réalité que des efforts tentés par le pouvoir, par l'intermédiaire de Maître Belhocine et de Hassan Oucharef, en vue d'amener Sadok à cesser le combat. Mais si ce dernier éconduisit à Alger ces émissaires du diable, il ne put que leur céder à Paris, lorsqu'ils y vinrent le relancer. Nous y reviendrons.

Pendant que Sadok menait son existence de traqué solitaire, j'avais finalement trouvé, grâce à son épouse, un refuge chez le frère Rachid avec lequel elle me mit en rapport. C'est surtout grâce à lui, aidé par d'autres camarades, que je pus quitter l'Algérie. J'aurais certes agi de la même façon à leur égard. Il n'empêche que je salue leur courage et leur patriotisme.

Mon départ d'Algérie, s'il était imposé par mon état de santé, n'aurait pas dû avoir lieu d'une manière aussi précipitée. D'autant plus qu'en quittant la Kabylie, je n'avais d'autres desseins que de participer à la création d'une solide organisation F.F.S. appelée à passer à l'action dans la capitale. Pour sa part, Smaïn « rouge » était prêt à prendre tous les risques pour cela. Car l'évidence de quelques attentats spectaculaires s'imposa à nous. En ce qui me concerne, j'étais également décidé à descendre dans la rue avec mon arme et à réaliser un ou deux attentats dont « on aurait parlé ». J'en informai, par l'intermédiaire du fidèle Ouali, le Colonel Sadok qui s'inquiéta de mon ardeur guerrière.

— Cet homme est fou, dit-il à Rachid. Je vous défends de le laisser communiquer avec quiconque.

Je doute fort que ce dernier se soit incliné par esprit de subordination. Il est en effet trop fier pour obéir aux injonctions du Colonel, et s'il refusa par la suite d'acheminer mon courrier, c'est parce qu'il obéissait à d'autres raisons tout à fait personnelles. Il est vrai que Sadok le déçut et le découragea complètement. Ne fit-il pas preuve à son égard d'une suspicion honteuse et surtout ne lui reprocha-t-il pas « le dédain » de Mme Rachid vis-à-vis de la Colonelle ? Pourtant des sujets de préoccupations moins terre à terre ne manquaient pas à Sadok. En ce qui me concerne, je ne manquai pas de lui rappeler les dépôts d'armes dont il pouvait avoir les plans, ne serait-ce que pour donner à notre présence à Alger une sérieuse justification.

« Je ne suis pas venu ici, écrivis-je à mon ex-chef, pour fuir le combat, abandonner mes hommes, mais pour participer, selon mes possibilités, à la transplantation dans la capitale, de nos organisations des maquis. Je n'oublie pas, et je vous adjure de ne pas oublier l'importance de nos responsabilités dans la conduite de la guerre. Nous devons, et c'est notre rôle primordial, ravitailler nos hommes en armes et en munitions ». J'ajoutais que, « si mes propositions étaient repoussées, je n'aurais d'autre issue que de rejoindre les maquis ou de quitter l'Algérie ».

— Ah ! Ah ! dit le Colonel à mon messenger, Monsieur veut partir à l'extérieur pour jouer au leader. Eh bien ! qu'il s'en aille ! Il verra qu'il ne représentera que sa seule personne.

Ne pouvant m'accuser de vouloir fuir le combat, en raison de ma santé dont il n'ignorait pas la débilité, le Colonel me découvrit soudain une ambition que je ne me connaissais pas. Pour ma part, je ne savais plus à quel saint me vouer. Mettre sur pied une organisation à Alger était indésirable et surtout dangereux,

acheminer des armes à nos camarades était exclu, quitter l'Algérie, c'était jouer au leader !... Oh ! vous qui êtes versés dans les sciences occultes, que n'étiez-vous là pour m'inspirer ou me guider ? Car devant une telle incohérence, un tel fantasme, la logique avait, pour moi, perdu ses droits.

En face de cette attitude exaspérante, je pris la seule résolution qui me paraissait conforme à mon état d'esprit et à mes possibilités physiques : gagner le Maroc. Il me fallait pour cela convaincre mon hôte qui subordonnait son acceptation à une autorisation préalable du Colonel. Je fus de ce fait découragé, désespéré même. Car je voulais bien prendre des risques, mais non tenter le diable. Il me parut, en effet, très dangereux de dire au revoir à mon hôte et de sortir droit devant moi jusqu'à la gare la plus proche. J'étais donc obligé de dépendre d'un chef fantasque dans cette opération vitale. Je me refusai cependant à renouveler ma démarche, car il est des moments dans la vie où l'homme place sa dignité au-dessus de sa propre existence. Le hasard voulut néanmoins que l'attitude de Rachid se modifiât en ma faveur. Ce fut après la visite que lui rendit Krim Belkacem dans le but de faire un sondage sur son éventuelle participation au combat contre Ben Bella. Rachid ne manqua pas alors de se rendre compte de l'indigence intellectuelle du Colonel et de la fugacité de son flair politique. Monté, en effet, sur son « bourak » (hippogriffe à visage humain), le colonel s'était détaché du monde où il existait sans vivre, se complaisant dans la contemplation de son nombril comme si notre pauvre planète s'en était détachée. Il avait pris l'habitude de nous considérer comme de pauvres créatures pécheresses, enlisées dans la fange de leurs mauvaises actions. Boussouf surtout était condamné à rôtir éternellement dans le purgatoire, tandis que Krim devait purifier ses mains ensanglantées dans le Léthé.

Il était pourtant aisé de deviner les multiples avantages qu'on retirerait d'une éventuelle participation au combat de Krim Belkacem et les répercussions que celle-ci pourrait avoir auprès des populations non-Kabyles. Car il est hors de doute qu'en Kabylie, l'ancien ministre du G.P.R.A. ne jouit plus d'aucune autorité morale. Bien plus, il est considéré par les Kabyles comme l'homme qui a le plus participé au rétrécissement de leur influence et du rôle devenu dérisoire qu'ils jouent sur la scène politique de leur pays. A tort ou à raison, on le considère comme l'assassin de Abane Ramdane et le mauvais ange du Colonel Mohand oul Hadj. Nonobstant ces tares, je désirais absolument son entrée en lice à nos côtés, non que j'ignorasse ses pirouettes, ni même ses discours anti F.F.S, mais parce que j'étais préoccupé par le désir de porter un démenti cinglant à l'histoire qui veut que les Berbères n'ont été grands que dans leurs divisions.

Immédiatement donc, j'exhortai Rachid à informer Sadok de l'événement et envisageai l'éventualité de ma rencontre avec Krim, ce à quoi Rachid s'opposa. A la lettre que ce dernier lui envoya, le Colonel Sadok répondit « qu'il ne comprenait pas cette chose invraisemblable qui s'était produite ». Il demanda un rapport, ce qui était logique.

Le temps perdu par nous se payant de sang, j'obtins de Rachid qu'il me permît de résoudre le problème. J'écrivis donc au Colonel la lettre suivante :

« Mon Colonel,

« Lors de la naissance du F.F.S., vous vous en souvenez, je l'espère, le « pharaon de Vlichelet », pour reprendre votre expression, désavoua Krim Belkacem qui venait pourtant de dénoncer publiquement la dictature de Ben Bella et de prendre contact avec des gouvernements étrangers. Logiquement donc, M. Krim Belkacem ne se soucierait pas plus du F.F.S. que de sa première paire d'espadrilles. Pourtant, il se dit prêt à ravalier son amour-propre pour servir de nouveau ce qui lui semble juste. Sans doute ne le fait-il que parce qu'il n'a pas trouvé chez Ben Bella la récompense des services rendus. Il se peut que ses intentions ne soient pas les nôtres. Mais je crois que nous ne devons pas nous inquiéter outre mesure dès lors que ses préoccupations rejoignent celles du peuple : restaurer, sur cette terre meurtrie, la liberté pour laquelle nous avons consenti de lourds sacrifices. Pour ma part, je suis convaincu que Krim accomplit là un acte politique raisonné.

« Rappelez-vous, mon Colonel, le fait que Krim n'attend pas un soutien du F.F.S. pour avoir une renommée. Quelle que soit, en effet, la haine qu'on lui voue, il fait partie de l'histoire de l'Algérie. Et dans 30 ou 40 ans, les écoliers apprendront son nom, car les fautes politiques ou autres qu'il a commises s'estomperont devant le résultat acquis l'INDEPENDANCE DU PAYS. Songez que cette vie de traqué que vous menez aujourd'hui, Krim l'a connue pendant 10 ans. Et pourquoi cela ? Pour la renaissance de l'Algérie. De ce fait, son nom est plus connu que le vôtre. Je sais que les Kabyles le détestent parce qu'il leur porte des coups dont il leur sera difficile de se relever. Mais il n'en est pas de même en Oranie où son nom suscite encore des échos. Posez en effet cette question à un paysan de cette région : « Qui est Sadok ? ». Il vous répondra : « Jamais entendu parler ». Remplacez dans la même question votre nom par celui de Krim. La réponse

sera claire et nette : « Un héros de la guerre de libération, signataire des accords d'Evian ».

La chose est si vraie que si Krim était mort avant le cessez-le-feu, son corps reposerait aujourd'hui au cimetière national d'El Alia, tandis que son nom serait donné aux plus grandes artères de nos villes. J'aimerais préciser que je ne plaide pas la cause de Krim. Sa personne ne m'intéresse vraiment pas. Ce qui me préoccupe, c'est la réalisation de l'union de tous les Kabyles et, par là-même, l'abrègement des souffrances de notre chère Kabylie. Je vous entends dire : « N'est-ce pas Krim qui est responsable de la situation qui règne actuellement dans notre région ? N'est-il pas la cause directe du ralliement de Mohand oul Hadj, et n'a-t-il pas tenu contre nous des meetings en Kabylie ? De plus n'a-t-il pas participé à l'assassinat l'Abane Ramdane ? »

Il va sans dire que votre réponse à la question qui se pose sera faite en fonction de ce dernier cas. Seulement, n'oubliez pas que vous avez des responsabilités, non pour venger tel ou tel de vos amis, mais pour assurer le succès d'un mouvement insurrectionnel. Les mobiles de Krim, nous les connaissons :

nul doute qu'il n'aurait pas cherché à combattre Ben Bella si celui-ci lui avait donné un poste ministériel. Il faut seulement considérer si son entrée dans nos rangs nous sera bénéfique ou non. Dans le cas où sa présence à nos côtés le sera, vous devez faire abstraction de vos haines et de vos rancunes. En tout cas, vous serez responsable, devant Dieu et devant les hommes, des morts que nous enregistrerons dans nos rangs par la suite, parce que nous aurons refusé l'adhésion de Krim.

«Salutations, MOHAND ARAB. ».

« P.S. — En raison de ma santé dont vous connaissez la débilité, je vous informe de ma décision de gagner le Maroc ».

Huit jours plus tard, si ce n'était plus, je reçus une réponse de Sadok, probablement écrite sous la dictée de Djilali parce que portant moins, beaucoup moins de fautes que d'habitude.

La voici, fidèlement transcrite :

Frère Mohand Arab,

J'ai reçu ta lettre compris le contenu. Tu m'as demandé de partir à l'extérieur, je m'y oppose pas. A toi de partir, mais je pense qu'il te faut des papiers nécessaires donc taches de nous donner une photo pour t'en faire une pièce d'identité.

Tu me disais que l'intérêt national doit passer avant tout, mais saches bien que je ne suis ni haineux ni rancunier. Cependant il est de mon droit d'être méfiant et je ne tiens pas à infecter (sic) le mouvement avec les criminels de la révolution.

Ci-joint la lettre de Rachid et je te prie d'en juger d'en tirer les remarques.

Fraternellement,

SADOK. »

Comme je l'avais craint, le Colonel continuait à considérer Krim comme un criminel de la révolution avec lequel il ne devait pas infecter (sic !) le mouvement. J'étais plus que désespéré. Je rapprochai cette réponse de celle que fit Fragonard à son médecin et je répétais pour moi-même : « Alors, Colonel, nous allons mourir pur ! ».

Et que le sang impur de Krim survive au nôtre.

Ne voulant pas m'avouer vaincu, j'adressai une nouvelle lettre à mon ex-chef.

Frère Si Sadok,

J'ai écrit une longue lettre à votre femme, lui donnant les raisons qui militent en faveur d'une « alliance » avec Krim. Le mot « alliance » est peut-être trop fort, mais je l'ai employé. Malheureusement, ma lettre m'est revenue, à mon grand regret pour la bonne raison que Zina, conformément à vos ordres, refusa de la transmettre. Ce fut alors que je reçus la vôtre dans laquelle vous me dites que « vous ne tenez pas à infester le mouvement avec les criminels de la révolution ».

Le 5 juillet 1962, le peuple algérien, dans son ensemble, opta pour son indépendance. Pourtant on se serait aperçu, si l'on avait examiné les dossiers de nos compatriotes, que la majorité de ceux-ci auraient dû payer de leur vie leur collaboration avec l'ennemi. Dans certaines régions, le pourcentage des collaborateurs était si élevé que nous aurions eu du mal à réaliser l'épuration dont on parle. Mais ces derniers n'ont pas seulement échappé à la mort ou à l'emprisonnement. Ils participent également, dans tous les rouages de l'administration, au « relèvement » du pays dont ils ont renié l'originalité. Il se peut même que nous en ayons dans nos rangs. Puisque donc nous ne sommes même pas sûrs du patriotisme de tous nos militants, pourquoi nous inquiéterions-nous outre mesure des crimes commis peut-être au nom de la patrie ? Lorsque les historiens se pencheront sur notre guerre de libération, ils n'accorderont qu'une relative importance à

nos luttes intestines inévitables pour ne considérer que l'important résultat acquis : L'INDEPENDANCE DU PAYS.

« Beaucoup de gens dans le monde connaissent la Puissance soviétique, mais très peu se rappellent vraiment au prix de combien de sang elle a été payée et de quel prix elle se paie encore. Et puis, en politique, mon frère, les alliés de la veille peuvent être les ennemis du lendemain et inversement. Krim est taré, j'en conviens, mais dans les circonstances présentes nous avons intérêt à faire cause commune avec lui. Car lui, au moins, ne posera pas de problèmes comme ce Monsieur Boudiaf. Pour mieux illustrer mes propos, laissez-moi vous rappeler la lettre que vous adressâtes à Ben Khedda. Parce que ce dernier reste honnête à vos yeux, vous vous êtes proposé de vous « mettre à ses côtés » avec vos « bataillons ». Il n'en a pas été de même avec Krim... que nous n'avez pas le droit de repousser. Il y va de notre intérêt. Je ne vois d'ailleurs pas pourquoi nous excluons Krim du combat pour la démocratie alors qu'une -fois celle-ci acquise, il en jouira tout aussi bien que nous. A moins que vous soyez soudainement converti à l'idée du parti unique, ce qui n'est heureusement pas le cas. Par conséquent, dans une vie politique normale que nous préparons, nous ne pouvons pas empêcher Krim d'y jouer son rôle.

« Par ailleurs, votre éventuel refus accommodera beaucoup plus Krim que nous-mêmes. Car il pourra dire par la suite qu'il n'a pas dépendu de lui qu'il ne participât à la lutte contre le régime. Il vous a commandé naguère, commandez-le maintenant et montrez-vous plus compétent et plus digne que lui. Si par rancune, vous écarterez sa candidature au combat, vous commettrez une grave faute politique et un crime contre la Kabylie.

« Fraternellement,
MOHAND ARAB ».

Il faut croire que mes arguments avaient quelque peu ébranlé l'obstination de mon ex-chef, puisque quelques jours après je reçus la lettre suivante, rédigée par Djilali, notre boîte d'Alger :

Le 21 février 1965.

Cher frère Mohand Arab,

J'ai vu le frère Sadok qui m'a chargé de t'informer de ses nouvelles, il a effectivement lu ta lettre ainsi que le petit mot et les photos.

Il m'a chargé également de te dire de demander à Krim Belkacem de nous faire une lettre en nous expliquant le concours qu'il pense porter à notre organisation, à savoir :

- sur le plan humain,
- sur le plan matériel,
- sur le plan financier.

Sa lettre sera remise au frère Hocine Aït Ahmed afin de prendre connaissance, car je pense qu'il est utile de l'informer même par politesse (sic !). Nous devons tout de même le consulter, c'est une décision très importante. J'ai bien, bien lu ta lettre et mûrement étudié la question. Donc tâche d'avoir sa lettre dès que possible ; pour la pièce d'identité, nous te la donnerons dans quelques jours,

Fraternellement,
SADOK et DJILLALI ».

Vous avez bien lu : « sa lettre sera remise au frère Hocine par politesse ». Comme si ce même Hocine ne s'était pas déjà prononcé sur le même sujet. Avaient-ils donc oublié, « ces frères », le désaveu qu'infligea Signa Hocine au même Krim Belkacem ? Elève Krim, envoyez votre copie à la correction du professeur Hocine, laquelle copie passera entre les mains de la sécurité militaire. Et si vous êtes recalé, il vous restera toujours la possibilité de conserver ce nom de criminel que Sadok vous donna avant Ben Bella, ou d'aller en pèlerinage à la zaouïa de Cheikh Mohand pour prier ce « saint » homme d'inspirer son petit-fils en votre faveur.

Le plus beau de l'histoire, c'est que, méfiant et ne désirant pas s'exposer à une nouvelle avanie, Krim Belkacem n'avait fait qu'un sondage et non une avance.

Par « politesse » donc, on acceptait de rejeter tous les éléments susceptibles de renforcer le F.F.S. et par là-même de remporter la victoire sur le régime. Mais où passa donc cette mâle résolution de Sadok quant à la liquidation politique d'Aït Ahmed ? En tout cas, le calvaire des Kabyles allait durer encore, car nous ne luttons plus pour la liberté, mais pour l'urbanité. Et les maquisards qui placèrent leur confiance en Sadok ignoraient que leur chef était trop poli pour prendre des mesures propres à renforcer leur potentiel de lutte. Le malheur, c'est que cette politesse nous coûtait du sang et des larmes.

Je répondis derechef au Colonel par une lettre dont j'ai hélas perdu le double. Puis, comme elle demeura

sans réponse, je lui fis parvenir cette autre, la dernière :

« Mon Colonel,

« Je me dis, pour expliquer votre lenteur à prendre une décision sur une question d'une telle importance, que le Colonel Sadok, sachant le peu d'autorité qu'il a sur Hafidh et sur Moussa (une minorité somme toute) hésite de peur d'un désaveu. Mais très vite je me reprends. Car connaissant votre caractère autoritaire et la haute opinion que vous avez de vous-même, et par conséquent le peu de cas que vous faites de l'avis des autres, je suis sûr que vous n'auriez pas tenu compte de l'opposition éventuelle de nos camarades en admettant que l'opération ait eu quelque mérite à vos yeux. D'autant plus qu'il est nécessaire de passer outre aux objections partisans qui pourraient être soulevées, pour ne considérer que les intérêts du pays. Ajoutons qu'il est impossible d'en informer nos camarades dans un meilleur délai. Dans une situation comme celle-ci, il appartient donc au mieux placé de prendre ses responsabilités en repoussant avec soin toutes les questions personnelles qui ne doivent pas entrer en ligne de compte.

Par ailleurs, vous me demandez d'obtenir de Krim une lettre dans laquelle il détaillera la nature de ses apports dans les triples domaines suivants :

a) humain,

b) matériel,

c) financier, lettre que vous destinez, par politesse, à Si El Hocine.

Il me semble qu'il aurait mieux valu l'avertir, par politesse, une fois l'adhésion enregistrée. D'autre part, en envisageant le pire et en me prêtant à l'opération, je n'ai pas manqué de vous faire remarquer que subordonner cette adhésion à un accord préalable de Hocine Ait Ahmed équivaut en fait à un net refus et, qu'au surplus, je me refuse à entrer dans les détails d'une politique de marchands de tapis. Il me paraît en effet plus logique d'analyser nous-mêmes la situation qui découlerait de l'entrée de Krim dans nos rangs sans éprouver de nouveau sa susceptibilité et son amour-propre. Pour ma part, je n'insisterai jamais assez sur les services que cet homme peut nous rendre s'il peut se prévaloir de notre caution. Nous redorerons son blason, soit, mais nous y gagnerons sûrement. Une conférence de presse tenue par lui à Genève ou à Paris aurait de profondes répercussions à l'extérieur et en Algérie même. A l'extérieur, parce que nous prouverions que nous sommes sortis du cadre étroit de notre sigle, à l'intérieur, parce que nous aurions démontré une cohésion de l'opposition. Sur le plan psychologique et, à moyen terme, matériel, cela ne serait pas négligeable.

« Vous et moi, nous connaissons le courage exemplaire de nos hommes. Mais est-ce suffisant ? Nos actions, quelle que soit leur importance, sont demeurées ignorées. Il nous faut donc rompre ce silence qui nous étouffe et qui nous tuera sûrement, s'il se perpétue. Je pense que pour cela Krim est très bien placé. Grâce à lui, le monde apprendra qu'on viole, qu'on torture, qu'on assassine de nouveau en Algérie. Son adhésion créera par ailleurs un climat de suspicion au sein du néo F.L.N, qui hâtera la décomposition du régime. En effet, même si Krim n'enrôle pas ses amis des Willayas III et IV, Ben Bella les considérera comme acquis à la cause de ses adversaires. Surtout que Mohand oul Hadj ne pourra jamais condamner l'action de son ami Krim. Ainsi Ben Bella nous jettera dans les bras tous ceux qui l'ont déifié. Et ce sera sa fin. Si au contraire, vous persistez dans votre attitude négative, nous en déduisons que c'est l'ambition mesquine qui vous guide, d'autant plus que l'ours se porte encore très bien. Il est normal que vous ayez des prétentions sur le pouvoir en Algérie. Il est nécessaire cependant que vous en soyez à la hauteur.

« Colonel Sadok, je vous considérerai comme l'assassin (je pèse mes mots) de tous nos camarades qui tomberont dorénavant dans la mesure où l'adhésion de Krim pourrait hâter la fin du régime impopulaire de Ben Bella.

« MOHAND ARAB ».

J'appris bien plus tard que, consultés, nos camarades des maquis s'empressèrent de donner leur accord à cette opération et eurent ainsi de nouvelles raisons d'espérer. Il n'empêche que, le jour où cette union tant attendue allait être réalisée, le Colonel la déclara inacceptable avec « les crapules », je veux nommer Khidder, Krim, etc... Il jugea sans doute plus noble et plus digne de se rallier à Ben Bella, « cette conquête de la révolution algérienne ». Il est vrai que ce dernier avait toujours su manier les hommes faibles pour lesquels il ouvrait ses mannes.

Il est singulièrement étonnant de constater jusqu'à quel point les leaders du F.F.S. ont fait preuve de légèreté et d'inconséquence. Oublié le régime de Ben Bella qu'Aït Ahmed décria tant et que Sadok menaça de ses foudres. L'un avait pris' es armes « pour déjouer le complot de Boudiaf », l'autre les déposa pour ne pas s'associer avec les « crapules » de Krim et de Khidder.

Pourtant Ben Bella ne s'amenda pas, bien au contraire. La démagogie, la mystification, les crimes qu'on lui imputait ne cessèrent pas. Au contraire, ils décuplèrent. Les leaders du F.F.S. ne consolidèrent donc pas les conquêtes de la révolution dont ils avaient auparavant nié l'existence, mais le régime du « conquérant de la révolution » le noble et généreux Ben Bella, « le meilleur d'entre nous ».

Quant aux aspirations du peuple, à tout ce sang Kabyle qui coula abondamment pour la liberté, quant à nos camarades blessés et impotents, aux veuves et aux enfants de nos morts, Dieu y pourvoira.

J'aimerais savoir si le Colonel Sadok considère toujours Khidder comme une « crapule » ? Et si oui, quelle est l'épithète qu'il se réserve. Je voudrais également savoir si Omar Oussedik compatit aujourd'hui au sort de son « ami » Sadok qu'il poussa au ralliement. La réponse est dans la fin d'une fable kabyle :

« Voyage avec moi, Chacal, « Et ton gain est assuré.

« Si je tue, tu te repaîtras de mes victimes ; « Si l'on me tue, tu me mangeras ».

Ah ! ce Chacal d'Omar Oussedik !

Convaincu que mes lettres ne pouvaient avoir d'autre effet que d'irriter mon ex-chef, je cessai de lui en écrire d'autant plus que j'étais décidé à quitter définitivement le F.F.S. Plus que jamais donc, je désirais sortir de l'Algérie où je n'espérais plus rien. Pour ce faire, il fallut que Rachid organisât mon départ pour le Maroc, ce qu'il fit. Il se fit même fort de me conduire à Bel-Abbès, première étape de mon voyage. Il est vrai qu'il était sérieusement épaulé par les deux frères Ali S..., dont l'un en remontra au vieux chevronné que je crois être. C'est surtout grâce à ce dernier que je pus trouver un refuge à Bel-Abbès. C'est à lui également que je dus de sortir de la position tragi-comique dans laquelle je m'étais mis et dont vous trouverez les détails un peu plus loin.

Il revint donc à Rachid de me trouver un moyen d'aller en Oranie sans trop de risque. Car, outre que je n'avais aucune pièce d'identité, ma photo avait été remise à la police par un ancien traître à la patrie du nom de Boukantar Hocine, actuellement employé à la préfecture d'Alger. Ce fut à bord d'un camion que je pris place, plus précisément dans une caisse en bois recouverte de marchandises.

Las le voyage devint une aventure en raison de la vétusté du véhicule. En effet, après 30 km de route sur les 440 du trajet, commença une série de difficultés allant de l'éclatement alternatif des quatre pneus à la brûlure des joints de culasse. Il fallut arrêter définitivement, à mi-chemin, le camion momentanément hors d'usage. Que faire ? Réparer le véhicule ? Le mécanicien pressenti demanda un délai de deux jours. Continuer la route ? Impossible, faute de moyens. J'étais frais. Il ne me fallait surtout pas attirer l'attention des deux veilleurs de nuit à qui le chauffeur confia le camion. Toute la nuit, je fus ainsi condamné à la plus complète immobilité. Comme celle-ci fut longue !

Alerté par téléphone, A. S... arriva le lendemain à bord de sa 204. Il me fit alors sortir de la caisse où je venais de passer 26 heures privé d'eau et de pain.

Qu'allons-nous faire maintenant ? dis-je.

Continuer la route, me dit-il.

Et comment ?

Dans ma 204, elle ne te plaît donc pas ?

Là n'est pas la question. Il faut envisager les dangers que cela implique... surtout pour toi.

— Ne t'en fais donc pas pour moi.

Si mes souvenirs sont exacts, il nous restait un peu plus de 200 km à parcourir, pour arriver à Bel-Abbès. Un long trajet susceptible de nous réserver des surprises. Bien entendu, nous n'en manquâmes pas.

La première, nous l'eûmes à l'entrée de Perrégaux. Nous roulions à une assez vive allure quand la barrière d'un passage à niveau s'abaissa. Cet arrêt involontaire nous sauva d'une mort certaine. Car un détachement de la sécurité militaire qui procédait à un contrôle routier à quelque cent mètres devant nous, leva son barrage quelques secondes avant notre passage. La seconde se présenta à nous à la sortie de la même ville. Nous nous étions, en effet, arrêtés pour vérifier l'un de nos pneus quand la voiture qui roulait derrière nous en fit autant. Elle transportait deux passagers particulièrement intéressés par nos faciès. Indubitablement, nous avons affaire à deux policiers dont le flair avait peut-être été alerté par le numéro de la voiture ou par une réminiscence du déjà-vu. Nous démarrâmes, ils en firent autant. Puis, comme leur voiture était plus rapide que la nôtre, ils nous dépassèrent en trombe pour nous attendre quelques kilomètres plus loin, derrière un tournant. Ce manège répété plusieurs fois éveilla notre attention et notre méfiance.

Que veulent-ils ? Nous demandions-nous. Et que fallait-il faire ? Les attaquer ou attendre ? Et attendre quoi ? Et s'ils ne se livraient qu'à un test psychologique ? Avec un calme imperturbable mon camarade poursuivit sa route, décidé à exploiter la moindre erreur de nos poursuivants pour les jeter dans les champs. De mon

côté, je m'apprêtais à me lancer l'arme au poing au-devant de ces fâcheux, quand, après plus de 40 km de poursuite, ces hommes nous abandonnèrent,

Je mentirais en disant que je n'ai pas eu peur. Mais celle-ci ne devint réelle qu'une fois arrivé à destination. Car je m'aperçus alors que mon arme était défectueuse.

Il va sans dire que le trajet le plus dangereux restait à faire, car les contrôles devenaient plus nombreux à mesure que l'on se rapprochait de la frontière. Mais Redouane, mon nouveau conducteur, se montra si maître de lui-même qu'il m'épata. Au volant de sa Mercedes, il roulait avec une insouciance de vacancier. Il connaissait bien sûr la région, y étant né. Mais cela n'expliquait pas assez à mes yeux ce sang-froid exemplaire, ce mépris total du danger. Nous évitâmes, par de savants détours, quelques contrôles de gendarmerie, mais ne pûmes échapper à celui d'El Harricha.

— Halte ! papiers !

Rassurez-vous, les pandores ne s'intéressaient qu'à ceux de la voiture. Il n'empêche que, l'espace d'un instant, mon coeur battit la chamade tandis que ma main se referma machinalement sur le révolver qu'elle tenait. J'en aurais été quitte à bon compte si la maréchaussée n'avait poussé plus à fond son contrôle. Pneus, éclairage, tout l'intéressa. Et comme nous étions en défaut, on nous verbalisa. Cela dura 17 minutes qui me parurent une éternité. Car je ne cessais de penser qu'un contrôle des personnes suivrait celui de la voiture. Je préparais donc la seule pièce d'identité en ma possession : mon révolver, convaincu que je serais amené à en faire usage d'un moment à l'autre. Il n'en fut rien, on nous laissa partir, le contrôle terminé.

Par la suite, nous rencontrâmes, bien sûr, des voitures de police et de douane, mais aucune d'elles ne s'intéressa à nous. Et à midi et demi, par une belle journée de mars, je traversai la frontière algéro-marocaine.

HUITIEME PARTIE

Il y avait exactement deux jours depuis que j'étais à Rabat quand un camarade Marocain m'apprit que Mansour, un Algérien, cherchait à me voir. Je connaissais l'importance de la confiance dont mon compatriote jouissait auprès des autorités marocaines. Je pensai aussitôt que celles-ci s'intéresseraient sans doute à moi et, à travers ma personne, au mouvement insurrectionnel dont je faisais partie. Je montai donc dans la voiture de Mansour dès que je l'eus rencontré, convaincu du fondement de mon hypothèse. Nous roulions depuis quelques minutes dans le quartier du souïssi quand nous entrâmes dans une villa qui devait être officielle, puisque sérieusement gardée. Quelle ne fut ma surprise d'y trouver, en compagnie de son fidèle Ouali, le Colonel Sadok plus serein et plus détendu que jamais. Nous nous embrassâmes avec quelque affectation et parlâmes de nos aventures respectives. J'appris ainsi que le Colonel avait pris le train d'Alger à Mar 'nia avec sur la tête une perruque et dans la poche une fausse pièce d'identité. J'appris également que j'aurais pu bénéficier des mêmes avantages si j'avais eu la patience d'attendre encore un peu plus. Je devais, en effet, prendre un bateau à Bône pour me rendre à Casablanca. Quelle complication!

— Mohand Arab, me dit soudain mon ex-patron qui n'a jamais su ménager les transitions, j'ai décidé de te passer tous mes pouvoirs afin que tu réalises l'union dont tu plaides la cause. Nous verrons bien si tu es un diplomate.

Cette dernière phrase suppose que la tâche comportait des difficultés. Vous verrez plus loin que le Colonel Sadok se divinisa au point de considérer le regroupement autour de lui, non comme une obligation patriotique, mais comme une allégeance à sa personne. Il ne fut plus question d'union, mais de bienveillance, de mansuétude, de grâce accordée. On se ralliait, on se rendait à Ben Bella, il fallait se rendre à Sadok !

L'Algérie avait alors l'avantage d'avoir deux maîtres, deux rois. Sadok aurait dû cependant ne pas oublier la précarité de sa position et le mandat qu'il reçut de nos camarades des maquis quant à la réalisation de l'union de laquelle dépendait en définitive notre victoire. Mais la proximité d'un trône lui tournait la tête. Puisque Hassan II était roi du Maroc, pourquoi Déhilès Slimane, dit Sadok, ne serait-il pas roi d'Algérie, lui qui parlait aux anges ou plutôt qui les écoutait ? Dès lors, les Algériens ne devraient-ils pas reconnaître son autorité, sa prééminence ? Ils devraient le faire et très vite, car le Colonel n'avait que l'injure à la bouche à l'encontre des hésitants. Il ne lui venait pas à l'idée que Krim et Khidder, et tant d'autres, pouvaient ne pas lui apporter leur concours sans pour cela encourir des châtiments divins. Il fallait que ces messieurs vinssent au rapport et que cela saute.

De mon côté, je continuais à déplaire par mon franc-parler et mes conseils réitérés de modération. J'eus même l'impression d'être tombé un jour en disgrâce parce que je n'avais fait ni les courbettes, ni les salamaleks en usage dans les cours de rois. Il est vrai que je nourrissais le fervent désir de quitter la «

révolution » une fois l'union réalisée.

— Mon Colonel, lui répondis-je, vous savez très bien que je n'ai jamais prétendu à une autre qualité que celle d'amazigh (homme libre). Et si j'ai plaidé avec vivacité la cause de l'union de tous les opposants au régime, c'est parce qu'il m'a paru que je ne peux prétendre à ce titre tant que Ben Bella serait au pouvoir et que, par ailleurs, cette union que je prône conditionne le succès, la victoire. Je ne cache pas non plus que je désire ardemment une autre bannière que celle de ce socialisme scientifique que notre peuple repousse du plus profond de lui-même comme contraire à ses croyances, à ses traditions et à son sens de la démocratie. Je vais donc faire de mon mieux, en souhaitant réussir. Je pose néanmoins une condition : l'union projetée sera la plus large possible et se fera sur la base du libre choix, par les Algériens, des institutions et des hommes.

— Complètement d'accord.

Bien entendu, Sadok se garda bien de me révéler que nos compagnons des maquis étaient aussi d'accord sur ce point. Toujours ce désir de réduire tout à soi, de briller. Il était écrit néanmoins qu'il ne serait qu'une météorite. Et ce qu'il prenait pour une auréole n'était qu'un carcan d'orgueil qui l'étouffait en se resserrant. Mais avant de s'éteindre dans les ténèbres de l'oubli et du ridicule, il revendiqua la paternité du putsch qui renversa Ben Bella. S'il ne fait donc pas partie du C.N.R., avec son ami Omar Oussedik, c'est qu'il se réserve l'avenir. Cela dépasse, comme dirait Le Canard Enchaîné, le mur du « son ». Il est vrai que le Colonel Sadok jouit seul du bonheur sans mélange de contacter les anges. Aït Ahmed rêva d'appeler ses ministres des « amines ». Sadok, lui, les aurait appelés des psychanalystes... La voix des anges par les songes.

La visite que je fis à Khidder, s'inscrivant dans le cadre de ma mission, ne fut pas un échec. L'ancien secrétaire général du F.L.N. me réaffirma son irrévocable décision de combattre Ben Bella, mais me renouvela également sa ferme détermination de ne pas militer dans les rangs du F.F.S. qu'il considérait cependant comme la seule organisation efficace face au régime et qu'il continuerait à aider en vue de l'aboutissement de son action. Cette détermination n'aurait pas été toujours aussi ferme. A l'époque où Boumediène le pressentit pour succéder à Ben Bella, il aurait refusé de fournir les fonds nécessaires à l'achat d'armes.

« Il faut limiter l'effusion de sang. J'ai fait Ben Bella, il m'appartient de le défaire », aurait-il dit.

Je suis fermement convaincu que ce n'était pas l'effusion de sang qui aurait retenu Khidder, mais la peur d'armer la Kabylie et d'en faire un bastion contre l'arabisme. Ces préoccupations rejoindraient ainsi celles de son beau-frère. Et par là-même Khidder mériterait d'être un « amine ».

— Monsieur Khidder, dis-je à mon hôte, je ne suis pas venu frapper à la porte d'un banquier, ni encore moins vous recruter pour grossir les rangs du F.F.S... Quand bien même vous ne disposeriez d'aucun moyen, je serais venu vous voir car, qu'on le veuille ou non, vous faites partie de l'Histoire de l'Algérie. Quant au F.F.S., il se trouve aujourd'hui isolé parce que, telle une poule-mère, il rejette tous ceux qui ne lui paraissent pas être les siens. Et comme les socialistes sont aussi nombreux en Algérie que les points d'eau au désert, nos promesses ne sont que des mirages et nos rêves des hallucinations. Il faut donc dépasser ce sigle et au besoin l'immoler sur l'autel de l'union, condition sine qua non de notre victoire. Il va sans dire que cette union se fera autour d'une idée simple et précise : les élections libres. Car, je me refuse à me préparer moi-même un nouveau dictateur. Comme Monsieur Khidder maintenait ses vues sur le F.F.S., j'ajoutai :

— L'opposition souffre d'une crise de direction. Elle a un corps, le peuple, mais pas de tête. Voulez-vous être un des organes de celle-ci ?

Intéressé par cette ouverture, mais néanmoins sceptique, Khidder refusa de prendre un engagement définitif. Il me promit cependant d'aller voir Sadok au Maroc, dès que possible, dans le but inavoué de s'assurer de l'exactitude de mes assertions.

Avant de prendre congé de lui, je lui posai cette ultime question :

Estimez-vous nécessaire, dans le cadre du regroupement envisagé, de jeter une exclusive contre quelqu'un, Boudiaf par exemple ?

Oh ! non, me répondit-il. Je pense au contraire, et je l'ai d'ailleurs toujours pensé, que l'union doit être la plus large possible.

Cette réponse, si elle témoignait d'un sens politique aigu, me parut équivaloir indirectement à un engagement. Beaucoup de militants du F.F.S., certains des plus conscients du moins, me recommandèrent, dès mon arrivée à Paris, d'écarter de ses responsabilités le dénommé Daniel, dont l'impéritie n'échappait à personne, excepté au Docteur Garnier, son conseiller, membre

P.S.U. (Ne se rendent-ils pas compte, ces quelques impatients de la gauche française, qu'ils desservent réellement celle-ci en voulant nous forcer la main et faire de nous les réalisateurs de tous les projets généreux qu'ils portent en gestation 'et qu'ils ne peuvent appliquer en France ?)

D'autres militants, au contraire, partagèrent mon idée de le dépasser par l'union projetée et même de lui confier, à l'intérieur de celle-ci, une tâche à la mesure de ses moyens intellectuels. Il faut aussi noter que, de sa prison, M. Aït Ahmed réclama le remplacement de cette « fripouille de Daniel » par Smain, le responsable du district de la Petite Kabylie. Le Colonel Sadok se conformant aux « Directives » du zaïm, brûlait aussi du désir d'infliger à ce « saboteur » une correction. J'étais donc loin de penser qu'un jour les deux hommes se réconcilieraient pour sauver Ben Bella.

Dans ma hâte de réaliser l'union de tous les opposants, je consacrai peu de temps au cas Mohand Akli, d'autant que j'étais convaincu que chez les autres membres du comité de la fédération, le patriotisme finirait par l'emporter sur les questions partisans. D'ailleurs le frère d'Aït Ahmed ne réclamait-il pas sans cesse le remplacement de Mohand Akli dont l'impéritie était flagrante ? Mais je pensais que c'étaient là de petits problèmes qui trouveraient indubitablement leurs justes solutions dans le cadre d'une large union. Et je n'étais pas le seul à penser ainsi,

Après ma rencontre avec Khidder, il devenait nécessaire de connaître les intentions de Boudiaf qu'on m'avait dépeint d'une manière peu avantageuse, mais intéressé comme nous au renversement de Ben Bella. Selon son habitude, Monsieur Boudiaf fit preuve de ce manque de souplesse qui fait de lui le loup blanc de la politique algérienne. Il souffrait surtout d'être l'un des rares à avoir eu raison contre Ben Bella, attribuant à une perspicacité infaillible ce qui n'était peut-être dû qu'à la haine. Il aurait donc voulu qu'on s'orientât à l'aide de son panache rouge et qu'on le suivît dans les chemins qui mènent aux vengeances personnelles. Car, son différend avec Ben Bella, comme pour Ait Ahmed d'ailleurs, n'aurait de doctrinal que l'apparence et prendrait des allures d'un règlement de comptes.

Boudiaf aurait donc voulu limiter cette union, en premier lieu du moins, au F.F.S. et au C.N.D.R. et l'élargir, à partir de cette base, à certains autres opposants. Il fallait surtout rayer, de la liste des candidats au regroupement, le nom de Khidder, parce que ce dernier était en grande partie responsable de l'ascension imméritée et surtout dangereuse de Ben Bella. Ainsi, selon Monsieur Boudiaf, tout homme qui a commis une faute politique grave doit la payer toute sa vie. Sisyphe aux enfers. Sans doute, seul Monsieur Boudiaf est capable 'de ne jamais se tromper. Mais j'ai appris à me méfier des hommes « infaillibles ». Je me suis donc attaché à réfuter, parfois avec brusquerie, les arguments de l'ermite de Lausanne.

— Si nous rejetons, à priori, tous ceux qui ont pris part à la consécration de Ben Bella, il ne restera plus, dis-je, pour faire l'union désirée, que le F.F.S. et le C.N.D.R.. Ce qui reviendrait à faire la somme de deux impuissances.

En effet, il n'échappe à personne que nous avons donné la preuve de notre incapacité, conjuguée ou séparée, pour renverser le régime. Il faut donc dépasser les rancunes personnelles et donner à l'union une base plus large, et partante plus efficace. Si nous admettons le rejet de Khidder, il faut aussi envisager celui d'Abbas, de Francis et de beaucoup d'autres. Sans doute sommes-nous d'accord pour reconnaître que sans les usurpateurs actuels du pouvoir, l'Algérie connaîtrait une ère de stabilité et de prospérité. Mais il faut reconnaître aussi que ni Abbas, ni Khidder ne sont restés dans le sillage de cet homme dont ils ont fait la fortune politique. Ayant fait de cruelles découvertes ou n'ayant pas atteint leurs buts, ils ont finalement brûlé ce qu'ils avaient adoré. Qui pourrait le leur reprocher ?

Battu sur ce point, et après avoir reconnu que « toute personne qui s'opposerait à l'union serait un criminel », Boudiaf posa un autre problème : celui du devenir de l'Algérie. Car, pour ce monsieur, comme pour Ait Ahmed d'ailleurs, ce n'est pas le socialisme qui est responsable des incertitudes du peuple algérien, mais sa contrefaçon. Galvaudé par la démagogie de Ben Bella, le Marxisme restait pour lui le seul remède à notre sous-développement. Et si le peuple Algérien en était dégoûté, c'est que Ben Bella en avait fait un plat immangeable. Détenteur donc d'une bien meilleure recette, Monsieur Boudiaf nous promettait, et nous promet encore, une de ces salades dont lui seul possède le secret et les ingrédients, et dont nous aurions tôt fait de nous mordre les doigts.

Ce langage m'étant trop familier, et pour cause, je ne cachais pas à mon interlocuteur que je préférais, et de loin, à son art culinaire, la cuisine électorale qui offre à chacun la part qui lui revient. De toute façon, ajoutai-je, il vous sera loisible de faire triompher vos vues puisque, comme nous tous, vous aurez la possibilité et la liberté d'exprimer votre opinion et de la faire prévaloir aux yeux du peuple. C'est là un avantage inappréciable du jeu démocratique. Mais si vous persistez à penser que le socialisme doit être imposé,

sachez que je n'ai pas pris les armes pour me forger moi-même de nouvelles chaînes.

Avec d'autres arguments développés par mes camarades, nous convainquîmes Boudiaf de la nécessité de l'union de tous les opposants, sans exclusive. C'était, à n'en pas douter, la victoire du bon sens.

Il restait à contacter Krim pour sonder ses réelles intentions et ses vues. J'ai dit précédemment qu'il souhaitait participer au combat contre Ben Bella en raison de l'absence d'Aït Ahmed qui avait porté un rude coup à son amour-propre. Il va sans dire que le père de la Willaya³ n'entre pas dans l'arène les yeux bandés et la tête baissée. Il savait certes, par notre ami Rachid Ali Yahia, combien je désirais, dans le seul souci de sauver la Kabylie de la destruction, sa présence à nos côtés, mais il voulait avoir la certitude qu'il serait, ce faisant, à l'abri de toute entourloupette. Je lui donnai, pour ma part, ma parole de ne jamais l'exposer à cela. J'espère que, sur ce point, il n'a rien à me reprocher.

Dans le but de renforcer la position de Sadok auprès des hautes autorités marocaines, je demandai à tous mes interlocuteurs de rendre visite à celui-ci au Maroc. Krim, pour des raisons faciles à deviner, n'alla que jusqu'à Madrid où il rencontra Sadok. Quant à Khidder et à Boudiaf, celui-ci, accompagné par Terbouche Mourad, ils profitèrent de cette occasion « pour rendre visite à leurs nombreux amis marocains ». J'avais pour ma part demandé à Sadok de me renvoyer Mourad avec lequel, et d'autres camarades encore, je me serais bien entendu pour donner à la Fédération une impulsion nouvelle. Mais se souvenant qu'il avait été, dans le passé, le subordonné de Terbouche, Sadok voulut faire sentir à ce dernier le renversement de rôle et le désigna, s'il voulait bien, aux fonctions captivantes de Chef de la Kasma¹ de Nancy. (Terbouche Mourad fut le premier responsable de la Fédération F.L.N. de France et ancien directeur du cabinet de Krim Belkacem.)

Convoqué à mon tour au Maroc, j'y trouvai, en plus de Daniel, Monsieur Khidder. Je n'eus aucun mal à deviner que l'entente, entre ce dernier et Sadok, n'était pas parfaite. Que se passe-t-il donc ? me dis-je. Je ne tardai pas à en avoir l'explication.

La présence de Khidder s'avérant nécessaire pour confondre Daniel dans une histoire de sous qui découlait d'ailleurs d'une équivoque, mon ex-chef m'envoya le quérir.

— J'ai déjà dit au Colonel Sadok que les histoires du F.F.S. ne m'intéressent pas, me dit ce dernier.

C'était donc cela ? Pendant que je m'évertuais à achever le moribond, dit « F.F.S. », Monsieur Dehilès Slimane, alias Sadok persistait à croire en la survie et en l'efficacité du sigle. Je compris cependant tout de suite que cette croyance ne découlait pas d'une conviction profonde, ni d'un sentimentalisme d'antiquaire, mais tout simplement du désir de ramener tout à soi, de ne pas partager avec d'autres cette responsabilité d'essence et d'esprit divins pour laquelle il se croyait désigné.

Sadok voulait bien l'union, quelle qu'en fût l'étiquette, mais à la manière du cheval et de sa queue : Il serait le corps et les autres des chasse-mouches. Le ton qu'il employa pour ordonner à Khidder de me remettre l'argent m'édifia sur le comportement de l'homme. En mauvais soldat, Khidder ne m'aurait sans doute pas remis un Kopeck si j'avais eu la maladresse de le lui demander.

Sommé de se soumettre ou de se démettre, Ben Younès Mohand Akli refusa. C'eût été incontestablement sa perte, si Sadok ne l'avait aidé à donner à sa rébellion caractérisée un sens politique. Car aux adjoints de Ben Younès venus réclamer le départ de leur responsable accusé de despotisme et d'incapacité, Sadok déclara « Vous êtes tous les mêmes, des incapables ! ».

Le Colonel croyait tellement au caractère surnaturel de ses responsabilités qu'il ne pouvait souffrir aucune réclamation ni contradiction. Pourtant je n'avais pas manqué, dans une de mes lettres, de lui prédire son isolement s'il s'obstinait à considérer les militants comme des soldats. cc Si ces derniers, lui dis-je, exécutent et réclament après, les premiers discutent et exécutent après ». Mais comme toujours mes propos tombèrent dans l'oreille d'un sourd, et cela se comprend. N'est-il pas préférable d'écouter Dieu qui se manifeste par des rêves plutôt que d'écouter des hommes ?

Bien entendu, les membres de ce comité se regroupèrent autour de Mohand Akli dont les abus d'autorité parurent bénins en face des ukases du Tsar de toutes les Algériens. Et d'une seule voix, ils crièrent haro sur le dictateur.

J'eus beau essayer de réparer la faute en recourant aux bons offices de Sidi Mokrane Aït Ahmed, ce fut peine perdue. Ce dernier ne manqua pas de me faire part de la rebuffade qu'il essuya quand il joignit sa voix aux autres pour solliciter la destitution de Daniel. Il me montra même le long rapport qu'il rédigea pour accuser ce dernier d'incapacité. Il refusa cependant de m'avouer la cause principale de son revirement : son

opposition totale à la disparition du sigle, quasi familial, F.F.S.

De toute façon, il est Certain que Sadok pouvait, avec une certaine dose d'habileté, annihiler les mauvaises intentions de Mohand Akli. Mais se croyant sans doute assez de force et de talent, il multipliait les adversaires, comme s'il n'était pas suffisant de combattre Ben Bella. Il est vrai qu'il disposait du soutien inconditionnel de Mohand Arab, et cela lui parut suffisant. Non pas que ce dernier fût un parangon d'habileté, mais parce qu'il avait l'habitude de trancher sur le vif, les têtes et les problèmes. Du Maroc donc, Sadok me réitéra ses ordres.

— Si tu es un homme, Mohand Arab, tue Daniel Sans aucun doute ce Mohand Akli méritait la mort, non parce qu'il avait désobéi à Sadok, mais parce qu'il avait réussi à faire du F.F.S. une coterie.

Conseillé par des éléments socialistes qui avaient sur lui une grande influence, Daniel lui fusait d'admettre dans « son » Organisation tout élément qui n'était pas du F.F.S., autrement dit qui n'était pas socialiste. C'est ainsi que les Docteurs Aït Challal et Taleb, les camarades Meziane et Oucharef, Rahal et Bouaziz, Ben Yahia et Amirat se virent refuser la qualité de militants par Daniel pour la bonne raison que ces camarades, ou certains d'entre eux, exigeaient l'élargissement du Comité et la réalisation de l'union. Ben Younès exhibait « l'accréditation d'Aït Ahmed » comme un sorcier ses amulettes.

Mais pourquoi, avant son arrestation et n'ignorant pas la présence d'Aït Challal à Paris, Aït Ahmed ne demanda-t-il pas à ce dernier de présider aux destinées de cette Fédération ? En posant cette question, nous revenons à cette sacro-sainte doctrine de Marx. Mohand Akli, peu préparé à sa responsabilité, a le mérite aux yeux du Maître d'être un socialiste convaincu. C'est, sans conteste, la raison majeure de sa nomination à la tête de la Fédération du Front des Forces Socialistes.

J'avoue, pour ma part, avoir commis une faute en ignorant cet individu au départ. Pourtant Maître Ghezali ne m'avait pas caché que j'aurais de graves difficultés avec Daniel. Il est vrai que j'avais l'excuse de croire en la résistance de Sadok.

«Daniel, me dit Méziane, est capable de tuer pour conserver son titre de responsable et les honneurs y afférents ».

Je devais rapprocher plus tard ces propos de ceux que m'avait tenus Rachid Ali Yahia :

« Mohand Arab, me dit-il un jour, Aït Ahmed a toujours été dans le passé le plus implacable ennemi du berbérisme. Il le sera toujours, j'en suis sûr. Le jour où il s'apercevra donc que le combat qu'il a mené débouche dans ce sens, il n'hésitera pas à se rallier à Ben Bella ».

Daniel, dit Mohand Akli, n'alla pas jusqu'au meurtre pour se maintenir à son poste, mais il s'en fallut de peu qu'il mourût. Ce n'eût pas été une grosse perte, j'en conviens, mais quand même...

Quant à Aït Ahmed ? Suivez à nouveau le guide ! Il vous introduira bientôt dans l'acte final d'une tragédie où le sang Kabyle coula à flots pour servir de solidifiant « aux conquêtes de la Révolution et à la sauvegarde de l'unité nationale », menacées par les complots de Boudiaf.

Pleure, Kabylie, pleure tes enfants fusillés à l'aube, l'honneur de tes filles bafouées, ta dignité légendaire piétinée ! Aie du moins, comme prix de consolation, la connaissance de ce que ton sang ne coula pas pour rien, mais servit au contraire à la réconciliation de deux frères ennemis, animés tous les deux des plus nobles intentions. Et ne nous étonnons pas qu'ils se soient battus. La France en les arrêtant, les a frustrés d'une guerre, ils en ont fait une entre eux, voilà tout. Quant aux morts et à leurs familles, qu'Allah leur pardonne et les assiste. Amen !

J'ai taxé Daniel d'incapable, et peut-être ai-je exagéré. N'avait-il pas en effet, acheté des armes à la Tchécoslovaquie, brouillée, comme l'on sait, avec Ben Bella ? Et si le parachutage n'eut pas lieu comme prévu, ce ne fut de la faute de personne, mais du brouillard qui obscurcit le ciel kabyle.

« Le parachutage, direz-vous, allait-il donc être effectué en plein jour ? ».

Que nenni !

Mais alors, qu'est-ce que le brouillard vient faire là-dedans si vous savez utiliser des cartes d'Etat-Major ? Serait-ce que les Tchèques n'ont pas de boussoles ?

Je l'ignore. Mais peut-être que, dans le cas présent, ils avaient voulu se guider à l'aide de vers luisants ?

Mais alors, ces armes sont toujours en Tchécoslovaquie ?

Vous n'y êtes pas, elles sont à Malte. Car après son retour de Kabylie, l'avion se posa dans cette île pour se ravitailler en carburant. Et loin de continuer sa route, il y resta, ce qui ne manqua pas de susciter la curiosité des sujets de Sa Majesté qui saisirent la cargaison.

Un coup fourré, vous dis-je !

Préoccupé par le renforcement de sa position dans le grand rassemblement qui se cherchait, Sadok

multipliait les ordres d'abattre Mohand Akli, s'exaspérant de ma lenteur. Mais, d'accord avec le prudent Krim, je ne voulais recourir à cette extrémité que dans le cas où Daniel se révélerait comme un obstacle à l'union. Et il ne pouvait l'être, s'il n'était pas soutenu par Khidder habitué à pêcher en eau trouble. Pour en être fixés, nous décidâmes, Krim et moi, de gagner l'Espagne où nous rencontrâmes Khidder. Ce dernier, rassuré par la présence de Krim, donna alors son accord définitif.

— Maintenant, je marche sans hésiter, me dit-il alors.

Nous nous quittâmes, convaincus de la nécessité d'une réunion première, d'une prise de contact en quelque sorte, pour dégeler l'atmosphère et jeter les jalons d'un travail plus efficace. Nous fixâmes cette réunion à la deuxième semaine de Mai pour donner à Khidder le temps de régler ses affaires de justice. Il fut convenu que ce dernier nous téléphonerait le 7 ou le 8 du même mois pour fixer une date et un lieu appropriés.

Pourquoi Khidder manqua-t-il à sa parole en ne téléphonant pas au jour fixé ? Attendait-il que la situation se décantât, ou qu'elle pourrît en sa faveur, ou bien pensait-il que le moment était inopportun ? Quoi qu'il en fût, il eût pu téléphoner pour se justifier ou pour s'excuser de son manquement. Toujours est-il que nous parvînmes à la fin du mois sans qu'il eût donné signe de vie.

Cette lenteur favorisa les plans de Ben Bella qui multiplia auprès de Sadok ses messages du malheur. Bien sûr, Khidder n'est en rien responsable de la décision de Sadok, mais quand même...

A la suite d'une rencontre entre ce dernier et Krim, il fut décidé qu'une ultime démarche auprès de Khidder était nécessaire. Derechef, Krim et moi, nous gagnâmes Madrid, afin de mieux connaître les intentions de Khidder et savoir surtout, du moins en ce qui me concernait, s'il n'était pas derrière Daniel dont la rébellion prenait des tours provocants. J'ignore encore si une telle collusion exista car, outre que Khidder s'excusa de n'avoir pas donné les raisons de son silence du fait de son procès (sic), il renouvela son désir de participer au regroupement des opposants et, partant, au renversement du régime dictatorial de Ben Bella. Il réitéra également son offre de mettre l'argent qu'il détient à la disposition de l'opposition et remit à Krim son nouveau numéro de téléphone pour l'informer de la date de la réunion projetée, faisant dépendre celle-ci du résultat, positif ou négatif, de certaines de nos démarches. Il remit également à mon compagnon la somme de deux mille francs suisses pour un voyage en Tunisie dans le but de contacter Boussouf par l'intermédiaire duquel nous pensions nous assurer le concours de l'A.N.P. ou pour le moins sa neutralisation car ni Krim ni moi n'ignorions les indissolubles liens qui unissaient et qui unissent encore Boumediene et Boussouf.

De son côté, le professeur Mustapha Lakhhal, arrêté et torturé à l'instigation de Ben Bella dont il était l'ami intime, sollicita et obtint l'aide inconditionnelle et substantielle de certains pays africains dont le régime de Ben Bella compromettait, par d'incessants complots, la stabilité et la paix.

Il va sans dire que l'aide marocaine fut la plus importante et la moins réticente. Elle embrassa tous les domaines, allant des moyens financiers à l'entraînement de nos hommes. D'autres puissances, et non des moindres, nous ouvrirent également leurs banques et leurs arsenaux. Tout était pour le mieux, d'autant plus que le Colonel Sadok avait, avant mon départ pour l'Espagne, éconduit Maître Mourad Oussedik venu plaider la cause de la paix des braves et faire l'éloge de Ben Bella « dont il fallait renforcer la position face à l'appétit grandissant de Boumediene ». (Entre le régime des casernes populaires et celui des prisons démocratiques, l'avocat avait choisi ce dernier, sans doute par déformation professionnelle.)

— Vois donc ce que veut Mourad. me dit Sadok, un certain soir.

Déçu, le cher Maire ne m'en exposa pas moins ses conceptions du berbérisme (sans doute pour me flatter). Il était, bien sûr, pour le Fédéralisme interne, dont la réalisation restait subordonnée à la cessation des combats.

Sans armes, la Kabylie a plus de chance d'atteindre ses objectifs. Il est sûr que vous aurez alors l'aide de la France.

Pour quoi faire ?

Et il se lança, le Cher Maître, dans une explication qui dura une heure.

Maître Oussedik ayant échoué dans « sa noble et généreuse mission » dont on a dit qu'elle le menait au B.I.T. (Bureau International du Travail), Ben Bella ne renonça pas pour autant à séduire Sadok. Il multiplia près de lui les messages et leur fit dire combien il eût été peiné de voir mourir au maquis l'homme le plus honnête du pays. Et pour bien lui prouver que cette honnêteté avait un prix, il lui proposa, par l'intermédiaire d'Omar Oussedik, notre ambassadeur à Moscou, de la lui acheter. Il offrit, à cet effet, la somme de 250 millions de francs.

Qui emporta la décision de Sadok : les arguments usés d'Omar Oussedik, l'argent, ou les deux à la fois ? Je ne sais. Toujours est-il que l'honnête, le glorieux Colonel Sadok, l'homme qui jura de ne pas déposer son

arme avant la chute de Ben Bella, qui fit exécuter des hommes pour Benbellisme actif, se rallia à ce dernier « pour consolider les conquêtes de la Révolution et sauvegarder l'Unité Nationale », détruisant ainsi dans le coeur des Kabyles cette confiance sans laquelle rien de sérieux ne peut être entrepris. C'est pour cette raison d'ailleurs que le ralliement du F.F.S. constitue un crime contre la nation. Car il sera difficile dorénavant d'en faire accroire au peuple algérien et aux Kabyles en particulier.

NEUVIEME PARTIE

Dès mon retour de Madrid, j'informai Sadok du résultat de notre démarche.

« Khidder, lui dis-je, est disposé à venir là où nous voudrions et au moment que nous choisirons. En effet, il ne fait plus dépendre la réunion projetée des aléas de son procès. Il souhaite seulement que nous fassions appel, ensemble ou séparément, à tous les opposants au régime, de façon à ne pas heurter leur susceptibilité. Ce n'est plus la peine, me répondit mon ex-chef, la guerre est maintenant terminée.

Faisait-il état d'une offre valable de Ben Bella ou avait-il encore rêvé ? Pour en être fixé, je posai la question :

Comment cela ?

— Tiens, lis. Et je lus.

Cher frère Sadok,

Je me permets de te désigner avec Hafidh, Daniel et Smaïn pour discuter (sic) avec les frères (resic) Lebджаoui et Aït El Hocine de la fin des comtats... Il faut se méfier de la fange des faux amis... Il faut avoir le courage de reconnaître sa défaite...

etc., etc. »

Et c'était signé : Hocine Aït Ahmed.

ci Enfin, m'écriai-je, Tartuffe se démasque. Non content, en effet, d'altérer une motion adoptée par un congrès, il se rallie aujourd'hui comme un vulgaire Mohand oul Hadj dont il a blâmé la conduite. Ce faisant, il ne se soucie pas du sang versé dont il est responsable, des réelles aspirations des Kabyles qui lui ont fait confiance et qui ont souffert pour lui les tortures et les humiliations de toutes sortes. L'important pour lui n'était donc pas de renverser Ben Bella et de se retirer de la scène politique, mais d'assurer la continuité d'un régime contre lequel nous avons pris les armes et qui se trouve soudainement menacé dans ses fondements mêmes ! Quel crime impardonnable ! Et dire que les petits écoliers de Beni- Yenni ont lapidé leurs maîtres Egyptiens pour avoir extériorisé bruyamment leur joie lors de l'arrestation de ce triste sire !

« Voulez-vous, ajoutai-je, que je relate, par hypothèse, les circonstances qui ont donné naissance à cette lettre ? »

Allez-y.

Vous n'êtes pas sans ignorer que Ben Younès, dit Daniel, soutenait qu'il était préférable de se rallier à Ben Bella plutôt que de s'allier à Krim pour renverser le régime et préparer des élections libres. Comme si la reddition de ce minus pouvait modifier le cours des choses ! Il aurait donc fait ce que d'autres eussent pu faire à sa place : alerter Aït Ahmed sur le danger que court le socialisme.

Sensible à tout ce qui touche à cette doctrine, Aït Ahmed aurait donc préféré le socialisme de son adversaire plutôt que de l'exposer au jugement du peuple. Ainsi, le « pharaon de Michelet » ne tient compte ni des aspirations des masses, ni de ses serments, ni du sang versé. Il démontre même qu'ils n'avaient jamais été l'objet de ses préoccupations. Pourtant, le sang de nos camarades ne coula pas pour le socialisme, mais pour la liberté. Ce faisant, Aït Ahmed rejoint dans l'opprobre et le déshonneur le Colonel Mohand oul Hadj dont il avait dénoncé la trahison.

Il y a cependant une chose réconfortante dans sa lettre. Il ne veut pas se rallier tout seul, il désire la compagnie de son « frère » Sadok. S'il avait été convaincu que son ralliement pouvait être déterminant, il se serait abstenu, bien sûr, de vous qualifier de « frère » et de vous demander, contre son habitude, votre avis.

Mon hypothèse était valable, mais elle gagnait à être renforcée, car je me rappelai avoir entendu, de la bouche de Mourad Oussedik, que M. Aït Ahmed « brûlait du désir de vivre en paix, loin de tous remous politiques, en Suisse par exemple, pour ne s'occuper que de ses enfants et de sa femme qu'il avait longtemps délaissés ».

L'action persévérante des deux cousins Oussedik avait donc porté ses fruits. Mais si l'avocat s'adressa aux sentiments, l'ambassadeur fit appel à la raison. Je suis donc enclin à penser que ce sont les arguments de ce dernier qui furent déterminants.

A Sadok, dont il connaissait les insuffisances, il renouvela son offre d'argent et rappela le passé de Krim et de Khidder. Avec Aït Ahmed, j'imagine, il aurait usé d'une autre dialectique. « Vous et moi, Si Hocine, nous sommes des Marxistes. Nous savons aussi bien que Ben Bella est un âne et son socialisme une édulcoration. Mais ce dernier a le mérite d'exister, et partant, il est susceptible de se perfectionner avec le temps. Il importe donc de ne pas le remplacer par un régime bourgeois ».

Ajoutons aussi que le sort des Kabyles empêchait notre ambassadeur de dormir. Pensez donc. Sa maison elle-même, monument historique, s'il en fût, avait été fouillée par l'A.N.P. Il fallait donc mettre un terme à cette barbarie. Et ce n'était pas à Ben Bella qu'on le demandait, mais à Sadok qui portait, inconsciemment, la responsabilité de toutes ces fusillades, de tous ces viols, et de toutes ces tueries ! Belle moralité !

Mon Colonel, dis-je à Sadok, il faut prendre vos responsabilités et sauver l'Algérie. Il est nécessaire, d'autre part, de montrer au « pharaon de Michelet » que vous n'êtes pas un caporal que l'on désigne pour toutes les corvées.

Vous me remplacerez à la tête de cette délégation, je le veux.

Et moi je ne le veux pas. De toute façon sachez que cette lettre vient de sonner le glas des deux partis unicités. Car ne croyez pas qu'en vous ralliant à Ben Bella, vous le sauvez. Il vous fera partager son sort, rien de plus. Il n'est pas exclu, en effet, que Boumediene s'allie avec Krim, Khidder, Boussouf, etc... pour renverser Ben Bella. C'est une course de vitesse. Il n'est pas dit que vous la gagnerez.

Vous pensez donc que nous devons affronter et Ben Bella et Aït Ahmed ? Que nous devons écarter toute idée de négociation ?

Négociation, non ! Ralliement, oui ! Par ailleurs, il ne nous faut pas rompre avec Aït Ahmed. Il faut au contraire abonder dans son sens et l'obliger à dévoiler davantage ses intentions les plus cachées. Nous gagnerons ainsi du temps pour mener à bien ce que nous avons entrepris jusqu'ici, et nous le mettrons un jour en face de ce dilemme : se rallier ou se soumettre. Dans un cas comme dans l'autre, nous l'aurons tué. Il est donc nécessaire de faire durer cette correspondance. En premier lieu, vous lui demanderez un aide-mémoire, une base de travail. Vous alléguerez pour cela de l'incompétence des membres de la délégation désignée.

Rédigez la lettre, Hassan Oucharef la transmettra.

La présence de ce Hassan au moment de la négociation n'est pas encore très claire pour moi. Il était venu, selon ses dires, pour revoir Sadok, son meilleur ami, dans un but spécifiquement cordial. D'ailleurs qu'aurait-il espéré à le circonvenir ? Un poste ministériel ? Il en avait refusé un dans le passé ! Non, sa venue n'avait qu'un but : renouer avec Sadok les relations que la guerre interrompit. Il avait, par ailleurs, un très grand souci :

« mettre un terme aux souffrances des Kabyles ».

— Les Kabyles n'en peuvent plus, Mohand Arab. Et ils croient de moins en moins en votre victoire. Ils sont las, usés et n'aspirent qu'à la paix.

Eh, pardi ! Je le sais mieux que toi, Hassan. Seulement, tu oublies que ce n'est pas l'A.N.P. qui les a domptés, terrassés, mais nos fausses promesses. Nous avons promis de l'argent, des armes et nous leur avons offert la misère et les tire-boulettes,

Montre-moi tes canons et je reste avec toi, me dit Maître Oussedik.

Ah ! si Mohand oul Hadj ne vous avait pas trahis, ajouta Hassan ! Mais en le perdant vous avez perdu toutes vos chances de vaincre.

Tu te trompes, Hassan, tu te trompes ! Jamais nous n'avions disposé d'autant d'atouts. De toute façon, nous ne pouvons pas nous rallier comme Mohand oul Hadj, même si nous le voulons. Car, nous n'avons pas que des espérances à décevoir, ce qui n'est quand même pas mince, nous avons aussi des plaies à guérir et des morts à pleurer.

Si j'ai tenu tant à connaître les desseins d'Oucharef, c'est que le Colonel Sadok ne m'avait pas caché que deux personnes avaient sur lui un réel ascendant : sa femme et son ami.

Le lendemain, comme convenu, je remis la lettre suivante à Sadok :

Frère Aït Ahmed,

Votre lettre est venue à point pour me tirer d'embarras. Car vous pensez que ce n'était pas de gaîté de cœur que je m'apprêtais à élargir la lutte au-delà de tous les hommes sains. Seulement, je n'avais plus le choix, car nos propres forces déclinaient chaque jour. Mais puisqu'une autre solution se présente, je ne fais que m'en réjouir.

Néanmoins, il est nécessaire, pour gagner cette nouvelle bataille, que vous nous prépariez une base de

discussion, car je ne vous apprend rien en vous disant que ni mes compagnons ni moi, ne pouvez-vous supplanter avec bonheur. Je vous demande cette base parce que je n'ignore pas aussi que vous avez trop le sens de l'honneur pour préconiser un ralliement pur et simple.

Par ailleurs, Smaïn et Benyounès ayant mené contre moi une campagne de dénigrement, je ne peux, sans perdre la face, m'asseoir à la même table qu'eux. Il importe donc que vous les obligiez à reconnaître publiquement mon autorité.

Fraternels Salams.

« SADOK ».

Après avoir parcouru ce texte, le Colonel me le rendit en disant :

Ce n'est plus nécessaire. D'ailleurs j'ai déjà dressé avec Lebджаoui la liste des questions à discuter et qui sont :

Remise de nos armes.

Réintégration de nos hommes dans leurs anciens emplois et, éventuellement, leur intégration dans les rangs de l'A.N.P.

Reconnaissance de la qualité de veuves de Chahid aux femmes de nos camarades tombés à la guerre.

Restitution des biens confisqués pour raison politique.

Libération de tous les emprisonnés du F.F.S... (seulement du F.F.S.).

Mais c'est un ralliement pur et simple.

Appelez-le comme vous voudrez. Savez-vous, Mohand Arab, ce que j'ai de plus cher au monde ? Mon fils. et par ma faute, il est en train de bégayer. Non, c'est fini.

Instinctivement, j'éclatai en larmes, car au même moment où Sadok me parlait de son fils, je revis tous ces petits enfants dont les parents étaient morts pour ou contre le F.F.S. C'est, d'ailleurs, en grande partie pour eux que j'ai écrit ce livre, car je ne veux pas qu'on dise un jour que j'aie participé à l'assassinat de leur avenir.

Colonel, dis-je, en étouffant mes sanglots, je ne peux croire que vous allez vous rallier parce que votre fils bégaye. Nous devons continuer la lutte si nous ne voulons pas trahir nos idéaux, nos compagnons et la Kabylie. Si nous ne pouvons plus le faire, vous et moi nous devons accepter la mort que nous avons semée à profusion. N'oubliez surtout pas que, dans notre seul douar, nous avons fait exécuter six personnes pour « trahison », c'est-à-dire pour Ben Bellisme actif. Qu'est-ce que les gens diront de nous lorsqu'après toutes ces tueries, ils apprendront que nous n'avons lutté que pour consolider Ben Bella ?

C'est ça qui vous préoccupe ?

Enormément.

Moi pas. D'ailleurs je ne rentrerai pas en Algérie et ne reverrai pas Ben Bella. Quant à vous, vous ne manquerez de rien. Je vous achèterai un hôtel et vous l'exploiterez paisiblement.

Comme je refusais de m'associer à cette turpitude, le Colonel me demanda de trouver une issue à l'affaire.

Mais l'issue existe, Colonel, et vous le savez bien, d'autant plus que l'union...

Avec ces crapules de Krim et de Khidder ? Merci. Je ne suis pas assez naïf pour me sacrifier pour ces gens-là et les milliards de Rahal.

Nous avons 5.000 volontaires et la possibilité de bombarder la villa Joly, le...

Ah ! ça, Mohand Arab, pour qui me prenez-vous ? Je ne suis pas un traître à mon pays, mon ami.

Et dire que quelque temps auparavant le « glorieux » Colonel Sadok voulait solliciter l'aide de Tschombé et d'Israël. De quel pouvoir disposait donc Omar Oussedik pour avoir retourné en si peu de temps un homme aussi décidé que le Colonel Sadok ?... Mais je crois avoir déjà répondu à cette question.

Comme le rappel de la trahison de Mohand oui Hadj gênait Sadok, celui-ci me dit à brûle-pourpoint :

Nous nous en remettons à l'arbitrage de Si Hafidh (le Chef des, maquis Kabyles) qui arrive demain avec Omar Oussedik.

Ainsi l'opération avait-elle été menée à son dénouement sans que je le sache. Mais le nom de Hafidh me permit de nouveau d'espérer, car je le connaissais digne et noble. Et je le dis à Monsieur Bentoumi qui ne manqua pas de me répéter : « Les carottes sont cuites Mohand Arab ».

Le lendemain, comme prévu, nous allâmes à la rencontre de notre ancien compagnon des maquis. Le hasard voulut qu'au moment de son entrée dans le huit, nous soyons seuls. J'en profitai pour l'écartier un peu plus des Oussediks, des Oucharef, des Lebджаoui, des Sadok et lui dis en pleurant :

Tu es donc venu te rallier, Hafidh ?

Jamais de la vie ! s'écria-t-il. Il faut que tous les opposants participent à la négociation. D'ailleurs, je l'ai dit à Omar Oussedik à Michelet. Ce n'est qu'ainsi que Notre lutte trouvera son aboutissement logique : la

réconciliation nationale.

Quelle chance ! Quelle joie ! « Les carottes n'étaient donc pas cuites ».

J'allais prolonger la discussion avec mon ami quand je sentis qu'on me tirait par le bras pendant qu'une voix, celle de Sadok, me hurlait à l'oreille : « C'est fini, Mohand Arab, je te jure que c'est fini ».

Ainsi la séance de travail que nous devions tenir à trois venait de se terminer sous l'œil amusé des nouveaux compagnons de Sadok, ceux qui avaient partagé avec lui, non pas les affres et les angoisses des maquis, mais la belle vie de Paris. Ces amis sûrs et pleins de sollicitude étaient fiers de leur oeuvre de dépersonnalisation. Il est vrai que la personnalité de Sadok n'a jamais été qu'un pont entre l'intelligence et l'imbécillité, le rêve et la réalité, la volonté et la velléité. Il est, comme dirait Abbas, « le feu follet qui s'éteint aussi vite qu'il s'allume ».

Un proverbe Kabyle dit : « Quand le bœuf tombe, on affûte les couteaux ». Pendant quelques jours « l'honorable Sadok » me parut un pauvre animal en quête de pitance, désemparé. Anesthésié par Oucharef, le pauvre « homnimal » se laissait arracher les dents pour une question d'esthétique ; Omar Oussedik en gonflait la peau pour s'en faire des cothurnes et son cousin l'avocat comptait les crins de la queue pour s'en confectionner une brosse... à reluire.

Nous quittâmes l'aérodrome à bord de deux voitures et, bien entendu, on me sépara d'Abdel Hafidh. L'inénarrable Omar Oussedik me reprocha même d'avoir prononcé un vilain mot devant mon compagnon des maquis.

Oh ! comme je le respecte, me dit-il En cours de route, j'eus à souffrir les propos insipides de Monsieur Oucharef.

Mais enfin, me disait-il, conviens donc que vous n'avez plus rien à faire. Vous avez perdu la partie. Arrêtez donc le combat et vivez tranquilles, comme les autres Ah ! si tu voyais la villa de Mohand oul Hadj !

L'estimes-tu pour autant ?

Oh non ! Il ne vaut même pas un crachat.

Et c'est sans doute par amitié que tu réserves ce sort à Sadok. Car avec moi, vois-tu, ton anesthésique ne fera pas son effet.

Mais ce n'est pas la même chose, voyons.

C'est vrai, par notre ralliement, Mohand oul Hadj redeviendra plus estimable que nous parce qu'il n'a pas fait couler le sang ! Ecoute Oucharef, tu deviendras que je ne suis pas ton ami et que, de plus, ma position ne changera rien au cours des choses. Laisse-moi donc tranquille et réserve ta sollicitude à d'autres, tu en auras bien besoin.

Mais le philanthrope Oucharef tenait à « m'arracher » mon chagrin comme il arrache les dents. Il insistait donc... insistait. C'est vraiment un homme très précieux et très désintéressé que ce Monsieur Oucharef, dentiste à Alger ! Il était venu rendre visite à son ami Sadok et c'était simplement par amitié qu'il plaida la cause du ralliement, oh ! pardon, « pour abrégé les souffrances de la Kabylie ». Ce ne sont donc que des mauvaises langues, celles qui disent qu'il avait déjà essayé dans le passé, avec le concours de Maître Belhocine, venu d'ailleurs lui aussi à Paris, de ramener son « ami » à la raison et qu'il avait vu Ben Bella avant son départ pour Paris !

Avant de mettre face à face les deux délégations, il fallait d'abord débarrasser Abdel Hafidh de ses idées « malsaines », et surtout, lui faire oublier les Krim, les Khidder, les Boudiaf dont il réclamait la présence autour de la table ronde. On le confia d'abord à Sadok (jusqu'où est allée la décadence) qui lui parla de ses insuccès, du vide qu'il trouva autour de lui.

— Khidder m'a refusé de l'argent et Mohand Akli s'est rebellé contre moi.

Pourtant, rétorqua Hafidh, Mohand Arab m'avait bien affirmé que Khidder était plus disposé que jamais à combattre Ben Bella et à nous remettre l'argent qu'il détient.

On m'appela, je confirmai la chose. J'en profitai pour m'asseoir. Aussitôt, comme un pot de miel, j'attirai toutes les mouches. En un clin d'œil, nous en fûmes entourés, encerclés. Quelle précieuse chose que l'amitié !

Tu sais très bien, repris Sadok, que la population nous refuse son concours.

Pardon, dis-je, je ne suis pas d'accord. La population est lasse, c'est un fait, mais elle l'est de nos mensonges, de nos fausses promesses. Que le climat change et elle se dressera de nouveau comme un seul homme, avec l'enthousiasme des premiers temps !

Mes propos s'adressaient beaucoup plus à Hafidh qu'à Sadok que je savais achever. Mais celui-là aussi avait

donné des signes de lassitude et de « compréhension ». Il ne se souciait plus de négocier vraiment avec le régime pour lui arracher des concessions politiques, mais uniquement pour sauver son honneur.

Omar, disait-il, quelles que soient les précautions de style que vous prendrez, la presse parlera de notre ralliement, Essaie donc de trouver un moyen de sauver les apparences. En tout cas, je mets mon honneur entre tes mains.

Malgré moi, je souris devant tant de naïveté et j'entrevis, l'espace d'un instant, Omar Oussedik mangeant sa soupe assaisonnée avec l'honneur d'Abdel Hafidh.

-- Il vaut mieux mourir que de se rallier, comme Mohand oul Hadj continua Hafidh.

Vous ne devez pas vous comparer à ce dernier. Vous, vous vous êtes battus, ce n'est pas la même chose...

Et ils vont se rendre, dis-je. Pouvez-vous, Maître Oussedik, me rappeler les termes de la lettre que François l' écrivit à sa mère après Pavie ?

« Tout est perdu, fors l'honneur », me dit Hassan Oucharef.

Vous n'y êtes pas mon cher. Il avait écrit :

« Tout est perdu, même l'honneur ». Pour une cause qui m'échappa, Maître

Oussedik me chercha querelle. Il prétendit, rouge de colère, que je venais de porter atteinte à sa dignité. La manœuvre était claire, et le piège cousu de fil blanc. J'évitais d'y donner prise en calmant le fougueux Aramis.

Nullement alourdi par le dépôt sacré qu'il venait de recevoir des mains du « respectable Abdel Hafidh », Omar Oussedik porta à ce dernier l'ultime estocade.

N'oublie pas, Hafidh., que tu as de grandes responsabilités à l'égard de tes amis de l'intérieur. Leur vie est maintenant entre tes mains. Vous comptez déjà un grand nombre de morts : 1 300 m'avez-vous dit. Ne pensez-vous pas que ce soit déjà trop ?

Oh ! notre chère Kabylie ! dit Hassan Oucharef, elle ne peut plus supporter les fusillades de l'A.N.P.

J'étais sidéré devant tant de duplicité, de fourberie. Ces intellectuels connaissaient l'ampleur des massacres que l'armée de Boumediene perpétrait en Kabylie et ils s'étaient tus. Pas un article dans les journaux pour en dénoncer la barbarie, pas une plainte. Mais ces tortures, ces vols, ces viols arrangeaient peut-être les affaires de ces messieurs. Car je me refuse à croire que les Oussedik soient assez couards pour redouter Ben Bella n'en dévoilant pas les crimes et les tortures. D'autant plus qu'ils savaient que la cause des Kabyles, qui était également celle de tous les Algériens, était juste puisque l'avocat lui-même l'avait embrassée. Au lieu donc d'aider la justice, la raison à triompher, on demandait aux Kabyles, qui en étaient les défenseurs, de se rallier. Ce n'était pas assez de leur sang, on voulait les atteindre dans leur fierté, qu'ils ont grande et dans leur dignité. Ils disaient, (les Oussedik), avec Hassan Oucharef, qu'ils s'intéressaient beaucoup au sort de la Kabylie, leur pays d'origine, et je les ai crus. Ils s'y intéressaient en effet tellement qu'on pouvait croire qu'ils y trouvaient intérêt.

— Les « accords » que vous êtes appelés à conclure avec Ben Bella, qui les garantira, dis-je à Sadok ? Car vous n'ignorez pas que notre cher « Président » n'est pas à un reniement près.

Soyez ministre, me répondit-il.

Moi ? Que Dieu m'en garde ! Je n'aurais aucune honte à vendre des cacahuètes à Paris, mais me rallier, jamais !

Sur ce, je quittai la pièce où la Kabylie et, partant, la liberté venaient d'être assassinées.

Le soir, après le souper, et sur les recommandations de M. Oucharef, on me laissa seul avec Hafidh. Je n'ignorais pas que ces Messieurs m'avaient jeté dans les bras une chiffe, mais je relevai le défi. D'une étincelle, me dis-je, peut jaillir un incendie. Qui sait s'il ne reste pas en Abdel Hafidh quelques traces de ses sentiments de noblesse.

Hafidh, lui dis-je, on t'a battu comme le fer. Cherche à gagner du temps, prétexte une fatigue, une maladie. En attendant, j'irai voir Khidder, Krim, Boudiaf, et avec eux nous étudierons la situation. Songe surtout que plusieurs puissances nous promettent leur aide.

Mohand Arab, me dit Hafidh, je crus, en quittant la Kabylie, affronter les Oussedik dont je connais très bien les desseins. Mais, tu l'as vu toi-même, c'est avec Sadok, notre responsable, que je négocie. Non, je n'en peux plus. Je te demande cependant une chose : demeurons unis.

Nous l'avons été Hafidh, mais nous ne pouvons plus l'être. Car moi, je ne peux supporter le déshonneur. Adieu, Hafidh et bonne conscience.

« Jamais un Arabe n'a cédé le pouvoir autrement que par la force. »

Ibn Khaldoun.

EPILOGUE

Douze jours après le début des discussions F.F.S.-F.L.N., qui eurent lieu au domicile de Maître Oussedik, 129 Boulevard Saint-Germain (Paris), Boumediene régla tous les comptes, à l'exception de certains comptes financiers. Ce en quoi il eut tort, car cela pourrait être l'objet d'une nouvelle guerre. Il se devait, en effet, d'honorer les engagements pris par Ben Bella puisque, selon Sadok, la chute de ce dernier n'était que la conséquence des savantes manœuvres d'Omar Oussedik.

— Prends de la graine, m'avait dit Sadok, au lendemain du putsch. Il a suffi d'une subtilité de Si Omar pour gagner la partie alors que toi, tu me conseillais de continuer la guerre.

Depuis, bien sûr, ' le même homme ne soutient plus cette absurdité. Il répète, au contraire, qu'il n'a pas voulu se rallier, qu'on lui a forcé la main... Il a honte et cela se comprend. Car beaucoup de nos camarades sont encore en prison et les autres sans emploi. Omar Oussedik, « l'artisan » de la chute de Ben Bella, ne fait partie ni du gouvernement ni du C.N.R. ; Aït Ahmed n'est pas relâché et Sadok est en exil.

La preuve est ainsi faite, pour ceux qui l'ignorent, que le ralliement du F.F.S. visait à renforcer la position de Ben Bella contre Boumediene. D'ailleurs Sadok n'a-t-il pas livré à Aït El Hocine la nature de nos contacts avec les autres membres de l'opposition ? Et ne s'est-il pas pressé de se rallier alors que Bentoumi Abdelkader lui demandait de surseoir à cet acte en raison de la libération de Ferhat Abbas et des autres détenus ?

Après le ralliement des « égarés », Ben Bella fixa la date du 24 juin pour arrêter Boukharouba Mohamed ben Brahim¹ qu'on aurait accusé d'avoir assassiné Aït Ahmed dont la mort aurait été décidée. Débarrassé de ses deux plus redoutables ennemis, le régime de Ben Bella se serait alors transformé en une monarchie à vie.

Par crainte de provoquer une réaction violente de l'A.N.P. l'ex-président (Algérie, pays des ex.) aurait sollicité et obtenu l'aide militaire d'une grande puissance ainsi que celle de son « frère » Gamal Abdel Nasser. Mais Boukharouba, ayant des oreilles partout, « putsch » le 19 juin, non pour renverser la dictature dont il fut le pilier, mais pour asseoir la sienne propre, et surtout pour sauver sa vie.

Il sut néanmoins embrouiller les cartes et se présenter comme le restaurateur des libertés chèrement conquises et trop tôt jugulées. Et pour attester de ses nobles intentions, il leva l'interdiction de consommer de l'alcool. Il est tellement généreux sur ce point, et les Algériens ont tellement soif, qu'il aurait voulu transformer ses casernes en cabarets. C'est à coup sûr le meilleur moyen de liquider ses stocks de vin et surtout de noyer dans l'alcool toutes les revendications les plus légitimes, en attendant que le régime se fortifie.

Comme dit l'autre, il n'y a que deux moyens de gouverner un peuple : l'opium et le bâton. Les Algériens ont pour l'instant l'opium, mais ils goûteront bientôt au bâton. Car ceux qui l'ont connu savent que Boumediene ne cessera jamais d'être ce qu'il a toujours été : un sanguinaire. Bien sûr, il s'en défend. Il a même échangé ses dents de loup contre celles d'un herbivore. Le saint homme ! Mais qui trompera-t-il ? En tout cas, pas les vrais démocrates. Car « son » Algérie sent déjà la torture et les arrestations arbitraires. L'on assiste même (eu Kabylie s'entend) à l'utilisation d'un vieux procédé qui consiste à organiser des vols pour justifier l'envoi de forces de « l'ordre » dont le rôle consiste en réalité à prévenir toute révolte ou toute opposition au régime. Mais ces vols ne manquent pas d'étonner les gens avertis des réalités kabyles, puisqu'ils se souviennent qu'au lendemain du cessez-le-feu, ceux-ci ont fait preuve d'une telle maturité que les prévisions les plus optimistes ont été dépassées.

De meilleurs procédés de gouvernement seraient d'ailleurs étonnants de la part d'un homme qui giflait, en tant que chef d'Etat-Major de l'A.L.N., des soldats malades et impotents, qui permettait que le commandant Slimane, son ancien adjoint et son actuel argentier, menât une campagne de dénigrement contre les Kabyles à qui l'on refusait jusqu'aux soins sous prétexte qu'ils n'étaient pas de la Willaya V, comme si celle-ci était une province à part et complètement indépendante des autres. Et tout cela avec l'accord de Boussouf dont la silhouette apparaît toujours en filigrane derrière le visage osseux de Boukharouba, alias Boumediene. Un ancien

Ministre du G.P.R.A. m'affirma même que jamais, au grand jamais, Boumediene ne cessa de consulter son ancien chef, même lors des événements de 1962.

Ne sommes-nous pas d'ailleurs fixés sur l'antikabyllisme du régime actuel, la seule doctrine politique qu'on lui connaisse ? En effet, on chercherait vainement, dans l'A.N.P., un Kabyle ayant le grade de commandant

1 Le vrai nom de Boumediene.

ou assumant les fonctions de chef de région militaire. Sur les 26 membres du Conseil de la Révolution, on ne compte que trois Kabyles (et quels hommes 0. Comme on le sait déjà, le Kabyle est étranger dans son propre pays.

Cela durera-t-il ? La réponse appartient aux plus dynamiques d'entre nous, à ceux qui ne veulent pas oublier les vols, les viols, les tortures dont Boumediene s'est rendu coupable en Kabylie. Pour nous, l'A.N.P. n'est pas « la digne héritière de l'A.L.N. », mais un instrument de répression, de dictature. Rappelons, à ceux qui ont la mémoire courte, quelques-uns de ses exploits.

« Le 23-12-64 à Aït-Zellal (Djemâa-Saharidj), Si Sani Saïd a été assassiné par la milice (dont le chef est Brahim Messaoud, d'Aït-Adellah) et Ali Bouaziz a été torturé.

A la même date, Amara Tourkiya (70 ans), d'Ighil-Founen fut mitraillée.

« Le 2-1-65 (à 7 h. 30), c'était au tour d'une femme de 32 ans d'être violente par quatre hommes de l'A.N.P.. Comme elle résistait, elle fut abattue d'une rafale de mitraillette.

Le 9-1-65, les mercenaires des postes de Taourirt Boudles, Tifilkout, Ifarhounen ont déclenché une opération contre Aït-Artou, Takhlidjt. La population (hommes, femmes, enfants) fut rassemblée et obligée de se déshabiller dans le froid et la neige.

Le 10-1-65 à Tamazyabt (Maillot), une ancienne militante, dite « Halima », fut atrocement torturée. A Aïbtoun (Michelet), une autre, Ouadda Djadjya (60 ans), mère de deux chouchous, eut à subir des sévices et dut être hospitalisée.

Le 15-2-65, à Aït Lâaziz et à Aït-Meslaïn, la population fut gravement outragée : réveillée en pleine nuit, malmenée, elle assista à la pire des ignominies, le viol de plusieurs femmes (par décence, nous taisons les noms des victimes). A la même époque à Agouni Arous (Beni-Douala), une fillette de 13 ans fut également violée.

Le 15-2-1965, Tala Guilef (Boghni) fut mis à feu et à sang, en guise de représailles.

Le 25-2-65, ce sont les villages de Zahloun, Zoubdja, Aït-Abdellali, Timeghras, Aït-Agad et Aït Argane qui subirent la répression. La furie des mercenaires se déchaîna sur Tizit et Azrou Illilten.

Le 6-3-1965, la répression atteignit Taguemount, Mechrek et Tahachat (mise à sac, violences, tortures, meurtres) ». Mais même en dehors de la Kabylie, l'A.N.P. a déjà dévoilé son vrai visage.

En arrivant à Colomb-Béchar, nous avons été « fourrés » dans une pièce dont on avait eu soin, à l'avance, de condamner toutes les issues. La nuit de notre arrivée, nous étions trop fatigués pour nous occuper de toutes ces questions et notre seul désir était de dormir pour nous reposer d'un voyage plus que harassant.

Le lendemain

matin, au réveil, nous suffoquions presque dans cette atmosphère moite et renfermée.

Nous ayant entendus frapper à la porte, la sentinelle alerta un quelconque responsable qui fut reçu par nos protestations véhémentes au sujet de cette claustration incompréhensible. Il nous répliqua, sans réfléchir :

« Ce sont les ordres ».

A ma question : « Si on te demandait de nous étrangler, le ferais-tu ? ». Il répondit, imperturbable : « Bien sûr ». En fin de compte, et sans doute après consultation, on nous permit de garder cette malheureuse porte ouverte pour voir un coin de ciel et recevoir un peu d'air. La sentinelle était en permanence sur le seuil même, alors qu'une autre, sur la terrasse, en tenue de combat, casque compris, surveillait les abords, mitraillette au poing, l'air malheureux sous un soleil de plomb.

« Je pourrais citer d'autres exemples de cette mentalité sans rien y changer, et c'est pourquoi je préfère laisser ces exécutants à leur discipline pour me pencher davantage sur les causes qui nous ont amenés à cet état de fait désastreux. Que l'on ne s'imagine pas surtout que cette région militaire fasse exception. Avec, certes, des nuances, c'est le même état d'esprit que nous avons rencontré partout depuis que notre existence de prisonniers nous a mis en contact avec des policiers en civil, des soldats de l'A.N.P. ou des gendarmes mobiles.

« L'instrument répressif est en place, machine aveugle et rodée pour écraser et broyer ce qu'on lui livre. Nous sommes loin de la grande fraternité et de la solidarité du temps de l'épreuve, qui ont soudé tout un peuple pour en faire une force irrésistible, face à un ennemi puissant dont « toutes les initiatives et les velléités de réformes se sont brisées contre ce rempart.

Ce même élan eût pu faire des miracles s'il n'y avait pas eu les ambitions personnelles, l'avidité de pouvoir qui nous ont amenés là où nous sommes : un peuple découragé, déçu, divisé, une armée complètement coupée de ce peuple, une police tout aussi impopulaire, et au sommet, un appareil reflétant cette dislocation, ce divorce effrayant.

Ce que l'on nous impose n'est que l'illustration d'un régime, fourvoyé dans les compromissions, incapable de réagir sur la pente de la dictature et dont les seules armes, en plus de la démagogie et de la corruption, sont : arbitraire, négation des droits de l'homme et mépris du peuple.

Les malheureux civils » ai-je entendu dire par certains officiers en parlant de ceux qui ne portent pas l'uniforme. Voilà où nous en sommes.

« Parler dans ces conditions de socialisme, de démocratie, ne trompe que ceux qui veulent l'être ».

MOHAMMED BOUDIAF, (Où va l'Algérie ?).

-

Achévé d'imprimer sur les Presses de l'imprimerie
CARY, 3, rue du Four, à Colombes, le 31 Mai 1966.